

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Péyari, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Leo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton; prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejçi, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Goukko-Kriajine, Alexandre Bonlatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Charles Peyer



Charles Peyer est né en 1881 à Varoslöd en Hongrie. Mécanicien. Actuellement secrétaire-général de la Confédération Générale Hongroise du Travail. Ancien ministre du Travail dans le Cabinet Hussar, après le régime soviétique. Un des membres les plus en vue de la Chambre hongroise et aussi du Conseil Municipal de la ville de Budapest. Membre du parti social-démocrate et un des principaux leaders du syndicalisme hongrois. Il a dirigé plusieurs journaux syndicaux. A l'heure actuelle, il est le rédacteur en chef du „Le Mineur“ organe du Syndicat des Mineurs.

Je suis d'avis qu'en général la réaction ne peut jamais garantir nulle part non seulement les droits des minorités ethniques, mais aussi ceux des peuples en général parmi lesquels elle sévit. Seul un régime sincèrement démocratique peut assurer aux minorités nationales leurs droits.

Je ne vois pour les nationalités subjuguées et opprimées des Balkans d'autre issue que la constitution d'une Fédération des peuples de la Péninsule qui donnera aux minorités la possibilité de se développer librement et mettra fin aux conflits et aux rivalités qui dressent ces Etats les uns contre les autres.

Quant à la question de savoir si les gouvernants nationalistes et militaristes qui entretiennent dans les Balkans un état de troubles permanent sont capables de réaliser une union, une Fédération: poser la question, c'est la résoudre. C'est seulement quand ces gouvernements auront cédé la place à des gouvernements directement issus du peuple travailleur que l'entente, l'union des nations des Balkans sera une réalité.

La Hongrie démocratique verrait avec la plus grande joie la réalisation d'une Fédération Balkanique, une telle solution de l'imbroglio des Balkans ne pouvant qu'amener l'établissement de rapports cordiaux entre ce bloc de peuples et la Hongrie.

Charles Peyer

Marcel Leonin

Marcel Leonin, avocat, du Barreau de Bucarest, est né à Bucarest le 15 juin 1896. Il est entré dans le mouvement ouvrier alors qu'il était encore au lycée. Immédiatement après la guerre, il commença à militer en organisant les premiers cercles d'étudiants socialistes. Tout en achevant ses études universitaires, il continua son activité de militant, et devint successivement secrétaire de la section de Bucarest du Parti Communiste, membre du Bureau exécutif de la Ligue des Locataires de Roumanie et secrétaire-général du Bloc Ouvrier et Paysan.

Actuellement, il est directeur de la revue marxiste: „Cul-

1550



tura Proletara", et l'avocat des syndicats unitaires roumains. Pour avoir lutté énergiquement et quotidiennement contre la terreur blanche, il a attiré contre lui la haine de la Sigourantza qui lui a préparé une série de procès devant le conseil de guerre.

Récemment, il a fait une tournée dans les capitales de l'Europe en obtenant le concours des organisations ouvrières et des cercles démocratiques en faveur de Boris Stéfanoff et des syndicats unitaires menacés de dissolution par le gouvernement roumain.

Qui pourrait dire que la Macédoine, dont le territoire est partagé entre trois Etats et dont la population est continuellement terrorisée et massacrée, a enfin trouvé son repos grâce aux traités de paix? En réalité, les gouvernements qui ont dicté ces traités n'ont pas cherché à solutionner, en faveur du peuple macédonien, ce grave problème national qui constitue un prétexte permanent pour des troubles dans la Péninsule balkanique.

La guerre générale, les conférences et les conflits qui lui ont succédé, et toute l'activité de la S. D. N. prouvent incontestablement que la condition fondamentale des grands Etats capitalistes est l'expansion impérialiste: l'accaparement des marchés et des domaines riches en matières premières, donc l'assujettissement économique et politique des peuples arriérés ou faibles. C'est pourquoi la célèbre formule de Wilson: autodétermination des peuples, n'a été qu'un faux drapeau pour tromper les nations qui s'entre-massacraient. Cette grande idée n'a pas franchi le seuil des conférences pour la paix, parce que son application aurait changé la face du monde et aurait amené la libération de toutes les colonies et de tous les autres peuples opprimés, partant l'effritement des Etats impérialistes, de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France surtout qui, justement alors, arrangeaient la configuration du monde pour s'assurer et intensifier l'exploitation de ces peuples.

La tragique histoire des Balkans confirme en tout cette conception. Le sort de ces petits Etats était toujours entre les mains des grands gouvernements occidentaux. Chacun de ces derniers a poursuivi et poursuit encore sa politique impérialiste dans cette contrée par l'intermédiaire de l'un ou l'autre des Etats balkaniques. Les conflits et les guerres, si nombreux dans cette malheureuse péninsule, n'ont été que les résultats et les réflexes des grands conflits entre les Etats suzerains concurrents. On comprend donc aisément pourquoi la situation économique et sociale des masses laborieuses des Balkans, deux fois exploitées et par le capitalisme occidental et par les bourgeoisies nationales, est si misérable.

La situation de la Macédoine n'est qu'une conséquence de cette politique «européenne». Son morcellement entre la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie, est conforme aux intérêts des grandes puissances qui ont toutes voulu favoriser leurs champs d'exploitation; il est aussi conforme aux intérêts impérialistes des bourgeoisies balkaniques. L'équilibre relatif actuel dans les Balkans a été réalisé, en partie, aux dépens de la liberté du peuple macédonien.

Mais il y a encore d'autres minorités nationales qui partagent le même sort que les Macédoniens. La carte ethnique du sud-est européen, si arbitrairement tracée par les traités de paix, reflète toute une société inique, et le régime que les gouvernements balkaniques infligent à leurs minorités respectives est exceptionnel et sanguinaire, justement l'opposé du régime établi théoriquement par les traités pour les minorités.

Les grands principes des traités ainsi que les discours mélodieux qu'on entend à la S. D. N. n'ont qu'un seul but: endormir les opprimés pour qu'ils se laissent mieux exploiter.

En réalité, ce régime des minorités est du gré non seulement des bourgeoisies balkaniques, mais aussi des gouvernements d'occident. Tous constatent que plus les minorités et les masses laborieuses sont opprimées au point de vue politique, plus intense peut être leur exploitation économique.

Voilà pourquoi les minorités nationales ne peuvent rien attendre de favorable de la part des gouvernements du sud-est ou de l'ouest.

La seule solution pour elles, c'est la constitution de la Fédération des gouvernements populaires des Balkans. C'est là la seule organisation politique qui pourra assurer la libre existence des peuples de cette péninsule. La ressemblance de leur développement social et économique et la liaison de leurs intérêts réciproques l'imposent. Mais cette Fédération ne pourra être réalisée que par une lutte commune de toutes les couches et nationalités opprimées, contre le régime actuel en son entier. C'est seulement quand ces masses auront institué le régime de la démocratie ouvrière et paysanne, que les peuples des Balkans pourront décider de leur sort et pourront constituer cette union libre des peuples balkaniques qui leur assurera le paisible et fructueux développement économique, social et politique.

Mais cet idéal se confond avec le grand idéal de l'émancipation du travail, pour laquelle le prolétariat balkanique lutte depuis des dizaines d'années, au prix de lourds sacrifices. C'est pourquoi les masses exploitées des Balkans doivent poursuivre ce grand idéal avec énergie. La fondation et la consolidation de la grande fédération des peuples russes en est un exemple éclatant. C'est dans l'esprit de l'U. R. S. S. et en alliance étroite avec elle que la Fédération des Peuples Balkaniques doit s'instituer et se développer.

Marcel Leonin

Nicolas Kertesz



Nicolas Kertesz, né en 1893, à Csorna en Hongrie. Secrétaire-général de la Fédération hongroise des Employés à Budapest. Membre de l'Exécutif de la Confédération Générale Hongroise du Travail et membre socialdémocrate du Conseil municipal de Budapest. Il est l'auteur d'un ouvrage sur le développement de l'Internationale Syndicale après la guerre, intitulé: „La Voie vers l'Internationalisme“.

Le problème balkanique constitue en général, à mon avis, une des plus graves questions de l'Europe actuelle. Il ne faut pas oublier que les Balkans furent, durant des siècles, un foyer d'incendie. C'est dans les Balkans que la guerre mondiale a pris naissance. Aussi, j'estime qu'il importe au plus haut point de trouver au problème balkanique une solution susceptible de garantir la paix dans la Péninsule.

Les Etats nationalistes et militaristes créés après la guerre perpétuent, en les aggravant encore, les traditions néfastes de l'Autriche-Hongrie. La question ethnique revêt dans les Balkans une forme des plus inquiétantes. Je ne crois pas que les peuples partagent les sentiments d'hostilité et de haine que les gouvernements

nourrissent les uns contre les autres. Je crois surtout que les grandes masses ouvrières et paysannes forment les bases solides de la paix balkanique. Il faut chercher les intérêts communs, tout d'abord dans le domaine économique, essayer de conclure des accords commerciaux sur une large

échelle, et avancer progressivement, mais sûrement, vers une union économique, qui peut être suivie d'une Fédération Balkanique. Celle-ci, principalement oeuvre des masses populaires, ne saurait être que démocratique.

Nicolas Kertesz

Les troubles permanents des Balkans

S'il est une région du monde qui ne connaisse jamais l'accalmie, c'est la région Balkanique. Ailleurs, des phases de répit alternent avec les phases d'agitation. Ici c'est le trouble continu. On ne sort d'une crise que pour entrer dans une autre. On passe de la guerre aux dictatures, des menaces de conflagration armée aux répressions sanglantes. Toujours un péril est suspendu sur la tête des peuples; lorsqu'ils ne sont pas mobilisés et envoyés à la mort sur les champs de bataille, ils sont décimés par des gouvernements qui ne peuvent durer qu'en perpétuant la violence.

De 1912 à 1913, deux campagnes se sont succédées: celle de l'alliance Balkanique contre la Turquie, celle de la Serbie et de la Grèce contre la Bulgarie, la Roumanie prenant position, en fin de cause, aux côtés de la Serbie et de la Grèce. Le 2^{me} semestre de l'année 1913 est sombre; on peut se demander à chaque instant si l'Autriche Hongrie ne lancera pas ses effectifs sur le cabinet de Belgrade. Le choc aurait eu lieu alors, si la diplomatie Italienne n'avait refusé son concours à la diplomatie des Habsbourg. Mais l'année suivante l'ultimatum du cabinet de Vienne aux Serbes plonge le monde dans une conflagration générale. En 1915, la Bulgarie, après la Turquie, entre en ligne dans le camp des Empires Centraux; en 1916, la Roumanie passe dans le camp de l'Entente. Jusqu'en novembre 1918, la fusillade et la canonnade font rage dans l'Europe sud-orientale. La paix bâtarde qui intervient à ce moment prépare simplement de nouveaux conflits dans les Balkans. Le traité de Neuilly, qui rétrécit le territoire Bulgare, crée des irrédentismes nouveaux, car les conservateurs Bulgares, n'ont jamais considéré les lisières prévues par ce traité comme définitives, et seul de tous les gouvernants de 1918 à 1927, Stamboliiski a travaillé à un rapprochement pacifique. C'est même la raison pour laquelle il a été renversé en 1923 par les Macédoniens qui dominaient Tsankoff et la soi-disant Entente Démocratique.

Mais les frictions Bulgaro-Serbes ou Bulgaro-Grecques n'étaient pas les seules qu'il fallut enregistrer. Les oppositions constantes, irréductibles, entre l'Italie et la Yougoslavie. Le gouvernement de Belgrade est aux mains des expansionnistes et des militaires, car il y a l'impérialisme des grands Etats et l'impérialisme des petits Etats, qui n'est pas moins dangereux par ses effets que l'autre. C'est un fait certain que les radicaux Serbes ont essayé, et même réussi jadis par leurs intrigues, à placer l'Albanie sous leur tutelle. Ils avaient acheté Ahmed Zogou, mais ce personnage, après s'être livré à la Yougoslavie, n'avait aucune raison de se refuser à l'Italie, et il a conclu avec Mussolini l'acte de Tirana. Le Duce avait gagné une partie; il enfonçait désormais un coin au coeur de la Yougo-

slavie. Il tâcha, de plus, de l'envelopper sur ses diverses frontières et de l'isoler dans les Balkans. Par là s'expliquent ses tractations avec Sofia, Bucarest et Athènes.

Pour tout bon observateur, le grand péril Européen de guerre est celui qui a son centre dans l'Adriatique. Le jour où l'Italie et la Yougoslavie mobiliseraient, serait un jour d'extrême danger pour les nations du Continent. Ainsi, le problème Balkanique est vital, même pour les Anglais, les Français, et les Allemands; il l'a d'ailleurs toujours été, ainsi que l'attestent tant d'événements qui sont encore dans toutes les mémoires.

Mais les Balkans sont encore une officine de troubles, si l'on considère les régimes qui ont prévalu dans leurs diverses capitales. On découvre partout une dictature à peine masquée, lorsqu'elle ne s'offre pas avec ostentation aux regards.

Dictature en Grèce, où les partis républicains et royalistes se sont coalisés contre les masses ouvrières mises hors la loi et vouées à la prison ou aux bagnes insulaires. A cet égard, le régime de Zaïmis ne diffère pas de celui de Pangalos.

Dictature en Bulgarie, où des milliers et des milliers de travailleurs manuels et intellectuels ont été exécutés, ou assassinés, et où des milliers d'autres attendent en cellule une amnistie qui ne vient jamais.

Dictature en Yougoslavie, où les partis qui déplaisent au premier ministre sont déclarés illégaux, traqués par la police, et pratiquement dissous.

Dictature en Roumanie, où les Brătianu, avec leur camarilla prétendument libérale, gouvernent à la manière du général Averesco, qu'ils ont remplacé.

Ainsi, nulle part n'a subsisté même une apparence de liberté. Et chacun sait que les dictatures, lorsqu'elles se sentent menacées et ébranlées au dedans, cherchent des diversions au dehors. La politique intérieure aggrave encore la politique extérieure.

Dans les dernières semaines, des faits importants et inquiétants par leurs suites se sont produits à l'Orient de l'Europe. L'agitation Macédonienne semblait obéir à un mot d'ordre, et ce n'est pas parce qu'elle s'est atténuée qu'il faut conclure que le calme est revenu. D'une minute à l'autre de nouveaux attentats peuvent être annoncés, qui dresseront les gouvernements les uns contre les autres.

L'assassinat de Tsena Beg, à Prague, par un Albanais, n'est à considérer que comme un épisode de la lutte entre l'Italie et la Yougoslavie. Ce qui doit susciter l'alarme, c'est que ces deux pays (peut-être à raison) sont toujours enclins à s'accuser l'un l'autre.

L'Europe Balkanique ne peut vivre de la sorte en branle-bas permanent. Nous avons dit déjà quelle était la solution de cette crise chronique. C'est celle qu'énonce le titre même de cet organe.

Paul Louis

Liaptcheff demande un emprunt pour prolonger l'existence de la dictature militaire en Bulgarie

La Bulgarie se trouve devant une nouvelle catastrophe financière.

Les ressources du pays sont épuisées. La crise économique bat son plein. Une stagnation complète règne dans l'industrie. Le bilan commercial est passif. Les artisans n'ont pas des moyens pour produire, ceux qui produisent, ne fut-ce que peu, ne trouvent pas des acheteurs pour leurs produits. Le chômage prend des dimensions énormes dans tout le pays. Plus de 150.000 personnes sont sans travail et privées de tous moyens pour vivre. Les fonctionnaires de l'Etat vivent dans la misère. Nombreux sont ceux d'entre eux qui depuis des mois n'ont pas reçu leurs appointements, d'ailleurs absolument insuffisants pour vivre. Des milliers d'entre eux sont jetés sur le pavé. Les prix des produits alimentaires deviennent de plus en plus chers. Le peuple est littéralement affamé. Seuls, quelques banquiers, quelques spéculateurs et usuriers, et différents facteurs responsables et irresponsables mènent une vie de débauche et dansent leur sarabande sur le dos du peuple bulgare. Quoique la crise finan-

cière qui sévit dans le pays mène la Bulgarie vers l'abîme, le gouvernement trouve de l'argent pour payer des anciennes dettes, des réparations, pour des commissions militaires de contrôle etc. etc. Il trouve toujours de l'argent pour payer régulièrement ses officiers, ses policiers, et ses divers agents fascistes. Mais ses moyens touchent à leur fin et il se voit obligé à chercher de l'argent pour pouvoir continuer à payer ceux qui constituent la force brutale de sa dictature.

L'attention du gouvernement est donc concentrée sur les moyens de trouver de l'argent. Il implore les capitalistes étrangers de lui accorder des emprunts, à n'importe quelles conditions, en leur jurant de payer régulièrement les intérêts et les amortissements, de leur livrer comme garantie tous les revenus de l'Etat, l'Etat lui-même, s'ils le demandent. Il cherche un emprunt, et il faut qu'il le trouve, car le danger pour son règne est imminent, car son régime est en train de crouler.

Une délégation gouvernementale spéciale, composée de Moloff, de Bouroff et du directeur de la Banque Nationale

As. Ivanoff, se rendit dernièrement à Genève dans le but de prier la Société des Nations d'accorder un emprunt. La délégation remit au comité financier de la Société des Nations un exposé particulier sur la situation économique et financière de la Bulgarie, et le ministre des finances Moloff fournit des explications spéciales assurant les capitalistes étrangers que la Bulgarie sous le régime du Zgovor est un excellent payeur, à preuve qu'elle peut accepter un taux d'intérêt élevé, un cours d'émission fort bas, qu'elle peut accorder de fortes commissions, qu'elle est même prête à se soumettre à un contrôle financier complet.

L'emprunt que le gouvernement bulgare demande à l'étranger est intitulé officiellement: «pour l'assainissement économique et financier du pays». C'est en ces termes qu'il fut désigné dans la demande adressée à la S. D. N.

Après avoir examiné l'exposé de Moloff, le comité financier résolut que la S. D. N. participerait à «l'action de l'assainissement financier et économique de la Bulgarie», mais en faisant au préalable une enquête économique dans le pays même.

Le gouvernement Liapcheff faisait depuis longtemps des sondages pour la conclusion d'un emprunt. Le premier essai fut celui de l'emprunt pour les réfugiés. Nous avons déclaré en son temps que le gouvernement de la dictature militaire en Bulgarie profiterait de cet emprunt pour prolonger son pouvoir, — et les capitalistes étrangers, pour consolider leurs créances.

Nos appréhensions se réalisèrent. Lors de la conclusion de l'emprunt pour les réfugiés, les conditions imposées pour le paiement d'anciennes dettes bulgares furent telles, que la dette consolidée de la Bulgarie augmenta d'environ deux milliards de lévas. Cela est reconnu aussi par un journal tel que le «Znamé», organe de Malinoff, que l'on ne pourrait suspecter en aucun cas d'être par principe contre la politique suivie par le gouvernement Liapcheff et qui se lance avec non moins d'acharnement et d'animosité que le gouvernement lui-même contre les ouvriers et les paysans en Bulgarie, contre le parti ouvrier, l'union agrarienne, le parti social-démocrate. Dans son numéro du 6 septembre dernier, le «Znamé» écrivait que l'emprunt des réfugiés a été pour nous une calamité, que le gouvernement a conclu cet emprunt pour raffermir sa situation, que par cet emprunt les étrangers et les non-étrangers arrangèrent leurs affaires — l'affaire Declosier, l'emprunt de la Banque de Paris et des Pays-Bas — et que cet emprunt nous a apporté le premier engagement d'un contrôle financier. Le «Znamé» ajoute qu'il serait d'un intérêt particulier de calculer ce que les réfugiés obtiendraient et ce qui s'évaporerait comme frais d'émission, taux et amortissements, diverses retenues, appointements pour le service des réfugiés etc. Le calcul dont fait allusion l'organe de Malinoff, nous l'avons fait en son temps dans la Fédération Balkanique. L'organe démocrate, ainsi que les journaux de la bourgeoisie et de l'opposition petit-bourgeoise, qui, l'année passée encore, louaient Liapcheff pour cet emprunt, et désignaient de traitres les hommes politiques qui prévoyaient dans cet emprunt, nommé par dérision «emprunt humanitaire», une affaire ordinaire capitaliste — tous ces glorificateurs d'alors de Liapcheff reconnaissent aujourd'hui que la situation des réfugiés ne s'est point améliorée par cet emprunt, puisque ces réfugiés mènent toujours une vie misérable et meurent de faim et de maladies, et qu'il en a été profité pour arranger les affaires de différents anciens créanciers de la Bulgarie — le gouvernement a été même forcé de payer pour une seconde fois les «affaires» de Declosier — par suite de quoi le budget de l'Etat a été chargé d'une nouvelle dépense annuelle de 200 à 250 millions de lévas. Cet emprunt n'a pas justifié les espérances proclamées par Liapcheff d'un allègement de la crise économique de la Bulgarie; au contraire, après la conclusion de cet emprunt, la crise devient plus aiguë encore et prit des dimensions inquiétantes.

Et il n'est question encore jusqu'ici que des engagements financiers et économiques que le gouvernement Liapcheff a assumés par l'emprunt des réfugiés; il n'est pas encore parlé des engagements politiques qu'il a acceptés et qui, immédiatement après la résolution de la S. D. N. autorisant la conclusion de l'emprunt, se firent sentir par un renforcement de la terreur sur les masses travailleuses en Bulgarie.

Après ces «brillants» résultats de «l'emprunt humanitaire», nous pouvons nous figurer à quelles conditions sera conclu l'emprunt de «l'assainissement financier et économique de la Bulgarie», et pour quels buts il sera employé.

Nous ne pouvons en ce moment examiner la question des conditions de la conclusion de ce nouvel emprunt, car les données nous manquent encore; mais nous connaissons appro-

ximativement les buts pour lesquels il sera employé, et nous voulons nous y arrêter.

Le ministre des affaires étrangères Bouroff précisa, lors d'une de ses entrevues, les buts pour lesquels son gouvernement emploierait cet emprunt: paiement d'une partie des engagements extérieurs, création d'un fond pour la stabilisation du cours du léva, augmentation des ressources de la Banque Agricole, et financement des entreprises publiques commencées.

D'après les publications de la presse gouvernementale à Sofia, des dix millions de livres sterling (tel est le montant de la somme que le gouvernement a demandé à la S. D. N.), sept seront affectés au paiement de la dette d'Etat non consolidée; en outre il sera payé aux entrepreneurs qui ont fait et font toujours encore condamner l'Etat par des tribunaux d'arbitrage, quelques centaines de millions de lévas; puis, avec quelques autres centaines de millions, on paiera des réclamations de la Roumanie; de même, on paiera 144 millions de lévas pour les réclamations de Declosier et autres. Ajoutons à cela que la somme que le gouvernement touchera effectivement, ne sera pas de dix millions de livres sterling, mais de beaucoup moins, car il en sera retenu pour taux et amortissements pour une année, environ 500 à 600.000 livres sterling; d'autre part, l'emprunt ne sera pas émis au pair, et ainsi le gouvernement ne touchera pas la somme dont il sera débiteur, mais une somme beaucoup moindre. Si l'émission n'est que de 90, et il paraît qu'elle ne sera pas plus, cela signifie, que contre une dette de 10 millions de livres sterling, le gouvernement bulgare ne recevra que 9 millions de livres sterling. Ajoutons encore les divers frais de commissions et autres dépenses liées avec la conclusion de l'emprunt. Et il ressort que rien ou presque ne restera de cet emprunt dans la caisse de l'Etat bulgare pour «assainir la situation économique du pays».

L'emprunt ne sera pas utilisé pour l'industrie ou le commerce bulgares; non plus pour alléger la crise économique et financière. Au contraire, la crise deviendra plus aiguë, le fardeau d'impôt des producteurs et des consommateurs bulgares augmentera, le budget des dépenses augmentera de nouveaux 500 à 600 millions de lévas.

L'emprunt ne pourra pas écarter la catastrophe financière devant laquelle se trouve la Bulgarie. La déclaration du ministre des affaires étrangères disant que l'emprunt servirait à l'assainissement économique et financier du pays, fut faite afin de jeter de la poudre aux yeux du peuple bulgare et de l'opinion publique étrangère, elle a été faite dans le but de sucrer la pillule amère qu'on présente aux masses populaires en Bulgarie.

La Bulgarie est un pays petit et pauvre. Ses dettes sont extraordinairement grandes. Rien que dans le budget régulier de l'Etat il est prévu pour l'exercice financier actuel environ 1.600 millions de lévas pour des intérêts et des amortissements de dettes, c'est-à-dire environ le quart des revenus d'Etat; en outre, le gouvernement a encore de nombreux engagements qu'il ne peut pas payer et dont il paiera probablement une partie par les sommes qu'il recevra de l'emprunt.

Afin de montrer en évidence aux lecteurs de la Fédération Balkanique la catastrophe imminente devant laquelle se trouve la Bulgarie, nous reproduisons sur les engagements de la Bulgarie quelques renseignements pris de la statistique officielle bulgare pour l'année 1925:

Au 1er janvier 1926 la Bulgarie avait en dettes extérieures consolidées:

a) Emprunt de 1892, 1902, 1904, 1907, 1909	400.109.000 frs. or.
b) Emprunt d'Etat de 1909	78.784.000 frs. fr.
c) Dette d'occupation de l'ancienne Roumélie Orientale	3.863.000 roubles pap.
d) Dette de réparation par «A»	550.000.000 frs. or.
mais, étant donné qu'au début les intérêts ne furent payés qu'en partie seulement, cette somme monta au 1er janv. 1926 à	607.000.000 frs. or.
et au 1er janvier 1927	642.000.000 frs. or.

(A partir de 1932 jusqu'en 1985, la Bulgarie paiera, en taux et en amortissements pour cet emprunt, 1.175 millions de lévas.)

Dette de réparation par «B» . . . 1.700.000.000 frs. or.

Il ne sera pas payé des intérêts pour cette dette jusqu'en 1953. Mais, après cette date, les intérêts et les amortissements seront de 2½ fois plus élevés que la somme de ci-dessus de 1.175 millions de lévas, soit donc environ 3 milliards de lévas.

- e) Emprunt d'Etat de 1923, à 6½ %, pour le paiement d'indemnités à des sujets des puissances alliées par suite de décisions d'arbitrages 19.331.000 frs. fr.
- f) Dette d'occupation — pour le séjour des armées alliées en Bulgarie 28.828.000 frs. or.

Les dettes extérieures non-consolidées de la Bulgarie sont:

1. A la Banque de Paris et des Pays-Bas, avance de 1912—1913 81.080.000 frs. fr.
2. A la Disconto-Gesellschaft, avance de 1914 — a) 150.000.000 frs. fr.
 avance de 1914 — b) 97.500.000 frs. fr.
3. A la Cie Jonction Salonique-Constantinople 25.500.000 frs. fr.
4. A la Yougoslavie, pour des réquisitions, conformément au traité du 26 novembre 1923 14.700.000 frs. or.
- Au 1er janvier, la Bulgarie devait encore 6.556.000 frs. or.
- Outre ces dettes, la Bulgarie a des dettes intérieures consolidées (1914, 1921, 1923) de non consolidées envers la Bque. Nat. Bulg. 5.002.000.000 lévas

Ainsi la dette de la Bulgarie s'élève à l'énorme somme de 3 milliards de frs. or., 205 millions frs. fr., 5.266 millions de lévas bulgares et de 3.863.000 roubles papiers ou 88 milliards de lévas bulgares, ce qui représente un chiffre de 2½ fois plus grand que le revenu national annuel et environ les 30 % de la richesse nationale toute entière de ce pays.

En présence de ces obligations insupportables, dont 70 % sont pour les réparations, le gouvernement bulgare déclare être bon payeur et déclare aussi n'avoir même pas l'intention de soulever la question pour l'ajournement des dettes de réparation! Mais il y a plus. On suppose qu'une des obligations qu'assumera le gouvernement bulgare sera d'assurer tous les paiements exigés par le traité de paix: réparations, indemnités, etc. Le gouvernement bulgare est allé plus loin encore dans sa servilité envers les Etats impérialistes de l'Europe occidentale. Quoique la somme des réparations ait été fixée, ce gouvernement a accepté de payer à Declosier, pour une seconde fois, 144 millions de lévas, et de satisfaire aussi d'autres prétentions des grands et petits Etats de l'Entente, les englobant dans la dette générale des réparations.

Les chiffres que nous avons cités plus haut n'embrassent pas tous les engagements de la Bulgarie, qui a encore à payer des sommes importantes: pour les revendications de la Grèce et de la Roumanie, les compensations dues aux Bulgares en Angleterre dont les propriétés ont été séquestrées et liquidées, les sommes pour la convention de l'émigration «volontaire» des minorités, et les compensations dues aux sujets de l'Entente. En outre, la Bulgarie devra payer des sommes élevées, sur la base des engagements que le gouvernement actuel a assumé après le 1er janvier 1926: à Orient-Tobacco, Greidin-Company et autres — 111.000 livres sterling (pour des dépôts de tabacs incendiés à Gorna-Djoumaya et à Sérres, pendant la guerre), dont il reste à payer 70.301 livres sterling; la part que la Bulgarie payera lors de la répartition de la dette ottomane; l'emprunt des réfugiés, de par les ententes secrètes sur la valorisation des anciennes dettes (s'élevant à 2 milliards de lévas) et les centaines de millions de lévas adjugés par des tribunaux bulgares à des compagnies bulgares de chemins de fer et de ports.

Voici le sombre tableau de la situation financière de la Bulgarie sous le régime de la dictature militaire-fasciste.

Les obligations que les gouvernements bourgeois de Sofia, et particulièrement celui du Zgovor, ont assumés vis-à-vis des capitalistes étrangers et du pays, sont insupportables pour le peuple bulgare. Mais le gouvernement Liapcheff ne pense point à cela. Il aime ignorer que le peuple souffre de la faim. Il n'a qu'un seul souci: celui de se maintenir au pouvoir aussi longtemps que possible, de protéger les bourses des Bouroff et d'autres vauriens et des divers banquiers et spéculateurs. Peu lui importe ce qui se passe dans le peuple. Afin de remettre son écroulement à un peu plus tard, il est prêt à assumer même les obligations financières, économiques et politiques les plus catastrophales pour le pays et le peuple. Ce gouvernement est prêt à s'engager dans une voie devant jeter le pays

dans une guerre aux côtés de l'impérialisme occidental européen contre l'Union des Soviets.

Seul un gouvernement véritablement populaire, émanant du sein des masses populaires bulgares, ayant le pouvoir en ses mains au nom des intérêts de ces masses, sera en état de sauver le pays de cette pénible crise financière et économique dans laquelle il se trouve actuellement. Voilà pourquoi, au moment où le gouvernement du Zgovor essaie à nouveau de conclure un emprunt en liant la Bulgarie par de nouveaux engagements financiers, économiques et politiques, nous devons crier plus fortement: **Aucun emprunt au gouvernement de la dictature militaire!** L'octroi d'un emprunt à ce gouvernement signifie le maintien, ne fût ce que pour peu de temps, du Zgovor au pouvoir; le Zgovor au pouvoir en Bulgarie, signifie la continuation de la dictature sanglante, signifie non seulement de nouveaux meurtres, violences, arrestations et persécutions de paysans et d'ouvriers, un esclavage politique, la faim et la misère, mais aussi une ruine financière et économique complète pour le pays.

D. Vlakhoff

Les bratianiistes en panique Les carlistes au travail

Le gouvernement a entrepris une attaque contre les intrigues et menées conspiratives des amis de Carol. M. Manoilescu, qui rentrait d'une visite significative faite à l'ancien prince-héritier Carol à Paris, a été arrêté à la frontière et transporté dans les casemates souterraines de Jilava, de cette même Jilava où, il n'y a pas longtemps, le gouvernement dans lequel siégeait ce même M. Manoilescu faisait ensevelir des centaines d'ouvriers et de paysans révolutionnaires. Pour que le gouvernement gros-bourgeois prenne de telles mesures radicales contre des gros-bourgeois mêmes, comme M. Manoilescu qui va comparaître bientôt devant le conseil de guerre, il faut vraiment que la panique des libéraux devant le péril carliste soit bien grande. Mais comment expliquer le fait qu'une intrigue tramée par quelques carlistes grands-seigneurs puisse mettre en panique un grand parti comme celui des libéraux, et un gouvernement «fort», comme celui de M. Bratiano? Cela s'explique par le fait que la crise économique, sociale, politique de l'Etat devient de plus en plus aiguë, que le volcan sur lequel est échafaudée la Grande-Roumaine commence déjà à gronder violemment, à donner des signes avant-coureurs de l'explosion inévitable et prochaine.

Jusqu'à présent, la domination absolutiste de la clique financière libérale s'exerçait avec une dictatoriale stabilité relative, sous l'abri de la monarchie et avec l'aide des grands propriétaires terriens. Politiquement, cette domination s'exprimait par des gouvernements libéraux et averescans toujours en alternance, ces derniers jouant le rôle de locum-tenens pour les intervalles pendant lesquelles les libéraux pensaient devoir calmer l'opinion publique à l'intérieur et à l'étranger en se retirant dans l'ombre d'une opposition douteuse. Mais dans les dernières années cette stabilité relative a commencé à chanceler. D'une part, les libéraux n'ont pas réussi à détruire le parti National-Tsaraliste, et d'autre part ce parti même qui représente la bourgeoisie moyenne et les gros-paysans et qui a capitulé en face du régime, demande maintenant des libéraux, pour cette capitulation, des concessions politiques et économiques. Les libéraux, à cause des difficultés dynastiques, sentent le besoin d'avoir l'aide d'un grand parti populaire, comme l'est le P. N.-Ts., particulièrement parce qu'ils commencent à ressentir des difficultés aussi de la part des gros propriétaires terriens et des autres couches capitalistes hostiles au trust financier libéral, difficultés qui s'expriment politiquement par une opposition et par des intrigues de la part du «Parti du Peuple» (gén. Averesco). La situation des libéraux est devenue plus difficile encore à cause de l'hostilité du capital étranger, sans lequel la Roumanie capitaliste ne peut pas se refaire et se développer, et qui, cependant, refuse de venir dans le pays tant que les libéraux ne se montreront pas disposés à renoncer à la monopolisation des richesses du pays, à leur seul profit.

La crise économique (réduction, paralysation même, de l'industrie du bois, baisse catastrophale des prix des produits du pétrole, récoltes déficitaires qui réduisent à une misère le disponible exportable de blés, etc.), le chômage terrible, dans une dimension que les travailleurs de Roumanie n'avaient point connue jusqu'ici, la cherté de la vie en hausse continue, tandis que la crise déflationniste bat son plein, tout cela rend la situation politique des libéraux de plus en plus menacée et pleine d'incertitudes. Jusqu'à

présent, l'axe autour de laquelle se groupaient les antagonismes entre les grande bourgeoisie financière et terrienne, d'une part, et la bourgeoisie moyenne et petite des villes et les gros-paysans (kiabur), d'autre part, c'était la lutte entre l'oligarchie (partis Libéral et du Peuple) et «l'opposition démocratique» (parti National-Tsaraniste), pour le pouvoir. Aujourd'hui, les illusions de cette opposition d'abattre les libéraux par des moyens paisibles et parlementaires se sont disséminées aux quatre vents; mais, en même temps, cette opposition s'est prononcée définitivement contre la destruction de la domination des banques par des moyens radicaux, par des luttes effectives de masse par des luttes révolutionnaires. L'opposition est par conséquent à la recherche d'un compromis avec la bourgeoisie financière dominante, compromis grâce auquel cette opposition de jusqu'à présent, représentant la bourgeoisie moyenne et petite et les «kiabur», pourrait obtenir les plus grands profits possible.

La «lutte» entre les nationaux-tsaranistes et les libéraux prend donc des formes nouvelles. D'une part, les nationaux-tsaranistes menacent les libéraux de susciter en permanence des intrigues sur la question dynastique et sur celle de la violation des pactes d'union des «nouvelles provinces», et d'autre part, les libéraux, forcés de se défendre contre le mouvement carliste qui prend des proportions et qui commence à passer des intrigues de cliques aux conspirations et à l'agitation démagogique, s'efforcent à acheter, mais à un prix des plus favorable, l'aide des nationaux-tsaranistes pour le maintien et la garantie de ce qu'on appelle «l'ordre constitutionnel en vigueur». Les nationaux-tsaranistes sont divisés quant à l'attitude à observer vis-à-vis des libéraux — particulièrement pour la question dynastique. Une partie, l'aile droite, est prête à tomber immédiatement d'accord avec les libéraux. Mais les groupes tsaranistes inclinent à jongler avec la question dynastique dans l'espérance que, par un chantage sur ce point, ils pourront forcer les libéraux à la capitulation. Entre ces deux courants, le centre, qui a la direction du parti, hésite: il est effrayé par la perspective de voir se déverser sur sa tête le courroux des libéraux prêts à frapper sans pitié ceux qui ne voudraient pas reconnaître la régence et renoncer définitivement au retour de Carol, mais il ne veut pas non plus abandonner définitivement l'espoir de se servir au moment favorable de la question Carol pour lancer un coup aux libéraux et essayer sa chance avec... une dictature carliste.

Plus décidés sur la ligne d'une aventure carliste sont certains parmi les averescans. Cela s'explique facilement: dans le «Parti du Peuple», ceux qui ont aussi un mot à dire, et qui souvent déterminent même la politique de la direction du parti, ce sont les groupes des officiers et des politiciens carriéristes, des éléments déclassés et aventuriers. Sous l'influence de ces groupes et cliques se manifeste à l'intérieur de ce parti une forte tendance carliste. L'arrestation de M. Manoiescu est une preuve que le mouvement pour le retour de Carol, dirigé contre les libéraux, est pris au sérieux par ceux-ci parce qu'ils ont des raisons pour s'en effrayer.

Pour le moment, la lutte entre les libéraux sous M. Bratiano et les partisans de Carol se développe à l'intérieur «des dix mille», à l'intérieur des couches «supérieures» de la société, à l'intérieur de l'appareil civilo-militaire de l'Etat, parmi les officiers et les étudiants. Mais il existe des signes de ce que le mouvement carliste commence à dépasser ces limites restreintes, s'efforçant à jeter des racines dans les masses petites-bourgeoises pour les mobiliser autour de la légende carliste. Nous devons reconnaître que la faillite qu'a faite la politique capitulaire, poltronne, reculant devant les actes et devant la lutte réelle, du P. N.-Ts., a découragé les masses larges, particulièrement dans les villages, de la sorte que la démagogie carliste, cette forme roumaine du fascisme, peut y trouver un terrain favorable. Les masses de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie des villes commençant à perdre leur confiance en les moyens pacifiques et légaux, parlementaires, préconisés par le P. N.-Ts., et les travailleurs des villes ne possédant pas encore l'instrument politique suffisamment puissant pour pouvoir prendre sous leur influence et leur direction ces masses en lutte contre la dictature de la grande bourgeoisie, il n'est pas exclu que ces masses tombent victimes de la démagogie carliste. Mais, au fond, le carlisme n'est autre chose qu'une forme nouvelle de la lutte d'une partie de la bourgeoisie contre l'autre, lutte dans laquelle les nationaux-tsaranistes, par leur passivité ou par l'aide clandestine qu'ils donnent à une partie de la grande bourgeoisie contre l'autre, font le jeu de la réaction carliste contre celle bratianiste, toutes deux ennemies à un même degré de la réalisation des revendications vitales des masses populaires.

Le salut des masses populaires des villes et villages

de toutes les provinces de la Roumanie n'est pas et ne peut pas être dans l'instauration d'une monarchie carliste, comme véhicule des intérêts d'une partie de la grande bourgeoisie, des grands-agrariens et du capital étranger — contre la monarchie bratianiste, véhicule des intérêts des banques libérales. Quiconque cultive de telles illusions au sein des masses ou quiconque ne s'oppose pas à la diffusion et au renforcement de telles illusions — et tel est le cas précisément des nationaux-tsaranistes — porte atteinte aux intérêts primordiaux des larges masses populaires. Ce n'est qu'en luttant contre la monarchie d'aujourd'hui et contre celle qui rame sur les eaux du mouvement carliste, ce n'est qu'en luttant pour la République Ouvrière-Paysanne dans le cadre et comme partie intégrale de la Fédération des Républiques Balkaniques, ce n'est qu'en organisant cette lutte et en amenant les masses ouvrières et paysannes elles-mêmes dans la lutte, que l'on pourra activer et garantir le salut des masses populaires de la Roumanie d'aujourd'hui.

I. Mateescu

La révolte gronde dans les provinces „libérées“ en Roumanie

Dans son article paru dans le numéro précédent de la Fédération Balkanique, notre collaborateur M. Mateescu a esquissé les mouvements et tendances séparatistes qui se sont éveillés parmi la population roumaine de la Transylvanie et qui se manifestent de plus en plus ouvertement. La question présente une importance particulière, et par conséquent nous pensons bien faire en suivant les manifestations de ces tendances et mouvements et en en tenant au courant les lecteurs et amis de la Fédération Balkanique. Car plus ces tendances deviennent puissantes, plus faible et fragile devient la situation du régime dominant réactionnaire et oppresseur en Roumanie, et plus grandes sont les chances de salut prochain pour les peuples de notre pays.

L'hostilité de la population s'est manifestée, comme l'a montré M. Mateescu, par le sabotage des manoeuvres de l'armée qui ont eu lieu récemment dans la province transcarpatienne. Mais la population transylvanienne ne s'arrête pas à ces seuls actes de résistances démonstratives. La «Lupta» du 11 octobre dernier revient sur ces manifestations significatives et montre qu'elles sont causées, entre autres, aussi par le régime administratif et fiscal de pays ennemi conquis, qui y est appliqué. «Il y a des communes en Transylvanie», écrit ce journal, «qui, à côté des impôts généraux de l'Etat, dont elles reçoivent aussi les parts additionnelles, frappent encore la même matière imposable d'impôts plus grands encore que ceux de l'Etat. On paie, par exemple, à l'Etat un impôt de 120 leis par hectare de terre; la commune perçoit, en plus, une taxe de 140 leis». Vis-à-vis d'un tel régime de rapine et de pressurage insupportable et illégal, la population réagit par la grève des impôts. «La population, particulièrement celle de la Transylvanie et du Banat, refuse de payer les impôts aux percepteurs, et les administrateurs financiers envoient à M. Vintilla Bratiano des rapports désespérés dans lesquels ils disent que les préfets eux-mêmes, pour maintenir l'ordre, conseillent aux paysans de ne pas payer les impôts.»

Le degré jusqu'auquel est monté le bouillonnement dans cette province est illustré par la lettre d'un «intellectuel transylvanien» que reproduit le journal averescan «Indreptarea» en date du 12 octobre dernier et dont nous citons les passages suivants:

«Oui, il est vrai que dans toutes les provinces «libérées» bouillonne une haine sombre, rebelle et prête à se déchaîner en des tempêtes catastrophales.

«En Transylvanie, où je vis, où j'ai des frères, des parents, des amis, où nous tous avons combattu, souffert et sacrifié tout pour la constitution de la Grande-Roumanie, il n'y a plus aucune puissance humaine capable de refréner la haine.

«Tous guettent le moment de faire... quoi? de démolir le système «tsigane» éhonté de ceux qui dirigent le pays; de démolir tout; advenue que pourra... La patience des Roumains transylvaniens est fameuse. Elle a duré à peu près dix années (depuis l'union avec la mère-patrie). On savait bien que le commencement de tout nouveau ménage est difficile. Mais maintenant, depuis que les «tsiganes», disent-ils, ont chassé du pays l'héritier du trône pour devenir eux-mêmes des empereurs, les espérances en l'avenir se sont assombries et tout le monde est parvenu à la conviction, que l'on verra bientôt revenir les temps de Horia (héros de la révolution paysanne de Transylvanie de 1777) et de Ian-

cou (héros de la révolution paysanne de Transylvanie de 1848), et que les Transylvaniens combatteront de nouveau sous les étendards de l'empereur errant, mais cette fois-ci contre les 'tsiganes' de Bucarest.

«Telle est la vérité cruelle et douloureuse.

«On peut condamner le Transylvanien et le terroriser par les gendarmes, les baïonnettes des soldats; mais étouffer cette vérité, c'est chose impossible, car sur les âmes c'est Dieu seul qui règne.

«... Mais je tiens à mettre les points sur les i. La cause de tous les maux de la Grande-Roumanie est à chercher en haut, tout en haut. Là, le mensonge, l'hypocrisie, la débauche, l'illégalité et le vol sont les cinq commandements des maîtres du pouvoir. Ceux-ci, et eux seulement, sont coupable de ce que dix années après l'Union, les Transylvaniens, et les autres, pensent avec haine à Bucarest...»

Cette lettre constitue un document d'une valeur inappréciable. Et le fait que c'est l'«Indreptarea», le journal d'un parti «patriotique» et d'«ordre», qui la publie rehausse plus encore la valeur de ce document. C'est seulement en en bien saisissant la signification que nous pouvons comprendre la terreur sous laquelle vivent en ce moment le gouvernement et la clique libérale dominante. Cette domination est édiflée sur du sable mouvant, et l'orage qui envoie ses avant-coureurs à l'horizon ébranle la contenance et la confiance en soi de l'oligarchie.

La signification de l'état d'âme de la population transylvanienne, que nous avons illustré dans les lignes qui précèdent, est d'autant plus grande que, dans la patience proverbiale du peuple transylvanien, ce n'est que le premier pas qui coûte. Comme le dit l'«Indreptarea» du 10 octobre: «Que le gouvernement prenne garde. Pour des hommes d'une psychologie lente, caractérisée par la prudence et la réflexion sage, des hommes d'une capacité de patience telle que la population transylvanienne, la difficulté de réagir, c'est le commencement, le premier geste... L'histoire de la Transylvanie nous montre que, une fois que l'on y commence à réagir contre l'oppression, les événements se précipitent, et ce de telle façon qu'on ne sait plus où ils mènent; — où? malheureusement, on ne le sait que trop bien...»

Delabla

Les attentats en Macédoine

Après que les potentats de Belgrade et de Sofia eurent «travaillé» pendant plusieurs mois à l'oeuvre de «rapprochement», voilà que toute une série d'attentats verkhovistes éclatent subitement. Vers la fin de septembre, à la veille des élections de la Skouptchina, la première bombe fut lancée à Guevguéli. Ce fut là le premier signal. Puis vint la deuxième bombe, sur la voie ferrée Scopié-Guevguéli-Salonique, près de la station d'Udovo. Le troisième attentat fut perpétré à Kotehani. Le quatrième attentat fut celui dont fut victime le général de brigade Michailo Kovatchévitch à Chtip. Cet attentat devait, à l'origine, être dirigé, d'après les déclarations mêmes du meurtrier Kraleff, contre le préfet de Bregalnitsa, Vouyovitch. Comme, cependant, Vouyovitch ne se rendit pas à Chtip ces jours-là, les agresseurs, pour ne pas perdre du temps, pointèrent leurs armes contre le général Kovatchévitch, et firent feu. Cet attentat particulièrement grave fut suivi, d'après les publications de la presse de Belgrade, de rencontres armées entre des tróikas verkhovistes et les gendarmes serbes près de Bittolia, puis sur la frontière serbo-bulgare à Klissura, et en d'autres lieux.

Ces attentats qui se suivirent à de très courtes intervalles, il nous faut les expliquer, d'autant plus que l'on sait que, ces derniers temps, les verkhovistes étaient bien modestes dans leurs actions. D'où vient donc, subitement, cette activité intense des verkhovistes, et ce encore précisément dans les mois d'automne, chose non très habituelle dans les Balkans? Ces attentats ont-ils un caractère local, d'ordinaire provocation, ou sont-ce là des actions mûrement réfléchies des Etats impérialistes de l'occident intéressés dans les Balkans? C'est l'un et c'est l'autre aussi. La politique balkanique de Sir Austen Chamberlain est surtout dirigée vers la préparation du terrain pour attirer les Etats balkaniques dans le bloc anti-soviétique. Par tous les moyens, l'impérialisme anglais essaie de réaliser son plan, car la péninsule balkanique constitue une base et un point stratégique et économique de tout premier rang pour ses préparatifs systématiques pour la croisade contre l'Union Soviétique. Mais il serait difficile de gagner les peuples travailleurs des Balkans comme membres actifs de combat dans la réalisation de ces désirs impérialistes de l'Europe capitaliste. Voilà pourquoi, c'est avec une maîtrise toute spéciale que l'Angleterre

manoeuvre avec les Etats balkaniques, ce surtout dans la question du rapprochement entre Sofia et Belgrade. Dans toute cette comédie, la question des promesses de différents emprunts et crédits à accorder aux Balkans de la part des capitalistes occidentaux, et surtout de l'Angleterre, joue un rôle aussi important que leur politique d'agrarisement de la Péninsule.

La France, pressée par d'autres problèmes, et qui était devenue ainsi l'une des plus nouvelles frondeuses du bloc anti-soviétique comme conséquence de sa faiblesse vis-à-vis de l'Angleterre, seconde aujourd'hui, bon gré mal gré, la politique balkanique d'«union» que poursuit M. Chamberlain malgré qu'il ne soit pas trop partisan de la devise de la Petite Entente et du mot d'ordre de «Les Balkans aux peuples balkaniques». L'Allemagne du maréchal de Hindenbourg, selon toute apparence la future alliée ouverte de Chamberlain, n'a pas pour le moment des aspirations politiques concrètes dans les Balkans et se contente, provisoirement, d'une expansion économique.

Il ne reste donc que l'Italie fasciste, dont la pénétration impérialiste mène directement par les Balkans, est dirigée, entre autres, vers les Balkans. L'Italie est aujourd'hui plus ou moins la maîtresse absolue de l'Albanie. La monarchie des S. C. S., des traités de Versailles et de St. Germain, est apparemment un pré ouvert pour l'Italie. De son côté, l'impérialisme grand-serbe entend être dans les Balkans la puissance dominante, sans toutefois oublier ses visées vers Salonique, ni vers Tirana, c'est-à-dire Vallona. La France, pour laquelle l'impérialisme fasciste constitue un danger latent, appuie régulièrement son alliée de Belgrade, par tous les moyens, car les intérêts français se trouvent être en opposition directe à ceux de l'Italie fasciste.

Par tout ceci exposé en courts traits, l'on voit donc les noeuds des plans impérialistes, les efforts des capitalistes européens. De ces contradictions des intérêts impérialistes qui se croisent dans les Balkans, on peut donc déduire clairement les réponses aux questions que nous avons posées plus haut: celles tendant à établir l'origine promotrice et le caractère des derniers attentats verkhovistes. Il est certain que les leaders des cercles du Demokratischeki Zgovor, de la Ligue Militaire, de la camarilla de la cour, ainsi que des membres du gouvernement bulgare d'aujourd'hui approuvent et appuient nettement ces attentats organisés, sur les inspirations de la diplomatie fasciste italienne, par les divers Protoguéroff, Mikhaïloff et tutti quanti, par ces «leaders» de l'ORIM qui, objectivement et directement, jouent le rôle d'agents provocateurs éhontés du fascisme bulgare et italien. Quoique Messieurs Liaptcheff et Bouroff aient été obligés à condamner énergiquement les attentats de Chtip et d'ailleurs, vu qu'ils ne sont que les piètres pions de Londres et de Paris, ils profitèrent de l'«occasion» pour montrer du doigt la «question macédonienne non résolue», ils profitèrent surtout de l'«occasion» pour dérouler à nouveau la question de l'armée permanente, de l'agrandissement des contingents de l'armée, celle de l'allègement des obligations d'après-guerre, celle des crédits, celle des emprunts, etc.; et, d'autre part, ils se hâtèrent de mener d'une façon plus sanglante encore la lutte renforcée contre les ouvriers et paysans révolutionnaires de la Bulgarie et de la Macédoine.

Un moment, on parla du danger aigu d'une rupture, voire même d'un conflit ouvert entre Belgrade et Sofia. Quelle ironie! L'entrevue à Munich de Boris et Alexandre, cette sensation dans l'action de «rapprochement» entre la monarchie militariste des S. C. S. et les criminels fascistes du 9 juin, de Sofia; puis les attentats en Macédoine, le meurtre du général Kovatchévitch à Chtip; et enfin une nouvelle guerre balkanique... si l'Angleterre l'ordonnait! L'ORIM a librement préparé ses attentats, sûre qu'elle était que rien ne serait entrepris contre elle. Car elle est nécessaire, tant à Mussolini qu'au Zgovor, pour de nouvelles boucheries d'ouvriers et paysans bulgares et macédoniens. Elle est et reste un instrument payé entre les mains des potentats bulgares. Elle est très loin des aspirations du peuple travailleur macédonien, de ce que ce peuple désire, de ce qu'il doit réaliser. L'état de siège proclamé dans les deux districts-frontières de Pétritch et Kustendil n'est qu'une satisfaction formelle vis-à-vis de la camarilla de Belgrade, momentanément en excitation et pourtant docile aux ordres venant de Londres et de Paris.

La politique du «rapprochement» sera continuée. Chamberlain et Poincaré désirent pour le moment à tout prix l'entente fraternelle entre Belgrade et Sofia. Le coup de feu politique de l'Italie, la bombe des verkhovistes en Macédoine, n'a pas pu détruire l'action de la concentration des grosses-bourgeoisies et des dynasties balkaniques.

Mais qu'advient-il de la Macédoine? Quels sont les facteurs qui résoudront la question macédonienne?

Il est bien clair que l'on ne pourra pas arracher la Macédoine à ses dominateurs de Belgrade, sans une guerre franche. Jamais par un «rapprochement» avec Sofia la bourgeoisie dominante serbe d'aujourd'hui ne fera même la moindre concession de n'importe quelle nature à la bourgeoisie dominante bulgare dans la question de la Macédoine, de la vallée du Vardar. Pour la bourgeoisie dominante serbe, il n'existe même pas de Macédoine; il n'existe qu'une «Serbie du sud», le «berceau de la vieille culture serbe, du viel Empire serbe».

Et cependant cette «Serbie du sud» est la Sibérie de la monarchie des S. C. S.; une colonie où sévit la politique de pillage la plus féroce, la terreur la plus sanguinaire; une province de l'oppression la plus barbare, incomparablement plus barbare que celle sévissant dans les colonies africaines de Londres et de Paris. Cette «Serbie du sud» est plus privée de droit encore qu'elle ne l'était sous la domination des sultans turcs. Elle en souffre politiquement, culturellement, mais surtout économiquement d'une manière atroce.

La Macédoine a été inondée par la plus crasse écume des potentats grands-serbes, qui se sont abattus sur le pays pour y «ranimer» la «culture serbe», la «conscience serbe» des «Serbes du sud dénationalisés». Les tribunaux, la police, le clergé, les instituteurs, la gendarmerie, les officiers, les organes de l'administration, tous sont chargés de reporter par le sang et par les pillages la culture serbe dans ce «berceau de la vieille culture serbe». L'Europe capitaliste et avide de conquêtes, qui a la prétention d'être le gardien et le porteur de la civilisation, sait fort bien ce qui se passe dans cette «Serbie du sud», elle en est fort bien informée, et elle approuve tous ces procédés. On ne peut donc en espérer ni aide et ni intervention.

Plus de 2500 fils des classes travailleuses macédoniennes pourrissent dans les geôles de la monarchie constitutionnelle d'Alexandre Karaguéorgévitch. Après les attentats de Chtip et ailleurs, un nouveau millier de Macédoniens ont été à nouveau jetés dans les casemates. Entretemps, les principaux promoteurs de cette chasse à l'homme forment de nouveaux projets et plans pour «protéger» contre la terreur serbe.

Le peuple travailleur macédonien n'a rien de commun avec ses «vengeurs» de l'ORIM — ses pires ennemis; il n'a rien de commun avec ces gens des Liapcheff, Tsankoff, Boris et consorts, rien de commun avec les bandes criminelles des politiciens de Belgrade qui ressentiront bien lourdement les conséquences de leur sanglante «grande mission civilisatrice» de la «renaissance sud-serbe». Le peuple travailleur macédonien condamne les attentats isolés de différents mercenaires; ce n'est pas de ces attentats qu'il attend sa libération politique, culturelle ou économique; il n'attend non plus cette libération ni de l'Europe et ni de Sofia, encore moins de Djoumaya, de Petritch et de Kustendil, les bases des agissements des autonomistes-verkhovistes. Les Protoguéroff et Mikhaïloff signifient pour les Macédoniens la même chose que les Liapcheff, les Tsankoff, les Voukitchévitch, les Matkovitch, les Lasitch, les général Tomitch etc.

Le peuple travailleur macédonien, des villes et des villages n'a qu'un seul chemin à suivre: la lutte organisée des masses, sous la direction politique de l'ORIM Unifiée, en alliance intime avec les autres nations et classes opprimées des Balkans, pour renverser les régimes de violence et d'oppression, pour conquérir d'en-bas, par une lutte commune, la liberté nationale, culturelle, étatique, et de classe.

Dimitri Jovanovitch

Les véritables auteurs du meurtre de Prague

A peine deux semaines se sont-elles écoulées depuis le meurtre du ministre albanais de Prague Tséna Bey, et déjà le grand public en connaît les organisateurs et leurs complices.

Objectivement, et sans aucune passion, nous dépouillerons ici les faits et en tirerons les conséquences.

Tout d'abord: il est établi, et le meurtrier lui-même l'a avoué, que l'assassinat de Tséna Bey a été un meurtre politique.

Quels ont été les véritables promoteurs de ce meurtre? Le 14 octobre, à 10 heures du soir, Tséna Bey a été assassiné, par deux balles de revolver, par l'étudiant albanais Alkibiadi Bebi. A l'interrogatoire, le meurtrier déclara avoir tué Tséna Bey parce que ce dernier voulait vendre l'Albanie à la Yougoslavie. L'enquête établit que le jeune étudiant avait reçu ses frais de voyage d'un Italien nommé Baldacci. Le bruit court que le consul albanais de Vienne, Çatin Saracci, aurait eu une entrevue avec le meurtrier, avant le

meurtre. Ce point n'a pas encore été définitivement établi par la police. Par contre, ce qui est un fait, c'est que Çatin Saracci, le consul d'Ahmed Zogou, se rendit à Prague immédiatement après l'assassinat de Tséna Bey, et, sans rime ni raison apparente, sans que personne encore ait songé à l'accuser lui ou son président, il y publia une déclaration affirmant que les promoteurs du meurtre de Prague étaient des émigrés albanais, et que lui-même n'avait eu absolument aucun contact avec le meurtrier. En même temps, la police de Prague s'apercevait que ce singulier consul essayait de faire glisser des papiers dans la succession de Tséna Bey, des faux destinés à accabler les émigrants et à décharger Baldacci et lui-même. On raconte que ce ne fut que grâce à son caractère diplomatique et à l'intervention du ministre des affaires étrangères M. Benesch que Saracci n'a pas été arrêté à Prague. Ces faits sont publiés par toute la presse officielle et non-officielle.

Examinons maintenant les personnes impliquées dans ce meurtre, d'après tous les journaux de Prague: l'Italien Baldacci et l'Albanais Saracci (le consul à Vienne). Ce que Saracci est pour Ahmed Zogou, Baldacci l'est pour Mussolini. Tous les deux sont employés lorsqu'il s'agit d'accomplir un acte terroriste quelque peu difficile. Baldacci a toujours été et est toujours encore un agent des autorités italiennes dans les Balkans, particulièrement en Albanie. Partout où il y a eu de la propagande irrédentiste italienne dans les Balkans, chez les Macédoniens, chez les Monténégrins, chez les Albanais, Baldacci a été vu à l'œuvre. Soudignons qu'il ne faudrait pas confondre ce Baldacci avec le professeur de Bologne de même nom.

Saracci, le consul albanais de Vienne, a été lancé par le meurtre de Luigi Gourakouki, le ministre des finances de Fan Noli. Au début de 1925, Çatin Saracci, jeune homme insignifiant d'à peine 24 ans, ayant eu à peine une instruction primaire, était nommé consul d'Ahmed Zogou à Bari. Trois mois s'étaient à peine écoulés depuis cette nomination, et Gourakouki était assassiné par Baltin Stamolla, par deux balles de revolver. Baltin Stamolla est un cousin de Çatin Saracci; de plus, un haut fonctionnaire italien déclarait sous serment par devant le tribunal que, immédiatement avant le meurtre, il avait vu Çatin Saracci conférer avec le meurtrier sur le lieu même du meurtre, jusqu'au moment même du meurtre, et qu'immédiatement après le meurtre Saracci avait disparu. La «Lirie Kombëtare», l'organe des nationalistes albanais, publiait en même temps un billet que le meurtrier, de sa prison, avait essayé de faire parvenir à Çatin Saracci. Par ce billet le meurtrier demandait à son ami Saracci de lui faire parvenir une aide immédiate. Aux yeux de tout le public italien et albanais, c'est Saracci qui a été l'organisateur du meurtre de Gourakouki. Il s'en vante, d'ailleurs, dans le cercle de ses intimes. Ce fut au prix de sacrifices catastrophes pour le pays qu'Ahmed Zogou put obtenir du gouvernement italien la libération du meurtrier Stamolla.

L'émigration albanaise vient de proclamer officiellement que le meurtre de Tséna Bey ne peut être politiquement profitable à nul autre qu'à Ahmed Zogou et à Mussolini, et que les promoteurs en devraient être cherchés à Tirana et à Rome.

Pourquoi donc? Pour y répondre, examinons d'abord qui fut Tséna Bey. Un Albanais d'une vieille famille féodale de Djakova. Il n'était cependant albanais que de nom seulement. Par traditions de famille, et de par le fait qu'il a été élevé au milieu de cercles militaires serbes, il n'a été qu'un instrument des intérêts serbes. Il se fit même citoyen serbe et devint maire de sa ville natale Djakova (territoire albanais sous joug serbe), et persécuta de sa haine de renégat toute action albanaise. Lorsque Ahmed Zogou, avec l'aide de Pachitch et de l'Angleterre, fit son irruption en Albanie, Tséna Bey fut son bras droit, successivement commandant de troupes, ministre de l'intérieur, et ministre à Belgrade. Alors les intérêts de l'Angleterre n'étaient pas si intimement liés avec ceux de l'Italie, et, sur le conseil du Foreign Office, Ahmed Zogou s'était engagé dans la voie vers la Yougoslavie. Et Tséna Bey, citoyen yougoslave, devint ministre de l'intérieur albanais et beau-frère du président.

L'affaire marcha fort bien jusqu'à ce que l'Angleterre, par suite de la révolution chinoise, s'allia intimement avec l'Italie. L'ordre de l'Angleterre, d'un côté, et le meurtre de Gourakouki, de l'autre, obligèrent Ahmed Zogou à se faire, de vassal de Pachitch, le vassal de Mussolini.

A partir de ce moment, la situation de Tséna Bey devint fort difficile: ses traditions de famille, ses biens, son passé le liaient à Belgrade, et Ahmed Zogou suivait cependant la voie opposée. Le conflit éclata ouvertement à la publication du pacte de Tirana: Tséna Bey, ministre albanais à Belgrade, prit ouvertement position contre son gouvernement et contre son président. Il fut désavoué et

rappelé à Tirana. Dans la capitale albanaise, ses partisans armés le protégèrent. A Prague, il se trouvait à la merci des émissaires d'Ahmed Zogou. Rome et Tirana savaient fort bien que Tséna Bey était le leader de l'avenir, appuyé par la Yougoslavie. Tséna Bey était certainement un personnage néfaste aux yeux des nationalistes, mais actuellement, comme adversaire déclaré d'Ahmed Zogou et de l'Italie, il pouvait même leur être d'utilité comme un instrument politique. Il n'était un obstacle que pour Mussolini et pour Ahmed Zogou, un troubleur de leurs projets. Il devait donc disparaître. Et il disparut!

Les autorités et la presse de Prague désignent comme impliqués dans le meurtre de Tséna Bey, Baldacci et Saracci, gens insignifiants, instruments vulgaires. Derrière eux, nous voyons, cependant, Rome, et sa chose, Tirana.

Malheur au monde qui, dans de tels jeux criminels, ferme les yeux.

Prague, fin octobre.

D. H.

Les réserves formelles du Bloc Croate

C'est un triste décennaire que fêtera l'année prochaine la bourgeoisie croate, et le prélude en a déjà été annoncé le 28 octobre dernier par ses représentants à l'Assemblée Nationale de Belgrade. A l'effondrement de la monarchie austro-hongroise, il y aura bientôt dix ans, la bourgeoisie croate, appuyée sur les bayonnettes de l'armée serbe et la servilité des fonctionnaires d'Etat, proclamait l'annexion de la Croatie à la Serbie, contre la volonté du peuple croate. Au début de «l'ère démocratique», nul ne s'est soucié des désirs des ouvriers et paysans; lorsque le 5 décembre 1918 un groupe de soldats croates voulait organiser la résistance ainsi que la lutte pour la République Croate, les représentants des «intellectuels» croates firent dresser les mitrailleuses dans les rues de la capitale croate et noyèrent dans le sang les efforts de libération du peuple croate. Les meurtriers des révolutionnaires croates, grassement rémunérés et leurs poitrines chamarrées de décorations, siègent aujourd'hui dans le conseil du «légitime roi des Croates».

La joie de la bourgeoisie croate fut cependant de courte durée — la bourgeoisie serbe au pouvoir ne souffrait pas une concurrence. Les fonctionnaires d'Etat et les cercles des «intellectuels» croates sortirent de la lutte les mains vides. Et alors, ils se souvinrent, que leurs intérêts étaient intimement liés à ceux du peuple travailleur croate, à ceux des ouvriers et paysans croates. Il s'ensuivit l'abandon général des profondes courbettes de laquais devant les dominateurs et le renforcement de l'idée de l'opposition. Mais ils n'ont cependant pas encore trouvé le juste chemin. Raditch et ses mots d'ordre ont éloigné d'eux les paysans croates, et leur programme social leur barre la voie vers le cœur de l'ouvrier croate.

Les deux représentants du Bloc Croate au parlement de Belgrade semblent avoir dormi d'un lourd sommeil; ils croient encore se trouver en l'époque des déclarations de droit de 1870. Cette manière de lutter pour la liberté avait peut-être quelque sens à cette époque-là, où on n'apercevait nulle part une aide, nulle part un allié. La révolte de Rakovitsa et les actions d'Eugène Kvaternik étaient des symptômes significatifs. L'Europe avait alors d'autres soucis, et les peuples opprimés n'avaient aucun point d'appui. Il était donc nécessaire alors d'attirer l'attention de l'Europe sur le fait que par les lois austro-hongroises d'annexion de 1867 la question croate n'était pas définitivement résolue. La bourgeoisie austro-hongroise s'est partagé les pays croates et a essayé de résoudre la question croate à son propre profit, par l'application du vieil axiome du «divide et impera». Dans toutes les assemblées législatives de la monarchie austro-hongroise, où des Croates étaient représentés, les représentants croates répétaient à chaque session leurs protestations, prononçant des réserves formelles, se réservant le droit d'une complète souveraineté du peuple croate. On a entendu des protestations de même teneur à Vienne, à Budapest, à Zagreb, à Serajévo, à Zadar (Dalmatie) et Kopar (Istrie).

Aujourd'hui, les représentants du Bloc Croate répètent de pareilles réserves formelles au Parlement de Belgrade. Le 28 octobre dernier le député Dr. Ante Pavelitch lut en son propre nom, ainsi qu'au nom de l'ancien ministre des affaires étrangères Dr. Ante Trumbitch, la déclaration suivante:

«Dix siècles se sont passés depuis la fondation de l'Etat croate en 925, et la Croatie a toujours été ou un Etat indépendant, ou un territoire étatique indépendant uni à d'autres Etats. Le peuple croate, par de lourdes luttes,

a organisé sa vie nationale et étatique; il était de tous temps un membre reconnu de la civilisation occidentale, il en était le défenseur pendant des siècles. Le peuple croate n'a jamais renoncé à son droit d'entité étatique — il n'y a pas renoncé, non plus dans le royaume des S. C. S. La situation de fait, basée sur la constitution de Vidovdan, a été créée contrairement à la volonté du peuple croate. Cette situation menace la sécurité du droit, la vie culturelle et économique, et a jeté le peuple croate dans son triste état actuel. Le centralisme imposé lui a enlevé son individualité étatique de dix siècles, la méthode gouvernementale l'a exploité économiquement, l'a systématiquement apauvri. On y voit tout ouvertement l'intention de refouler le peuple croate dans un niveau arriéré dénué de culture. Le peuple croate n'a pas voulu d'une telle situation qui ne correspond ni à son passé et ni à ses besoins d'aujourd'hui. Nous protestons contre cette situation imposée au peuple croate et déclarons que la participation du peuple croate aux travaux de l'Assemblée Nationale ne signifie aucunement la reconnaissance de l'état de fait. Au contraire, le Bloc Croate travaillera par tous les moyens légaux à remplacer la situation actuelle par l'institution de l'indépendance étatique croate. Le peuple croate veut décider souverainement de sa vie politique, économique et culturelle, dans son «Zabor» (Assemblée Législative Croate); à Zagreb même, sa capitale.»

Puis, le député Dr. Pavelitch entama la discussion de la loi sur les loyers.

Par les susdites déclarations, les plaies de la politique panserbe ainsi que les désirs du peuple croate d'autodétermination et d'indépendance ont été brillamment énumérés. Mais où est l'action? Où est la voie pour arriver à les obtenir? Pourquoi la déclaration garde-t-elle le silence sur les féroces persécutions des ouvriers? Pourquoi ne dit-elle pas un seul mot sur les voies et moyens par lesquels le peuple croate pourrait obtenir sa libération? Cette libération ne pourra certainement pas être obtenue par la simple critique des travaux parlementaires de la Skouptehina — ceci, M. M. Pavelitch et Trumbitch le savent certainement eux aussi. Les représentants des cercles «intellectuels» croates ne s'aperçoivent-ils vraiment pas de ce qui se passe dans les Balkans, ne voient-ils vraiment pas comment les peuples opprimés luttent pour conquérir leurs droits foulés aux pieds, pour conquérir leur libération? «Retour au peuple!» — tel doit être le mot d'ordre aussi pour les travailleurs croates intellectuels. La tâche imposée aujourd'hui, c'est la constitution du front uni de tout le peuple travailleur, l'alliance avec les autres peuples travaillant eux aussi à leur libération, pour arriver, à forces réunies, au but commun: à la liberté et à l'indépendance!

Et lorsque se constituera un pareil front, les représentants du peuple croate auront alors un travail bien autrement meilleur, bien autrement utile que celui de faire au parlement de Belgrade de simples réflexions sur des choses déjà décidées de longue date par le gouvernement.

Zagreb, le 28 octobre 1927.

Kresimir Ivatchitch

Une nouvelle infamie du gouvernement de Belgrade

Le gouvernement yougoslave vient d'adresser au gouvernement autrichien une demande d'extradition du militant monténégrin bien connu Milan N. Kossoritch, lutteur infatigable pour la libération de son peuple du joug insupportable des oppresseurs de Belgrade et pour la réalisation de la Fédération Balkanique. Comme toujours, la clique de Voukitchévitch, pour se faire livrer ses adversaires politiques, a éhontément recours au mensonge, à la calomnie: il accuse Kossoritch de crimes de droit commun. Le gouvernement autrichien a arrêté le militant monténégrin et le maintient en détention jusqu'à la décision ad hoc des autorités judiciaires autrichiennes. On se rappelle comment les mensonges et les odieuses calomnies du gouvernement de Belgrade ont été démasqués par les juges autrichiens lors de l'affaire du militant monténégrin Dr. Markovitch: les vautours de Belgrade demandaient l'extradition de Markovitch, pour crimes de droit commun, mais les juges de Vienne ont reconnu l'infamie et le mensonge de l'accusation de Belgrade et se sont refusés à l'extradition de Markovitch. Nous sommes sûrs que cette fois aussi les autorités judiciaires autrichiennes reconnaîtront de nouveau l'infamie des accusations de Belgrade et se refuseront à nouveau à livrer à ses bourreaux le militant monténégrin Kossoritch, dont le seul «crime» est de travailler à la libération de son peuple du joug oppresseur de la camarilla panserbe.

Le mouvement dobroudjanais

Sa différenciation dans les diverses classes de la population dobroudjanaise
Leçons tirées de la courte existence de l'O. R. I. D.
et constitution du mouvement révolutionnaire l'O. R. D.

La Dobroudja est, de par son caractère, un pays éminemment agricole. La question agraire n'y est cependant toujours pas résolue. L'oligarchie roumaine n'applique pas la loi de la réforme agraire, elle n'exproprie pas les grandes fermes, dans l'unique but de s'assurer l'appui et la collaboration des gros-proprétaires. De la loi agraire, de la „solution“ de la question agraire, les gouvernants roumains n'attendent et n'attendront que la réalisation de leur politique colonisatrice, et non pas la satisfaction des nécessités vitales des larges masses paysannes en Dobroudja qui composent les 80% de la population totale.

Tout le poids du régime établi en Dobroudja tombe principalement sur le dos des paysans dobroudjanais. Tandis que la politique générale de l'oligarchie roumaine provoqua et provoque toujours chez eux un immense mécontentement et une incitation à la lutte — elle eut, chez les gros-proprétaires et les représentants du capital, du commerce et de l'usure, un effet tout-à-fait différent. Ces classes ramèneront bien vite leurs drapeaux nationalistes, adoptèrent la tactique d'une capitulation complète devant l'oligarchie roumaine, s'introduisirent dans ses partis les plus réactionnaires: les partis libéral et averescan, dans l'unique but de sauvegarder leurs intérêts économiques et de s'assurer une part dans le pillage général des masses travailleuses, pillage qui a atteint des proportions inouïes sous le régime des tchokoys roumains.

Cette capitulation devant le nouveau pouvoir est surtout caractéristique pour les éléments capitalistes et gros-proprétaires de la population bulgare. L'issue catastrophale des guerres pour la Bulgarie, et l'écroulement complet de la politique de dénationalisation de la bourgeoisie bulgare, firent que les illusions parmi la population bulgare de la Dobroudja d'une nouvelle libération de la Dobroudja par la force des „armes bulgares“ et de l'annexion de ce pays à la Bulgarie eurent bien vite disparu.

Le nationalisme bulgare en Dobroudja fut liquidé. Cette liquidation poussa les classes travailleuses de la population bulgare à chercher pour leurs luttes, pour une vie libre, de nouveaux chemins n'ayant plus rien de commun avec la politique de revanche des gouvernements bulgares à qui elles avaient payé leurs impôts sanglants. D'autre part, le krach de la politique nationaliste bulgare poussa les gros-proprétaires et les éléments bourgeois de la population bulgare vers une nouvelle orientation, vers la collaboration avec l'oligarchie roumaine.

Cette désunion au sein même de la population bulgare est très caractéristique. Elle apparaît, d'ailleurs, chez toutes les nationalités qui peuplent la Dobroudja. Et la classe des larges masses travailleuses opprimées des villages et des villes menant une lutte décisive pour l'amélioration de sa pénible situation économique, a surgi comme le pionnier des luttes pour une vie libre. Les luttes nationales en Dobroudja se mirent ainsi en relation étroite et indivisible avec les luttes pour des droits sociaux. C'est ce qui apposa son empreinte et détermina le caractère du mouvement révolutionnaire dobroudjanais.

Cependant, les agents de la politique gouvernementale bulgare dans l'O. R. I. D., Nicolas Kiamileff, Ivan H. Ivanoff et Slavi Alexieff, ne pouvaient supporter ce caractère du mouvement. S'étant emparé en mars 1925, à l'aide du pouvoir, de la direction de l'O. R. I. D., ils poursuivirent une politique diamétralement opposée aux conceptions des masses dobroudjanaises disposées révolutionnairement, politique qui échoua pitoyablement. En leur qualité d'interprètes de la politique de revanche et nationaliste de la bourgeoisie bulgare, les Kiamileff et Cie ne purent trouver nul appui en Dobroudja chez les éléments bourgeois qui avaient capitulé et qui se trouvaient en pleine collaboration avec le pouvoir roumain. Ils demeurèrent donc complètement isolés des organisations révolutionnaires de l'O. R. I. D. dont l'immense majorité était paysanne. La Dobroudja supporta, au début, la présence de la bande fasciste de N. Kiamileff dans la direction de l'O. R. I. D., mais ce tant que la lutte révolutionnaire à l'intérieur était menée par les éminents leaders de la gauche de l'O. R. I. D.: Varban Petroff et Dotcho Mikhaïloff. Cependant, à la suite du coup porté en mars 1925 sur la gauche, et, plus tard, de l'assassinat de Dotcho Mikhaïloff, les organisations révolutionnaires en Dobroudja rompirent définitivement tous liens avec la direction fasciste de Sofia et commencèrent leur vie indépendante.

L'O. R. I. D. fut liquidée pour la Dobroudja. Ses restes en Bulgarie, après avoir participé dans la lutte ignominieuse contre le peuple bulgare pendant les événements d'avril, après avoir commis des actes de brigandage et de pillage sans fin, après avoir agi comme des agents-provocateurs en Dobroudja, surtout dans l'attaque de Staro-Selo — furent aussi liquidés. Un grand nombre de ces «militants» furent par la suite emprisonnés pour des crimes de droit commun. Tels sont les actions et les mérites de la bande protoguéroviennne dans l'O. R. I. D.: Kiamileff et Cie. Ils ne pouvaient ne pas partager le sort du verhovisme bulgare déjà culbuté de la scène historique.

Le verhovisme, c'est-à-dire la liaison des luttes de libération de la population bulgare en Dobroudja, en Macédoine et en Thrace avec la politique de conquête de la bourgeoisie bulgare, c'est-à-dire la „libération“ de ces contrées par leur annexion au territoire de l'Etat bulgare, après l'issue catastrophale pour la Bulgarie des guerres impérialistes, n'apparut plus que comme un moyen pour le maintien de la souveraineté de classe de la bourgeoisie bulgare.

Lorsque, dans l'intérêt de sa stabilisation intérieure, la bourgeoisie bulgare fut forcée, après le 9 juin, d'élever son drapeau nationaliste, si ce fait lui permit, en tirant profit, par ses agents, des organisations révolutionnaires, d'entamer une lutte cruelle contre les paysans et les ouvriers bulgares, il lui créa, en même temps, d'énormes difficultés intérieures. Ses voisins, la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce, virent dans ce „drapeau nationaliste“ la restauration de la politique bulgare de revanche, et renforcèrent leur pression. La bourgeoisie bulgare se vit complètement isolée et sans aucun appui. Derrière les voisins se dressaient les grands Etats impérialistes „victorieux“. Se trouvant d'autre part absolument isolée par le fait qu'elle avait déclaré la guerre aux larges masses populaires, la bourgeoisie bulgare s'engagea dans la voie d'une trahison ouverte des intérêts de la race bulgare en Thrace, en Macédoine et en Dobroudja. Elle donna expression à cette trahison par les traités honteux qu'elle conclut avec la Grèce: pour „l'émigration volontaire“; avec la Turquie: pour „des relations amicales“; et par les négociations qu'elle entama pour conclure des traités identiques avec la Yougoslavie et la Roumanie.

Le verhovisme s'est trouvé culbuté de la scène historique non seulement par suite de l'issue catastrophale des guerres pour la Bulgarie, mais aussi par suite du fait qu'il ne pouvait plus attirer les masses populaires bulgares, qui saisirent que derrière les mots d'ordre de: »pour la libération des frères subjugués« se cachaient des tendances de conquêtes et les intérêts capitalistes de classe de la bourgeoisie bulgare. Le verhovisme ne pouvait plus avoir une justification historique, et cela fut démontré d'une manière frappante par la guerre civile éclatée après le 9 juin en Bulgarie.

Subjuguées après le 9 juin par le verhovisme, l'O. R. I. D., et l'O. R. I. M. rompirent leurs liens avec les luttes de libération des masses dobroudjanaises et macédoniennes et se transformèrent en des organisations défendant la souveraineté de classe de la bourgeoisie bulgare. De là leur écroulement et leur complète décomposition. En même temps, cependant, étaient écartées les difficultés dans les luttes de libération des Macédoniens et des Dobroudjanais. Les premiers ne tardèrent pas à fonder leur véritable organisation révolutionnaire, l'O. R. I. M. unifiée. Les Dobroudjanais cherchèrent eux aussi de nouvelles voies.

Tirant profit des leçons de la courte existence de l'O. R. I. D. (1923—1926), notamment: de ce que l'O. R. I. D., apparaissant comme une initiative de l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie et y ayant sa direction, ne put ne pas éprouver toutes les conséquences de tous ses contacts avec le pouvoir bulgare et fut lancée sur les chemins étrangers à la cause dobroudjanaise; de ce que l'O. R. I. D., en sa qualité d'interprète de la politique nationaliste bulgare, demeura localisée dans la Dobroudja du Sud et uniquement dans le sein d'une partie de la population bulgare; de ce que l'O. R. I. D., en sa qualité d'interprète de la politique de revanche de la bourgeoisie bulgare, sema la désunion parmi les différentes nationalités en Dobroudja et condamna à l'insuccès leurs luttes pour une vie libre — les masses dobroudjanaises, privées de droits, opprimées nationalement, subjuguées économiquement et menacées dans leur existence, arrivèrent tout naturellement à leur Confé-

rence de septembre 1925 en Dobroudja et fondèrent une véritable Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise: l'O. R. D.

L'O. R. D. est le développement naturel et logique des idées et des tendances de la gauche de l'O. R. I. D. Elle s'est formée par une organisation des masses dobroudjanaises opprimées et a pour tâche principale la constitution d'une Organisation Révolutionnaire des masses et la préparation à une insurrection armée en masse; unique moyen pour la réalisation de la République Indépendante Dobroudjanaise.

L'O. R. D., ayant son centre directeur et sa base principale en Dobroudja, a mis fin à l'immixtion des gouvernements bulgares dans les affaires dobroudjanaises et a créé ainsi les conditions réelles pour l'union des différentes nationalités de la Dobroudja pour leurs luttes pour une vie libre.

Afin d'éviter les luttes exterminatrices et de faire échouer les intentions criminelles des agents du gouvernement bulgare dans le mouvement dobroudjanais, des Kiamileff et Cie., l'O. R. D. a adressé deux appels au 9e et au 10e Congrès de l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie. Nous rendons des extraits de ces appels qui sont caractéristiques pour l'idéologie de l'O. R. D.

De l'appel au 9e Congrès (1925): „Le sort actuel d'esclave de la Dobroudja est le résultat de la politique impérialiste des grands Etats européens qui sèment des conflits nationaux dans les Balkans pour leur but égoïste, ainsi que de la politique chauviniste des Etats balkaniques.

„La foi en la démocratie occidentale, en la Société des Nations, qui demeurent toujours sourdes et spectatrices muettes devant l'annihilation de tous les droits culturels, nationaux et humains des Dobroudjanais, est entièrement détruite.

„La liberté de la Dobroudja sera conquise par la lutte unie et indépendante de tous les Dobroudjanais, sans distinction de religion, de nationalité et de conception, et c'est sur ce chemin qu'ils doivent chercher le salut, en une étroite liaison et alliance avec toutes les nationalités subjuguées.

De l'appel au 10e Congrès (1926): „Complète indépendance du mouvement dobroudjanais de libération de n'importe quelle politique gouvernementale. La liberté de la Dobroudja sera l'oeuvre des Dobroudjanais eux-mêmes.

„Union, dans l'action de libération de la Dobroudja, de tous les militants sincères, dévoués et honnêtes, sans distinction de nationalité, de religion et de conception politique. L'Union de toutes les nationalités subjuguées qui peuplent la Dobroudja est la condition préliminaire, primordiale pour sa libération.

„Une collaboration étroite et une unité d'action de tous les peuples subjugués dans les limites de l'Etat roumain et dans les Balkans, contre l'impérialisme des petits et des grands conquérants, pour l'annulation des spoliations traités de paix.

Une autre oeuvre importante de l'O. R. D. a été de prendre position contre l'institution des tchetnikis (comitadjis) qui fut imposée aux mouvements national-révolutionnaires dans les Balkans dans le courant de leur développement historique. Ayant adopté le principe de l'insurrection armée en

masse, l'O. R. D. a rejeté décisivement les luttes de parti des tchetnikis qui démontrèrent leur complète inaptitude comme moyens de luttes révolutionnaires et qui, sans rendre un profit réel au mouvement, servirent de prétexte à l'oligarchie roumaine pour accomplir des pogromes sur la population dobroudjanaise. L'activité des tchetnikis a toujours été mise à profit par la réaction balkanique pour porter des coups en masse aux organisations révolutionnaires. En réponse à l'activité des tchetnikis de l'O. R. I. D., l'oligarchie roumaine se mit, à l'exemple de la bourgeoisie serbe en Macédoine, à former son mouvement des contre-tchétras parmi les colons koutso-valaques, à l'aide de la Sigurantsa et de la gendarmerie. L'organisation ultra-chauviniste „Actiunea Romanasca“ et ses bandes armées illégales nommées „Mobila“ apparurent comme l'expression „légal“ de ce mouvement des contre-tchetnikis, et ce sont elles qui exercent des pillages en masse, des persécutions cruelles et des massacres de la population dobroudjanaise.

Dès sa formation, l'O. R. D. rencontra en Dobroudja quelques-unes de ces tchétras de l'O. R. I. D. qui avaient rompu tous liens avec la direction fasciste de cette dernière à Sofia, après les arrestations de mars et le coup porté à la gauche. Ces tchétras qui se trouvaient sous l'influence des idées de la gauche de l'O. R. I. D. et qui avaient à leur tête Dotcho Mikhaïloff, emprisonné puis remis en liberté, pour être ensuite lâchement assassiné — furent les seules qui continuèrent une activité révolutionnaire en Dobroudja. Elles se placèrent sous la direction de l'O. R. D. après sa formation; celle-ci réussit à mettre leur activité au service de l'Organisation pour son agitation et à celui de sa propagande. Le gouvernement bulgare, allié avec la bande traître des Kiamileff et Cie., ne tarda pas à prendre les mesures les plus barbares contre ces tchétras qui s'étaient mises entièrement au service de la cause dobroudjanaise, et les détruisit complètement en août 1926. C'est ainsi que la question de l'activité des tchétras fut définitivement liquidée pour l'O. R. D. Mais avec le meurtre du légendaire révolutionnaire dobroudjanais Dotcho Mikhaïloff et de ses camarades, le gouvernement bulgare et les Kiamileff occupèrent leur véritable place: aux côtés des ennemis du mouvement révolutionnaire dobroudjanais.

L'O. R. D. a ouvert de nouveaux horizons et perspectives pour les luttes de libération des masses dobroudjanaises subjuguées. Elle a consolidé en ces masses la foi en l'obtention d'une vie libre, elle a relevé leur foi en la libération définitive. L'O. R. D. a détruit toutes les illusions trompeuses dans leur milieu et a éloigné les influences néfastes des gouvernements balkaniques. Elle a démontré décisivement et ouvertement aux Dobroudjanais que l'action pour la libération de la Dobroudja sera l'oeuvre des Dobroudjanais eux-mêmes, qui doivent à cet effet chercher la collaboration étroite et l'alliance de toutes les organisations révolutionnaires, pour l'édification du front unique contre la réaction balkanique et l'impérialisme mondial — pour la réalisation de la Fédération Balkanique dont la République Indépendante Dobroudjanaise sera un membre libre, à droits égaux.

Dobroudjansky

Pour l'amnistie en Bulgarie

Les femmes des prisonniers politiques ont adressé au Président du Sobranjé, à tous les journaux, aux partis politiques et institutions de culture et de bienfaisance l'appel suivant:

«Voici déjà 3 et 4 ans que nos fils, époux, frères et pères furent arrachés, d'une manière brutale, à leurs familles. Beaucoup de citoyens bulgares ont «disparu sans traces» pour leurs idées et convictions politiques, tombés sous les balles tirées par embuscade, ou au cours de «tentatives de fuite». Et beaucoup ont été jetés dans les geôles humides, tandis que d'autres errent à l'étranger, pour avoir voulu tracer un avenir meilleur pour le peuple bulgare.

«Voici que depuis 3 et 4 ans, nous, les familles des prisonniers et émigrés politiques, avec les familles des «disparus sans traces», souffrons d'une manière particulièrement atroce de la misère noire dans laquelle est tombée la classe ouvrière et paysanne, parce que nous sommes privées de nos appuis, nos fils, époux et pères, et parce que la crise économique et le chômage nous enlèvent tout travail nous permettant de gagner notre pain.

«La faim et la misère sont installées dans nos foyers. Des maladies ont germé dans nos habitations misérables. Nos enfants en sont atteints. Souffrent aussi de la faim, ils dégénèrent, puis ils meurent! Les pères ont «disparu», sont loin, les mères impuissantes pour élever les petits, l'aide sociale est entravée par la loi anticonstitutionnelle pour la

»Défense de l'Etat«, et par l'arbitraire des organes administratifs.

«Au nom du devoir envers la génération nouvelle, au nom de l'humanité et de la justice, nous, les mères, les femmes, les soeurs et les enfants des prisonniers et émigrés politiques, des «disparus sans traces» et de toutes les victimes des événements, prions, par votre intermédiaire, tous les hommes humanitaires du pays d'intervenir auprès du gouvernement pour l'amnistie complète et sans conditions des prisonniers et émigrés politiques et pour l'abrogation de la loi anticonstitutionnelle et exceptionnelle dite «pour la Défense de l'Etat».

«Nous demandons le secours de l'Etat pour les familles des «disparus sans traces» et des tués; nous demandons la protection des droits des citoyens garantis par la Constitution et le retour à la vie normale du pays.

Le Comité des familles éprouvées:

Dr. Louise Pachova (femme du Dr. Pachoff, prisonnier à Sofia), Gana T. Pavlova (femme du professeur Pavloff, prisonnier à Sofia), T. Apostolova, T. G. Krsteva, N. Zaharieva.

Une défaite de la Sigourantsa — une victoire du droit d'asile

Après seize jours de grève de faim, Ellek Köblös, le militant ouvrier et combattant révolutionnaire de Roumanie, a été remis en liberté. Le gouvernement tchécoslovaque, qui

s'apprêtait visiblement à livrer Köblös à la Sigourantsa roumaine, lui préparant ainsi le sort sanglant de Tkatchenko, a dû céder devant l'émoi et le mouvement de protestation de toute l'Europe honnête. Le bras qui voulait livrer à ses bourreaux ce noble représentant de la classe ouvrière de Roumanie est tombé, non sans chercher à donner l'impression qu'il ne l'a pas fait y étant contraint. En effet, sur un signe discret du gouvernement tchécoslovaque, embêté par l'écho de l'affaire Köblös, le gouvernement roumain a retiré sa demande d'extradition.

Espérons que la Tchécoslovaquie se gardera de tomber de nouveau dans les pièges que va lui préparer de nouveau la Sigourantsa à la première occasion semblable. Köblös est libre, mais il faut veiller sur le droit d'asile pour les réfugiés politiques en Tchécoslovaquie, dans tous les pays.

Errata: Lire à la page 1542 de la Fédération Balkanique Nr. 78, 1^{ère} colonne, 20^{me} ligne d'en bas: Nevrokope (ville dans le district de Pétritch, avec une population bulgare. — Réd. de la Féd. Balk.)

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

L'assassinat du ministre albanais à Prague. — Les journaux tchécoslovaques et allemands publient des rapports détaillés sur l'assassinat de Tséna Bey, et affirment que c'est l'Italien Baldacci qui a payé au meurtrier ses frais de voyage et que le consul albanais à Vienne, Çatin Saracci, qui avait été en son temps (en 1925) impliqué dans l'assassinat de Gourakouki à Bari, avait essayé de faire introduire dans la succession de Tséna Bey des papiers destinés à faire soupçonner des tiers. (Voir à l'intérieur de notre journal l'article détaillé de notre correspondant D. H.)

Crise de cabinet à Tirana. — Après l'assassinat du ministre albanais de Prague, il y eut à Tirana une crise de cabinet, puis un remaniement partiel. Le ministre des finances Fevzi bey Alizotti se retire pour faire place au député Kotta.

De nouveaux troubles auraient éclaté à Shala (Albanie du nord) où la population se serait révoltée contre les autorités.

Bulgarie:

La terreur à Troyan. — La Ligue Bulgare des Droits de l'Homme a adressé à M. Liapcheff une lettre dont nous extrayons les passages suivants:

«Les localités de l'arrondissement de Troyan sont soumises à l'état de siège. Personne ne peut s'éloigner de plus de 500 mètres de la localité habitée. Pourtant aucun décret mettant ces régions en état de siège, conformément à la Constitution et aux lois, n'a été promulgué. Pendant la nuit, toutes les maisons doivent être éclairées, sous la menace d'un châtimement barbare! la maison non éclairée sera brûlée instantanément. Des punitions corporelles, allant jusqu'à la mort, sont exécutées directement par les expéditions répressives, sans aucune instruction ni jugement. C'est ainsi qu'a été tué «Vajara» (nous ignorons son nom exact) du village Slatina, arrond. de Lovetch. Ainsi a été tué Petko Ousounoff, de Lovetch. Le sort de six prisonniers du village de Radoveni est inconnu jusqu'aujourd'hui. Sont arrêtées, en outre, six personnes du village de Slatina et quatre de la ville de Lovetch, contre lesquelles aucune instruction n'est encore ouverte, quoique plus de 10 jours se soient déjà écoulés depuis leur arrestation. On parle beaucoup de plusieurs cas de «fuites» et de «disparitions sans traces».

Pas d'amnistie, mais de nouvelles violences! — Tandis qu'en Bulgarie et à l'étranger le mouvement pour l'amnistie s'accroît, les autorités redoublent de violence à l'égard des prisonniers politiques. D'étranges mesures de transfert ont lieu. C'est ainsi que, malgré les protestations des familles des détenus politiques de la prison centrale de Sofia, le docteur Pachoff, le professeur Todor Pavloff, l'avocat Kaboff, l'écrivain N. Geleskoff, M. Iv. Kostoff et plusieurs autres, ont été dispersés dans les prisons de province. Lorsqu'on sait comment les sbires bulgares exécutent les prisonniers pour «tentatives de fuite», on ne peut que trembler pour la vie des détenus ainsi transférés. D'autre part, les jeunes prisonniers P. Nikoloff, Hr. Pentcheff et Philip Antonoff viennent d'être cruellement battus dans la prison de Sofia par le chef surveillant Sando.

Infamie du Zgovor. — Sur la base de l'ignoble loi pour la «Défense de l'Etat», D. Khaloff avait été condamné à mort. Son tout jeune frère Stoyko avait ainsi à supporter toute la charge d'une nombreuse famille. Mais la misère qui s'abattit sur toute cette famille fut si atroce que la vieille mère mourut d'épuisement. Quelques personnes charitables de Paris firent une petite collecte et envoyèrent au jeune Stoyko 10 dollars. Mais le procureur, en digne agent du Zgovor, informé de cette «terrible action révolutionnaire», fit confisquer les 10 dollars et élova contre le jeune Stoyko l'accusation en vertu de la scélératesque loi pour la «Défense de l'Etat».

Persécution des syndicats ouvriers. — Le secrétaire du syndicat ouvrier de Bourgas a été arrêté. Dans la ville d'Aitos, tous les 20 membres de l'association des ouvriers ont été arrêtés. Les comités des syndicats respectifs ont adressé des télégrammes de protestation à la présidence du conseil et au ministère de l'intérieur, avec copies aux journaux de Sofia.

Persécution des vendeurs des journaux de l'opposition. — Mikhaïl Prokopoff, chargé de la vente à Bourgas du journal oppositionnel «Edinstvo», a été attaqué par des gendarmes sans rime ni raison, férocelement battu, et jeté en prison sans interrogatoire.

Persécution des agrariens. — Anguel N. Trandafiloff, de Batchkovo (Stanimaka), a été attaqué par deux gardes champêtres parce qu'il était agrarien organisé, et si atrocement battu qu'il a dû garder le lit pendant dix jours.

Contre les coopérateurs. — Le journal socialiste «Narod», relate que le 12 octobre, à Pirdop, l'employé Nicolas Eftimoff, de la coopérative «Bratstvo» (Fraternité), s'apprêtait, vers 8 heures du soir, à fermer le magasin, quand le commissaire de police Bojiloff, accompagné d'un gendarme, entra et l'entraîna au commissariat, où on le roua de coups en l'accusant d'avoir envoyé un article au journal indépendant «Novinik». Laissé dans un état lamentable, le malheureux dut prendre le lit. Le président Kr. Nicoloff et le secrétaire Ivan Strelkoff, de la coopérative «Bratstvo», ont signé une protestation.

La corruption partout. — L'ancien maire de la ville de Kirdjali, P. Zelkoff, actuellement membre de la commission permanente du district, et l'ancien encaisseur de la mairie, D. Jelkoff, ont été arrêtés pour avoir détourné des sommes de la caisse communale.

Nouveau Parti: Les «Obédinistes». — Le professeur Ganef, président de la Ligue des Droits de l'Homme, a constitué, avec un certain nombre d'amis et de députés, un nouveau parti, celui des «Unifiés» (Obédinistes). Une conférence a décidé la rupture officielle avec le Zgovor et la lutte pour le renversement du gouvernement actuel. Un Congrès sera ultérieurement convoqué.

Macédoine:

Arrestations et violences en masse à Guevguéli. — C'est en masse que, tirant profit des attentats perpétrés sur leurs propres ordres, les criminels potentats de Belgrade font arrêter et torturer les travailleurs macédoniens. C'est ainsi qu'à Guevguéli viennent d'être arrêtés et cruellement battus, soignant en liaison avec l'attentat perpétré dans cette ville: Anastass Anastassovitch, Dimitri Hadji Nakoff, Christo Kambéroff, Guéorgui Paketoff, Toché Mitroff, Kyrill Berberikoff, Lazar Kostoff, les frères Anton et Dimitri Christoff, Grigor Katanoff, Marko Alexieff, Costa Tardjenkoff, Yordan Anastassoff, Grigor Kolkoff, Kyrill Guéorguieff, etc.

Mort sous les tortures. — L'étudiant Boris Andréeff, de Vélès, est mort dans la prison d'Uskub à la suite des tortures inhumaines que lui firent subir les sbires serbes, pour lui extorquer des «aveux». Avec d'autres étudiants, il était arrêté depuis plus de quatre mois, lors de la grande offensive contre la jeunesse macédonienne. Sa mort a été gardée secrète. Les autres jeunes Macédoniens aux mains de la police serbe, sont menacés du même sort.

Assassinat officiel. — Le mois dernier, l'émigré Guéorgui Michailoff, natif de Tzarévo Selo, en Macédoine sous joug serbe, rentra dans son village, de la Bulgarie. Il se rendit auprès des autorités serbes en déclarant qu'il voulait vivre paisiblement dans son village natal. Mais, sous prétexte que Michailoff aurait été dans le passé un «chétnik», les gendarmes serbes le lièrent et le sommèrent de leur montrer les sentiers secrets des comita-

djis. Le malheureux ne les connaissant pas, les gendarmes le tuèrent en «tentative de fuite». Et pourtant il était lié avec des cordes!

Roumanie:

La misère sociale est évoquée, entre autres, par cette déclaration faite par le maire de Bucarest au Congrès des villes de Roumanie: «Chaque jour on ramasse 10 à 12 enfants abandonnés. La mortalité de ces enfants est de 80 %». («Lupta» du 15 octobre.)

Travaux forcés. — Nous avons rapporté comment les officiers emploient les soldats pour leurs travaux privés (par exemple, pour la construction de leurs palais). Or la «Lupta» du 13 octobre écrit, que quelques hauts fonctionnaires du ministère de l'instruction publique ont commis le même abus en employant pour la construction de leurs maisons des élèves de l'École Supérieure des Arts et Métiers.

La colonisation dans la Dobroudja. — Le député de Caliacra, M. Cusin, communique dans l'«Adeverul» du 14 octobre les chiffres suivants sur l'expropriation des paysans autochtones et sur la colonisation des Koutsovalaques sur les terres ainsi volées. On aura, après l'effectuation de l'expropriation, 120.000 à 150.000 ha., dont 50.000 dans le département de Durostor et le reste de 100.000 dans celui de Caliacra. Mais jusqu'à présent on a réparti aux colons étrangers de la province 12.000 ha dans le département de Durostor et 25.000 dans celui de Caliacra. On dispose encore en ce moment d'autres 6.000 ha dans le premier département, et de 18.000 ha dans le second, en dehors de 15.000 ha de pâturages. Le reste va être «pris en possession» par l'Etat, sans aucun dédommagement aux pauvres paysans bulgares. Le nombre des colons établis jusqu'à présent est de 1.500.

Un autre grand krach. — Nous avons parlé dans notre numéro précédent du krach de la maison d'exportation de blés Manissalian (passif de 40 millions). On mande de Ovadia que l'entreprise en bois Stern a cessé aussi ses paiements. On dit que le passif est de 170 (cent-soixant-dix) millions. («Adeverul» du 16 octobre.) Ce krach dépasse en grandeur même le krach qui est signalé en même temps à Braïla: la Banque Helléno-Roumaine du port danubien a fermé avec, dit-on, 70 millions de déficit.

Les capitalistes ne doivent pas avoir des pertes. Le prix du pétrole est en baisse sur le marché mondial. Le lei est monté en faisant baisser plus encore le prix du pétrole roumain. En plus, une partie du marché tenu jusqu'à présent par la production roumaine a été conquise par le pétrole américain. Les industriels pétroliers sont donc dans une mauvaise situation, dans une violente crise d'exportation.

Alors, sous l'égide de l'Etat, ils se sont constitués en un syndicat de vente («Argus» du 13 octobre) en faisant monter les prix des produits du pétrole sur le marché intérieur. Ainsi, dorénavant, le consommateur roumain (en premier lieu le paysan qui est le grand consommateur du pétrole d'éclairage) paiera le pétrole roumain plus cher que ne le paie l'acheteur étranger.

Yougoslavie:

La Glavgnatcha au Conseil municipal de Belgrade. — Le Conseil municipal de Belgrade a discuté l'agrandissement de la Glavgnatcha. Après avoir protesté contre l'ajournement du problème relatif à la construction de logements ouvriers, le Dr. Sima Markovitch, représentant du Bloc Ouvrier Paysan Républicain, a brossé un émouvant tableau de la Glavgnatcha: «La Glavgnatcha est une honte pour Belgrade, a-t-il dit. C'est une source de mauvaises odeurs, d'infections et de maladies contagieuses. Dans les écuries d'un ancien «han» (auberge) ture pourrissent des milliers d'ouvriers et de citoyens pauvres, qui, pour la plupart, ne sont coupables de rien. Des milliers d'ouvriers innocents ont passé par la Glavgnatcha, en y laissant leur santé et une partie de leur vie. Sans parler des tortures qui sont devenues un système d'instruction de la part de la police. Il n'y existe aucune hygiène. Dans des pièces humides et obscures qui ne peuvent contenir que 6 à 8 personnes, on en entasse 40 ou 50. Dans la fameuse «petitza» (pièce Nr. 5) on engouffre 100 à 150 personnes. La Ligue pour la Défense des Victimes de la Terreur Blanche a publié des documents concernant le régime dans la Glavgnatcha, mais elle fut dissoute par la police.»

Nouvelle grève de la faim à la prison de Zagreb. — Quatre ouvriers, détenus politiques à la prison de la police de Zagreb, ont fait la grève de la faim la semaine précédente: Choumanovatz, Parovitch, Zoritch et Bolt. Parovitch a été battu par un gendarme, et mis en cellule spéciale. On lui a retiré tous les droits, déjà fort restreints, des prisonniers politiques. Aux autres on a coupé la lumière, le soir. Ils se servirent alors de leurs propres bougies, mais cela a été bientôt interdit. La direction de la prison leur a refusé enfin les entrevues avec leurs parents. On n'a pas de nouvelles sur cette grève de la faim, et on en ignore les résultats.

La police confisque les journaux. — La police de la ville d'Oszyck (Croatie) a confisqué le 18 octobre dernier le numéro de la revue démocratique et littéraire: «l'Europe Nouvelle», paraissant à Zagreb. En même temps, a été confisqué aussi le dernier numéro du journal hebdomadaire ouvrier «Borba», paraissant également à Zagreb.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die mazedonische Frage*) Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!

V.

Auf der einen Seite stand der revolutionäre autonomistisch-föderalistische Standpunkt, der, aufrichtig, obgleich wenig geschickt, durch die Innere Organisation vertreten, danach von den sozialistischen Arbeiterparteien des Balkans aufgenommen wurde. Sie schufen diesem Standpunkte die soziale Unterlage. Noch schärfer entlarvten sie die verbrecherische Politik der Balkanstaaten, die zu gegenseitigen Kriegen der Balkanvölker führte und somit das noch intensivere Eingreifen der Großmächte in die Balkanangelegenheiten verursachte. Die sozialistischen Parteien unterstrichen noch stärker den gemeinsamen Kampf der unterdrückten Völker. Sie hielten im Jahre 1910 die erste Sozialistische Balkankonferenz ab, in der sie die Parole der Föderation der Balkanvölker scharf betonten, wobei hervorgehoben wurde, daß man nur durch den Kampf der sozialistischen Parteien und durch die Annahme der Idee einer Sozialistischen Bal-

kanföderation dazu gelangen kann. Die Träger der Idee der Balkanföderation waren glorreiche Namen: der unlängst verstorbene Dimitrije Blagoeff, Rakovsky, gegenwärtig Sowjetgesandter in Europa, der im Weltkriege gefallene Dimitrije Tutzovitsch, mit einer ganzen Reihe aktiver Kämpfer aus den revolutionären sozialistischen Balkanparteien, die auch heute in den kommunistischen Parteien tätig sind.

Wir besprachen bisher, wenn von den Autonomisten-Föderalisten die Rede war, ihre guten Seiten und ihre Fehler nur in allgemeinen Zügen. Nunmehr halten wir es für notwendig, an dieser Stelle jene Hauptmängel der mazedonischen autonomistischen Organisation hervorzuheben, die die Hauptursachen dafür bilden, daß sie ihre Tat nicht zu Ende führen konnte. Die Autonomistische Organisation stützte sich nicht vorwiegend auf proletarische und halbproletarische Stadt- und Bauernmassen. Beim Ausbau ihrer Organisation und Politik hatten diese Kräfte, die die fähigsten sind, die in den schwersten Situationen am wenigsten vom ruhigen Wege abirren und immer den Weg

*) Siehe „Balkan-Föderation“ No. 63 vom 1. März 1927.

des revolutionären Kampfes zu finden und sich vollständig von dem Einfluß der offiziellen Nationalisten und Patrioten zu befreien wissen, keinen vorwiegenden Einfluß. Die Föderalistische Organisation zeigte sich deswegen unfähig, ihrerseits die historische Mission der nationalen Befreiung Mazedoniens zu erfüllen, und wir sind bereits in eine Periode eingetreten, da diese Mission auf die revolutionären sozialistischen Parteien des Balkans übergeht. Heute muß sich an die Spitze der Befreiungsbewegung des Balkans und Mazedoniens die revolutionäre Arbeiterpartei Jugoslawiens und der übrigen Balkanländer stellen. Die mazedonischen revolutionären nationalen Bewegungen sind verpflichtet, Hand in Hand mit den revolutionären Arbeiterparteien des Balkans zu gehen, um die wirkliche Befreiung des wirtschaftlich und national entrechteten mazedonischen Volkes zu erreichen.

Auf der anderen Seite stand der chauvinistische, imperialistische „Staats“-Standpunkt der bulgarischen, serbischen und griechischen Bourgeoisie und Monarchie und der Standpunkt der Militaristen. Diese drei Staaten schlossen 1912 ein Kriegsbündnis gegen die Türkei — nicht zum Zwecke der Befreiung Mazedoniens, sondern zur Aufteilung dieses Gebietes — und es entstanden große Streitfragen darüber, wer mehr an sich reißen würde. Das Bündnis war nicht gerichtet auf eine Föderation der Balkanvölker, sondern diente der Aufteilung derselben. Die Aussicht auf die große Beute, wenn die Türkei besiegt sein würde, wirkte auf alle drei Staaten, und sie verständigten sich einigermaßen zur gemeinsamen Kriegführung.

Aber gleich nachdem der Krieg gegen die Türkei beendet war, zeigten sich an der Oberfläche fatale Folgen der antinationalen und Erobererpolitik in allen drei Staaten. Die Sieger konnten sich nicht über die Aufteilung der Beute verständigen. Ihre Erobererpolitik trug die Keime gegenseitiger Kriege in sich und der Krieg brach aus, als der Frieden mit der besiegten Türkei geschlossen wurde.

Der brudermörderische Balkankrieg von 1913 war das größte Verbrechen der Balkanmonarchien, der Bourgeoisien und der Militaristen gegen die Balkanvölker, gegen ihre Befreiung, und gegen ihre Zukunft.

Der Balkankrieg zeigte sofort, daß Mazedonien auf diesem Wege seine Freiheit nicht bekommen, daß die mazedonische Bevölkerung auf diese Weise nie zu Wohlstand gelangen werde. Alle vorherigen und zukünftigen Balkankriege einer Balkanmacht gegen die andere konnten und können keine anderen Resultate zeitigen.

1913 siegte die serbische Bourgeoisie mit den serbischen Monarchisten und Militaristen. Die mazedonische Bevölkerung blieb zum größten Teil auch weiter unter den feudalen Herren, den Agas und Beys, wanderte auch weiter in die ferne Welt, ihr Brot zu verdienen. Neben den türkischen Agas und Beys kamen die serbischen Beys und eigneten sich ungeheure Länderereien um Kossowo und in der Matochia an. (Fruchtbarste Gebiete in Mazedonien — Anmerkung des Uebersetzers.) In Mazedonien wurde ein fürchterliches Polizeiregime eingeführt. Dem Volke wurde weder der Schutz der Verfassung zuteil noch die gesetzlichen Rechte, es wurde ihm selbst die Gemeindegeldverwaltung abgesprochen. Sämtliche anderssprachige Schulen wurden ge-

schlossen. Die Beamten des serbischen Regimes raubten und würgten die Bevölkerung, jede Proteststimme wurde im Blute erstickt; mit einem Worte, sie bemühten sich, das Hamidische türkische Regime zu erreichen.

Was tat während dieser Zeit die Autonomistische (föderalistische) Innere Mazedonische Organisation? Sie machte auch einen zweiten Fehler: sie stellte die Arbeit ein. Ihre Mitglieder verfaßten Bücher und Broschüren, gingen zu den oppositionellen Parteien, hauptsächlich in Stamboliski's Agrarierbund, führten eine „ehrliche“ Opposition gegen die kriegerische Monarchie und die herrschende Bourgeoisie Bulgariens; sie überließen damit das weite Arbeitsgebiet in Mazedonien den Vrhovisten für eine antimazedonische Politik, die noch einmal die Mazedonier auf falsche Wege führte. Todor Alexandroff — der 1908 zu den Vrhovisten übergang — stellte sich an die Spitze der Vrhovisten und organisierte die Propaganda im Hinblick auf den Weltkrieg, den man voraussah. Er und seine Organisation verkündeten, daß nach dem Weltkrieg ganz Mazedonien — der serbische, bulgarische, griechische Teil wie Thrakien — zu Bulgarien gehören werde.

Die bulgarischen Staatsmänner zogen durch ihre Eroberungstendenzen Bulgarien ebenso in den Weltkrieg, wie die serbischen ihr Land. Nach dem Erfolg der Zentralmächte im Jahre 1915 besetzte Bulgarien Südserbien und ganz Mazedonien. Die mazedonische Bevölkerung fiel nunmehr unter bulgarische Okkupation, litt und wurde gedemütigt, wie es 1913 und 1914 unter der serbischen Okkupation der Fall war. Ein großer Teil der Bevölkerung fiel im Kampfe und wurde materiell zugrunde gerichtet. Der Viehstand wurde vernichtet. Rache und Raub wüteten. Tausende und aber Tausende von unglücklichen Mazedoniern waren die Opfer. Die Beys und Agas, die Verbündeten der bulgarischen Bourgeoisie, behalten auch weiter den Boden, der mazedonische Bauer aber hungert, geht zugrunde, und kämpft... gegen den serbischen Bauern, der ebenfalls vom Pfluge gerissen wurde, um hinausgejagt zu werden, für die Interessen der großen Welteroberer Frankreich und Großbritannien.

Als Mazedonien durch Serbien besetzt wurde, begann eine Periode des Leidens. Das Land ging zugrunde, aber auch die Gebiete unter bulgarischer Herrschaft stöhnten. Die mazedonische Bevölkerung ist heute im klaren, daß ihr keine Okkupation irgendeiner Bourgeoisie oder Monarchie die Freiheit bringen kann.

Die abermalige Okkupation Mazedoniens seitens des siegreichen Serbiens im Jahre 1918 erneuerte die Qualen und Leiden der unglücklichen mazedonischen Bevölkerung. Diese furchtbaren Leiden und die Erfahrungen zwangen die Mazedonier, sich von der trügerischen Hoffnung auf eine Befreiung der Balkanbourgeoisien und -monarchien loszureissen.

Aber der Krieg hatte eine nachhaltige Wirkung in Bulgarien und im neuen Staate Jugoslawien.

In Jugoslawien und in Mazedonien wendeten sich die Volksmassen während der Wahlen 1920 der kommunistischen Arbeiterpartei zu, auf deren Fahne das Recht der Selbstbestimmung aller Völker und die Autonomie Mazedoniens im Rahmen der Föderation der werktätigen Balkannationen geschrieben steht.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitsch.

Von Navarin bis Kavalla

«Infâme à qui je suis lié
Comme le forçat à la chaîne».

Baudelaire

Vor 100 Jahren haben die Söhne von Hellas mit Hilfe fremder Waffen ihre Unabhängigkeit errungen. Feste werden gefeiert, Toaste gesprochen, talentvolle Generalgouverneure halten vor Gymnasiasten historische Gedenkreiden. Alles schwimmt in Harmonie. Die Erben der Helden von 1827 stolzieren als die «Männer des Tages», General Codrington, Urenkel des Admirals der britischen Flotte, wurde Ehrenbürger von Pylos. Die Post gibt Erinnerungsmarken aus, der Grundstein eines Denkmals wird gelegt, Salutschüsse vor Briten und Franzosen, historische Leitartikel der ganzen Presse, was will man mehr!

Aber große Ereignisse werfen ihre Schatten voraus! Der Prozeß von Florina, die Anzeichen ernster Unruhen in Mazedonien, die immer erneuten Vorstöße der Komiten schaffen ein Element der Unsicherheit. Die festesten Stützen der Regierung werden staatsgefährlicher Umtriebe beschuldigt. Selbst General Mazarakis muß daran glauben.

Der Schöpfer der Republik, General Condylis wird bezichtigt, die Regierung gewaltsam stürzen zu wollen. Alles wankt und keiner traut dem Andern.

Am 8. Oktober haben zwischen den Tabakarbeitern von Kavalla und Polizeitruppen blutige Zusammenstöße stattgefunden. Am 21. traten die Tabakarbeiter von Athen und Piräus in Streik. Werden die Industriellen nicht nachgeben, so wird der 24stündige Generalstreik proklamiert. So sprechen nicht «Extremisten», so spricht die keineswegs revolutionäre C. G. T. unter dem Drucke der Massen. Das Blut von Kavalla hat die arbeitenden Schichten mobilisiert und die «Regierung der Mitte» taumelt aus dem Jubel der Zentenerfeier in die Katzenjammerstimmung der Erhaltung der «Ruhe und Ordnung».

Wohl wurden linksgerichtete Syndikate aufgelöst, wohl wird da und dort das Versammlungsrecht aufgehoben, aber das System wurde nicht fester. Während die zweite Jahresfeier der Freihafenzone begangen wird, rollt SHS wieder die alte Frage auf: Bahn frei nach Saloniki! Der arme Michalakopoulos, wieder muß er dem Ausland die Versicherung geben, daß Griechenland seine Integrität wahren werde. Von dem Traume der Magna

Charta der Balkanstaaten blieb nichts übrig, als die Bettel-
suppe der Integrität, zubereitet nach englischem Geschmack!
Während außenpolitisch die Lage immer unerquicklicher wird,
protestiert die C. G. T., meutern die letzten Anhänger der
Regierungsparteien, welche noch innerhalb der Arbeiterschaft
wirken gegen die Verbrüderung der Regierungsgewalt mit
den Tabakfabrikanten. Dieselben Leute, welche der Auflösung
linker Syndikate zustimmten, welche der Idee der gewerk-
schaftlichen Einheitsfront brutal entgegentraten, fordern die
Freilassung der Verhafteten und dringend schallt der Ruf
dem Juste Milieu entgegen: Die Arbeiter werden
selbst ihre Existenz verteidigen, um zu ver-
hindern, daß jeder Polizeifunktionär Ar-
beiter umbringen kann. Die verfassungstreuesten
Elemente, die nichts anderes wollten, als die Gewalt der
Organisation in den Dienst des Vaterlandes zu stellen,
werden von ihren einstigen Protektoren gezwungen, zur
Organisation der Gewalt zu schreiten.

Die Radikalisierung der C. G. T. ist die Folge. An-
hänger der kleinbürgerlichen «Republikanischen Union» und
die Reste der konstantinistischen Arbeiter, müssen sich nun
zu ihrer Klasse bekennen — oder verlieren mit ihr jede
Führung. Die besten, die treuesten Männer des Systems,
fordern Rechenschaft und Abhilfe gegen Polizeiwillkür —
widrigenfalls . . .

Unterdessen raufen die Männer der «freien Meinung» im
Kabinet mit den Venizelisten. Die Errichtung eines Monu-
mentes für den verstorbenen König Georg ist ein Anlaß zu
neuerlichen Zwistigkeiten. Die Herren, welche sich um die
«Freie Meinung» scharen, haben bisher jede Regung der werk-
tätigen Masse unterdrücken geholfen, sie haben, mit ihrem
General Metaxas an der Spitze, unter den P. T. T. An-
gestellten nicht eben ein System der freien Meinung auf-
gerichtet — aber für sich fordern sie die freie Meinung
monarchistischer Gesinnung um Tsaldaris zu beweisen, daß
sie den gemeinsamen Idealen die Treue wahren. Ueberall
entstehen neue Schwierigkeiten.

Von Navarin bis Kavalla! Was ist die Ursache, daß
ein System so schwach geworden, daß es überall auf Wider-
stand stoßen muß, daß selbst ein Venizelos sich von seinen
ungeratenen Kindern abwendet? In Navarin hat man mit
fremden Waffen die Grundlage zur griechischen Freiheit
gelegt. Der Glaube an fremde Hilfe in politischen und
wirtschaftlichen Fragen blieb das Credo griechischer Politik.
Konduriotis ist leicht verwundet, doch das System ist un-
verletzt. Darum mußte der griechische Freistaat zu einem
Kampfboden des Juste Milieu entarten, darum muß man in Lon-
don um Kredite, in Paris um wohlwollende Gläubigerprotektion,
bei der kleinen Entente, um Wahrung der griechischen
Integrität betteln. Darum überläßt man die unbefreiten
Gebiete der Fremdherrschaft. Das Werk von Navarin ist
nicht vollendet, so lange die Tradition des selbstsüchtigen,
engherzigen Phanariotentums nicht vernichtet ist. Wie die
Kette am Fuße des Sträflings, so klirrt die Tradition
schäbigsten Politikantentums an den mächtigen Gliedern von
Hellas. Gegen nationale Würdelosigkeit, gegen den Verrat
an nationalen Lebensinteressen, muß das griechische Volk
sich sammeln! Nicht fremde imperialistische Hilfe, nur
eigene Kraft wird Panhellas schaffen, im Rahmen der
Föderation der befreiten Balkanvölker.

Melingos.

Das treffendste Argument Protogeroffs

In Wien spielte sich vor Kurzem ein Prozeß ab, der
wieder einmal vor der Öffentlichkeit unserer Stadt die
traurige Entwicklung der Handlungsweise gewisser Maze-
donier aufrollte, die unter einer revolutionären Hülle für
ihren persönlichen Gewinn und Vorteil die größten Ver-
brechen gegen das mazedonische revolutionäre Befreiungs-
werk begehen. Ein Mazedonier, ein gewisser Boris Pro-
scheff, hatte vor zehn Monaten ein Dutzend oder mehr
Revolverschüsse gegen zwei andere Mazedonier, Dr. Atha-
nassoff und Slawe Ivanoff abgefeuert. Er hat sie nicht
getroffen. Eine arme Wirtschafterin wurde von einer Kugel
verletzt. Wir haben seinerzeit von diesem Attentat berichtet.
Proscheff wurde zu dreieinhalb Jahren Kerker verurteilt.
So wäre die Geschichte als ein gewöhnlicher Zwischen-
fall erledigt.

Während der Verhandlung jedoch hat man allen
Schrecken und Jammer dieser «Aktion», welche Proto-
geroff und Mikhailoff und ihre Banden leiten,
wieder miterlebt.

Die Protogeroffs wurden als eine ganz gewöhnliche
Bande konterrevolutionärer Söldlinge demaskiert, deren ganze
«revolutionäre Arbeit» darin besteht, Attentate zu schmieden

und tausende der Söhne des mazedonischen Volkes zu töten.
Der Advokat Dr. Athanassoff's und Ivanoff's hat dem Gericht
die traurige Liste eines Teiles der tausenden von den Auto-
nomisten ermordeten Mazedonier vorgelegt, welche im «Mako-
donsko Delo» erschienen war und die die «Fédération Balka-
nique» abgedruckt hat, und welche auf die Richter und die Zu-
hörerschaft einen tiefen Eindruck machte. Der Advokat
überreichte den Richtern gleichfalls das Buch: «Die Verräter
an der mazedonischen Sache», publiziert durch die ORIM
Unifiée, indem er sagte: «Lesen Sie, meine Herren,
dieses Buch, und die Haare werden Ihnen zu
Berge stehen, wenn sie die, von der Bande
Protogeroffs begangenen Freveltaten hören
werden, von diesen Leuten, die den Namen
Mazedoniens und des mazedonischen Werkes
mißbrauchen.»

Es wurde klar gelegt, daß Proscheff nur ein Scherge
war, der von diesen traurigen Subjekten entsandt worden
war, um zu töten. Die Wiener Öffentlichkeit hat wieder
einmal ohne sich mehr zu wundern, gesehen, daß es Maze-
donier gibt, die ihr eigenes Volk mit hartnäckiger Wut
verfolgen.

Dies ist eine ebenso niedrige und verbrecherische
als unleugbare Tatsache. Es gibt Mazedonier, die ihr
eigenes Volk mit hartnäckiger Wut verfolgen, nur um durch
Mord und Treubruch zu versuchen, die widerrechtlich er-
oberten Stellungen zu behaupten. Die ORIM, die alte ORIM,
dieses schöne Werk der mazedonischen Freiheitsbewegung,
die ORIM Gotse Deltscheffs, Grueffs und San-
danskys, wurde nach dem Tode der Helden, seiner
Gründer und Führer, durch von der bulgarischen Regierung
bezahlten Leuten überschwemmt, die in ihrer Sucht nach
Gewinn und «Ehre», die Glorie der früheren ORIM
ausnützten. Sie eigneten sich widerrechtlich diesen Namen
an. Unter diesem Namen der ORIM vollführen heute
die im Solde der bulgarischen Regierung stehenden
Banden Protogeroffs und Mikhailoffs ihre Verbrechen gegen
das Werk der mazedonischen Befreiung, verfolgen mit hart-
näckiger Wut das mazedonische Volk und versuchen die
Kämpfer der mazedonischen Freiheitsbewegung zu töten.

Im Prozess des Proscheff wurde bewiesen, daß dieses
Individuum den Auftrag hatte, Dimitri Vlahhoff zu
töten. Proscheff, Tänzer von Beruf, oder wie er sich selbst
nannte «Professor der Tanzkunst», verhandelte, als er sah,
daß sein Beruf zu wenig Gewinn brachte, mit der Bande. Er
ließ sich Geld einhändigen und erhielt den Auftrag,
Vlahhoff zu töten. Während fünf Monaten konnte er
seine Mission nicht ausführen. In Sofia wurde man unge-
duldig, wollte für sein Geld auch etwas haben, telegraphierte
ihm nun den Auftrag, da er Vlahhoff nicht töten könne
«Ware minderer Qualität» aber in diesem Falle «mindestens
zwei» (laut Text) zu töten. Inzwischen war Proscheff mit
seinem Vetter Slawe Ivanoff in Verbindung getreten.
Slawe Ivanoff wohnte mit Dr. Athanassoff. Die
Beiden hatten vor einigen Jahren Verbindungen mit der
neuen mazedonischen Freiheitsbewegung, Verbindungen
welche seit längerer Zeit abgebrochen wurden. Es ist jedoch
anzunehmen, daß Slawe Ivanoff trotzdem zu Proscheff von
diesen Beziehungen als noch bestehend gesprochen hat. So
haben Ivanoff und Athanassoff auch an der Gerichtsbarre,
wir wissen nicht auf welcher Grundlage, laut erklärt,
Führer, ja selbst Gründer der neuen Mazedonischen Freiheits-
bewegung, der ORIM Unifiée zu sein. Wenn daher Slawe
Ivanoff in seinen häufigen Gesprächen mit seinem Vetter
Boris Proscheff dieselbe Rede gehalten hat, die er gut fand
vor Gericht zu halten, indem er sich für einen aktiven
Kämpfer und Führer der neuen mazedonischen Freiheits-
bewegung, dieser verruchten ORIM Unifiée ausgab, welche
Protogeroff und Mikhailoff unschädlich machen und ver-
nichten wollen, wenn Slawe Ivanoff, so wie er es bei Gerichte
tat, auch Proscheff gegenüber sich gerühmt hat, beinahe ein
Pfeiler der ORIM Unifiée zu sein, so ist es nicht verwunder-
lich, daß Proscheff, der nicht mit den inneren Angelegen-
heiten der ORIM Unifiée vertraut war, Slawe Ivanoff
Glauben schenkte und es ist weiter nicht verwunderlich,
daß er, da er den Auftrag Protogeroffs und Mikhailoffs
Vlahhoff zu töten, nicht ausführen konnte, andererseits aber
fürchtete, unverrichteter Sache nach Sofia heimzukehren,
daran dachte, von den Verbindungen mit Slawe Ivanoff zu
profitieren um den zweiten Eventual-Auftrag auszuführen,
den Auftrag, im Falle des Mißlingens «wenigstens Ware
minderer Qualität», aber «zwei Kisten zu katzen»? Denn
Slawe Ivanoff und Dr. Athanassoff waren für Proscheff auch
Kämpfer und Führer der ORIM Unifiée. Proscheff gab
gegen Slawe Ivanoff und Dr. Athanassoff, gegen diese zwei
Mazedonier, die Revolverschüsse ab, da er sie für maze-
donische, revolutionäre Kämpfer der ORIM Unifiée hielt.

Glücklicherweise trafen sie die Kugeln Proscheffs nicht. Proscheff wurde verurteilt. Das mazedonische Volk mußte noch einmal die Demütigung erdulden, von dem Gerichtshof eines zivilisierten Landes bestätigt zu sehen, daß mazedonische Emissäre, Schergen und Condottieri Europa überfluten, und in ihrer Tasche den Auftrag zu töten mit haben, jene zu töten, die durch Wort oder Feder die kriminelle Handlungsweise Protogeroffs und Mikhailoffs bloßlegen. Diese Sendboten haben den Auftrag, um jeden Preis mazedonische Kämpfer zu töten. Diese kriminellen Handlungen schaffen die unheilvollsten Taten gegen das Befreiungswerk des mazedonischen Volkes.

Der Urteilsspruch gegen Proscheff war der Urteilsspruch der europäischen Demo-

kratie und der öffentlichen Meinung des Auslandes gegen die Handlungsweise der Protogeroff und Michailoff. Die ganze öffentliche Meinung, die ganze europäische Presse, hat die Methoden dieser Saboteure des mazedonischen Befreiungswerkes verurteilt. Man darf sich jedoch nicht damit zufrieden geben, diese Handlungen bloßzulegen und zu rügen. Man muß diese Verräter weiterhin zu demaskieren und ihr wahres Gesicht zu zeigen wissen. Das ist's, was stets in den Spalten dieser Zeitung verfolgt wird und was alle Freunde der mazedonischen Sache fortsetzen müssen, bis es den Verrätern unmöglich gemacht wird, das mazedonische Befreiungswerk zu verhindern.

Louis Mesnard

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Vrasja e Ceno Begut

S' kan kalue mirë dy javë qi u vrá Ceno Begu, dhe shtypi zyrtár i Çekoslovakis na paraqet pëjnat e organisatorvet e ndihmësvet të vrasjes.

Këtu duem të paraqesim vehtem atë ç' thotë shtypi i vëndit ku ndodhi vrasja, tuj ditue karakteret e ndjerzvet qi janë mbrendë n' ket vrasje, dhe tuj paraqitë ato qi mbshehen pas këtyne ndjerzvet.

Pik s' parit duhet konstatue se vrasja është një vrasje politike, si e ká thanë dhe vrasesi vehtë.

Shtypi i Prages na njofton dy fakte shumë me randësi: së parit se vrasesi parit e udhimit dhe per shpenzime të tjera i ká marrë prej një italiani emnit Baldacci; së dytit se Konsulli i Ahmedit në Vjenë i famëshmi Çatin Saraçi, u mundue në Prage, me qitë disá letra në valigjet e Cenos e me xierrë disá të tjera; me xierrë ato letra në të cillat ish i komprometue aj vehtë e me qitë disá të rrëjshme, me të cillat do t' u komprometoshin emigrantet. Policija e gjeti Çatinin tuj bá ket manovrë të dëjë të personit të tij, dhe shtypi u ditue shumë i zëmruem prej të prumit të tij.

Këto i ká konstatue të gjitha shtypi i vëndit, një shtyp objektiv qi mundohet me gjetë të verteten, e qi mundohet me zbulue personat qi kan gisht në ket vrasje.

Të shofim tash se në ç' shkallë morale janë karakteret e personavet qi janë të komprometeme prej shtypit të Prages.

Ndoshta jeta e tyne e perparshme asht aq e kjiartë sá hjek ç' do dyshim. Të shofim kush janë këtu dy persona, italiani Baldacci, dhe shqiptari Saraçi, gjind të ndershem, a por gjind qi i ká dalë boja me kohë?

Baldacci, është një italian, qi kje perdorë e perdoret gjithnjë prej zyrevet italiane në marrëdhajet me ballkanas, n' asi çeshtjesh qi s' kan një karakter të kjiartë, e me të cillat nuk munt të merren zyret direkt. Agent ballkanas të Italis, gjithmonë marrëdhajet i kan me Baldaçat e shokët e tij.

Çatin Saraçi, i ká dalë mami i zí me vrasjen e Gurakuqit. Çatin Saraçi asht një djalosh qi s' kje i zoti me krye as klasët e para të shkollës gjytetse; mbasi librat e tij ishin bigjozi dhe grát e rrugavet, kje perzanë prej shkollës. Ky farë mallit báhet Konsul në Bari per t' i pregatitë pusin burrit ma fisnik të Shkoders. Me ndimen, vllajt të tij Patuk Saraçi, një tregtarit-shakllaban, ja cillin vorrin Luigjit te shkretë, per një grusht napuliona qi ja hiedhë Ahmeti si qëvet.

Kushrini i dëjë i Saraçvet, kriminali Baltjon Stamolla, vret në Bari Luigj Gurakuqin. Çatini deri sá e shef Luigjin, qi deri dje kish hanger buk me të, të shtim per dhé, nuk larogohet prej lames të poshter të pusis. Këto të gjitha i ká konstatue, shtypi i Barit, Gazzetta delle Puglie, dhe i ká dishmne një zyrtár i naltë italian. Në sá në Shqypni hapet si rrëfeja vaji per vrasjen e Gurakuqit, Patuku nget në Tiranë, per të marrë arin e Judes trathtuer.

Vrasja e Luigj Gurakuqit, u spekule prej Italis, per t' a shkputë Ahmetin prej Paçiçit e per t' a bá vasalin e Fashismes. Baltjon Stamolla, kriminali per eccellenza, kje lanë i lir, si mbas fjales të prokurorit, „per të prue kulturen në Shqypni“. Perpara veçse kje nenshkrue konçesioni i Bankes aj konçesion

qi e bje Shqypni nën zgjedhen ekonomike t' lialis. Se Baltioni ish në lidhje me Çatin Saraçin, e provon dhe originali i një leter qi u mundue me i dergue kriminali Baltion shokut të tij, Çatinit: Fac-simile i kësaj leter kje botue dhe në fletoren shqyp-tare qi del në Genevë, në „Lirin Kombetare.“

Çatin Saraçi prá, ky farë malli, organisatori i vrasjes së Gurakuqit, na del prap në scenen e atentavet.

Të shikojmë tash se kush ish Ceno Begu, dhe se ç' rrolë lote sot ku nieri.

Ceno Begu ish një shqyp-tár vehtem me emen, pse shpirti i tij ish serb. Kuer ká muejtë ky nieri i ká damtue çeshtjes shqyp-tare per interesë së çeshtjes serbe.

Ceno Begu ish aj qi lavderohesh per vrasjet e Bajram Currit, të Gurakuqit e të Zia Dibres e të tjervet, tuj thanë se këto ndaloshin miqsin e Shqypnis me Serbi, prá shpirti i tij ish kurdoherë Serbia. Deri sá Ahmeti vate me Serbin puna vate fare mirë per Ceno Begun, por kúr Ahmeti u bá vasali i Mussolinit atherë Ceno Begu rá ngusht. Konflikti u ditue në rasen e traktatit me Italin. Cenoja vegël serbe, rá në kundershitim me Ahmetin, vegël italianë: perfaqësuesi në kundershitim me atë qi perfaqësote. Kjo ish gjendja e mrame nermjet t' Ahmetit e të Cenos: një gjendje hostiliteti.

Të shofim tash se ç' rrol politik lote Cenoja. Cenoja ish e do t' ish gjithnjë vegla e Serbis, prá i damshem per Italin e per ato qi shkojin me Italin. Në një revolucion qi munt të báte Serbia kundra Italis, në Shqypni, Cenoja domos do t' ish në krye: prá Cenoja ish per Italin si ferra në sye.

Mbas këtyne faktevet objektivte të pá-kundershtueshme, shtypi i Prages, na paraqet të komplikuem n' atentatin e Cenos, emnat e Baldaccit e të Saraçit, emna të famëshme n' të tilla zanate.

Çka është Saraçi per Ahmetin është Baldacci per Mussolinin.

Pëjnat e atentatit duhen kerkue në Romë a por në Belgrad, a por në te dyja bashkë.

Berlin, fundi i Tetorit.

O. Leti

Çashtja shqiptare e sotshme

Për me i kallzue opinionit publik, ma hapët, intrigat qi po luhen sot në Shqypnië; po baj një shkurtim mbi fazat e 3—4 vjëtve të kësaj skene.

Fati i këtij vendi të ri e të vogël, ka mbetë në dorë të feodalëve, bejlerve qi kurdoherë kan përipi giakun e popullit. Në kohë të sundimit turk, prap këta feodalë jan ken futë në administratë e në qeveri, kan pas rrjepë likurën e popullit e kan pas spekule tue ba intriga e dallavere me mbretniët e hneja e kështu kan pas marë më qafë me miina shqiptarë, e shkaktue ngjarje të përgjakshme qi kan vashdue me vjet. Nuk po i përsërit këtu ato skena të kaluëme; veç për me treguë se katastrofa e sotshme qi i ka ardhë mbi krye vendit t'one asht po si ajo e djeshmja, e rolet e luejtuna sot jan bash si ato të djeht, më duhet me prekë e me i kujtne pak edhe ngjarjet e kaluëme.

Qe shkurtimi i tyne:

Për me pastrue vendin prej invazionit të huejve, krejt populli çohet në kambë, ban luftën e vet historike kundra fuqivet e mëdhaja italiane, e me një grusht forcë nacionale italianët i derdh në det. Topi, mitraliozi e dritnauti nuk bajn pare përpara vullnesës së popullit, e kështu, vendi mbetet shqiptar e burr — shqiptar; dhe jo italian.

Shqipnia e vërit, deri në gra e armatosun me sakica e spata, ban lufta të përgjakshme kundra sërbeve shkelës, fuqit e tyne të rregullshme i derdh në Dri, e vendi, mbetet shqiptar e i lirë; e jo serb. Këto lufta e përpjekje, i ka ba massa vet e popullit me klasën intelektuale, e jo feodalët qi i dalin zot vendit veç për t' a rrjepë likurën e popullit.

Qe, do shembuj tipik si argument për këtë dava:

Mufid begu, një feodal që sundimtar i Italis në Gjinokastrë. Populli çohet me ba kongresiu e vet historik në Lushnjë e thot: Të huejt duhen qitë jashtë Shqipnis, na duhet t' i mbështetemi-vetëm vullnesës s' onë; kur një i huej nuk mund të bahet mik i ynë! Sundimtar i Italis Mufid Begu, në krye të fuqivet italiane çohet me e shpërda kongresin!

Një ndër oxhaqe qi ka thithun gjak shqiptari, aj i Toptanit, qet një Esad Pashë qi bahet serb e lufton kundra masës së popullit qi përpiket me e fitue independencën e — vet: tue e përballë me fuqi serbe. Një Avni Rustem i ri; shkon në Paris e me gishtin e vet e ndalon këtë katastrofë, tue e shtri për dhe at komandant të serbit, e shpëton vendin.

Kështu me përpjekje të përgjakshme e me mijna sakrifica fitohet një farë independence e ngrifet një qeveri. Por pa turp, prap ata bejler e feodalë shkojnë në qeveri, tue i trashë maskat në fytyrë bahen ministra e regjentë e deklarohen si popullorë e dashamirë të masës e të kombit.

Qe një Ahmed Zog, nipi i Esad Toptanit shtihet nacionalist. Të parët e nacionalistëne, të lodhun prej vjetve, e mueren në mes të tyne këtë fëmi dhe e ban komandant e ministr të mbrendshëm.

Kur timoni i qeveris nisi me shkue shtrembët e mshehtas filloj protekcioni i njerzve të Serbis në Shqipni; at-herë nisi edhe dyshimi mbi këtë Esad Pashë të vogël. Esadi i vogël ministrin e mbrendshme e muer me tapi. Atë nuk mund t' a jap thot; dhe populli i lodhun e ban kryeministr.

Ahmedi prap s' e len ministrin e mbrendshme dhe i mban të dy ministrin. Nuk kishte mbetë ma nder e dignitet në fuqit qeveritare. Beqir Walteri i ri, vendon me i dhanë fund kësaj të keqe, me gishtin e vet në parlament. Esadi i vogël shpëton me dy plagë të lehta, dhe tue hedhë posht maskën prej fytyre, mer ma së parit gjakun e dajës së vet, të Esadit math. I mbush xhepat e një katili rrugac dhe e vret Avni Rustemin në mes të rrugës, djalin ma të shejt të vendit t' onë, dhe studentin ma fisnik të shkollës normale të Italis.

Qe, skena e vërtet e livizjeve politike në Shqipni, me plumbin e këtyj katili del në shesh.

Tan populli shqiptar, grumbull bujar e fisnik i kombit, mblidhet në krye të kufomës së djalit të vet të shejt, qan e rrënkon e kufomën e përcjell për Vlonë, në qaben e kombit, ku edhe e vorroj pranë vorrit të Babait t' independencës. Vargu i math i funeralit rrok armët e mbas një lufte qi vazhdon 15 ditë e shtrëngon-Esadin e vogël me e lanë vendin. Ahmedi nacionalist e popullor, tue i marë edhe topat e shtetit arratiset në Serbin e dajës së vet e kështu vendi skpëton dhe prej këtyj gjarpni të msheftë.

(Vijon)

Rassid

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Liberalii în panică Carliștii la muncă

Guvernul domnului Brătianu a întreprins un atac împotriva intrigilor și urzelilor conspirative ale prietenilor lui Carol. Fostul sub-secretar de stat la finanțe în guvernul Averescu, d. Manoilescu, care se întorcea dela Paris, unde avusese conștătuiri semnificative cu fostul prinț-moștenitor, a fost arestat la frontieră și transportat la Jilava; la aceeași Jilavă în care, nu prea de mult, guvernul din care făcea parte acelas domn Manoilescu înmormânta zeci și sute de muncitori și țărani revoluționari. Pentru ea guvernul marelui burghezii să ia asemenea măsuri radicale împotriva unui mare-burghez însuși, cum este d. Manoilescu (care va apare peste câteva zile în fața Consiliului de Război menit doar numai pentru condamnarea »bolșevicilor«) trebuie fără doar și poate ca panica în rândurile liberalilor față de pericolul carlist să fie mare de tot. Dar cum se explică faptul, că o intrigă țesută de către câțiva ciocoi carliști a putut dăzlanțui panica și frica într'un mare partid, cum este cel al liberalilor, și într'un guvern tare, cum este acela al domnului Brătianu? Explicația trebuie căutată acolo, că criza economică, socială, politică și de stat a devenit insuportabil de ascuțită, că vulcanul pe care este ridicată schelăria României-Mari începe să huruie cu violență, că se îngrămădesc semnele premergătoare ale exploziei inevitabile și apropiate.

Până acuma domnia absolutistă a clicei financiare liberale se exercită cu o relativă stabilitate dictatorială la adăpostul monarhiei și cu ajutorul marilor moșieri. Politicește această dominație se exprima prin alternarea guvernelor liberale și averescane, alternanță în care cele din urmă jucau rolul de locotenentă pentru intervalele de timp, în care liberalii socoteau că trebuie să liniștească opinia publică din lăuntru și din străinătate retrăgându-se în umbra unei opoziții dubioase. Dar în ultimii ani această stabilitate politică a început să se clatine. Pedeparte liberalilor nu le-a reușit să »distrugă« Partidul Național-Tărănist, iar pedealta acest partid, care reprezintă burghezia mijlocie și chiaburimea și care a capitulat în fața regimului

în ființă, cere pentru această capitulare concesiuni politice și economice din partea liberalilor. La rândul lor liberalii, din pricina dificultăților dinastice, simt nevoie de sprijinul unui partid popular și puternic, cum este P. N.-T., mai ales că liberalii încep să aibă dificultăți și din partea marilor proprietari de pământ și a păturilor capitaliste ostile trustului financiar liberal, dificultăți exprimate politicește prin opoziție și intrigi din partea Partidului Poporului al generalului Averescu. Situația liberalilor a devenit mai dificilă și din pricina persistenței ostilității capitalului străin, fără de care România capitalistă nu se poate reface și dezvolta, dar care refuză să vină în țară atâta vreme cât liberalii nu vor renunța la monopolul economic pus asupra avuțiilor țării în folosul băncilor lor.

Criza economică (reducere grozavă, se poate spune paralizare a activității industriei lemnului, scădere catastrofală a prețurilor la produsele petrolifere, recolte deficiente care reduc la mizerie disponibilul exportabil al cerealelor, etc. etc.), șomajul teribil într'o măsură cum muncitorimea din România nu l-a cunoscut încă, scumpetea crescândă în timp ce criza deflaționistă este în toi, — toate acestea sunt baza pe care situația politică a liberalilor devine mereu mai subredă și mai nesigură. Până acuma axa pe care se grupau antagonizmele dintre marea burghezie financiară și agrară deoparte și burghezia mijlocie și mică dela sate și orașe dealta o forma lupta pentru putere dintre »oligarhie« (Partidele Liberal și Averescan) și »opoziția democratică« (Partidul Național-Tărănesc). Astăzi iluziile acestei opoziții de a doborâ pe liberali prin mijloace pacifice și parlamentare au fost risipite; în același timp însă ea s'a pronunțat definitiv și contra răsturnării prin mijloace radicale, de luptă efectivă de masă, revoluționare a stăpânirii băncilor. Această opoziție este deosebită în cătarea unui compromis cu burghezia stăpânitoare, compromis în care opoziția de până acuma, reprezentanta burgheziei mijlocii și mici și a chiaburimii sătești, să tragă cât se poate mai multe foloase.

»Lupta« dintre liberali și național-tărăniști ia deaceia forme nouă. Pedeparte național-tărăniștii amenință pe liberali cu permanentizarea intrigilor pe chestia dinastică; pedealta liberalii, siliți să se apere împotriva mișcării

carliste, care ia proporții și începe să treacă dela intrigi de clică la comploturi și agitație demagogică, se străduiesc să cumpere, însă pe un preț cât mai convenabil, sprijinul național-tărăniștilor întru păstrarea și garantarea «actualiei ordine constituționale». Național-tărăniștii sunt împărțiți în privința atitudinii de avut față de liberali — mai ales pe chestia dinastică. O parte, aripa dreaptă, este gata să cadă la înțelegere imediată cu liberalii. Grupurile țărăniștii din P. N.-T. însă inclină să jongleze cu chestiunea dinastică în credința, că printr'un asemenea șantaj în acest punct ei vor putea sili pe liberali la capitulare. Între aceste două curente centrul, care are conducerea Partidului, șovăie: el se teme de urgia liberalilor, gata să lovească fără milă pe cei ce nu ar voi să recunoască regenta și să renunțe definitiv la readucerea lui Carol; dar acest centru nici nu vrea să abandoneze definitiv speranța de a se folosi, la momentul favorabil, de chestia Carol pentru a lovi în dictatura liberalilor și a-și încerca norocul cu . . . o dictatură carlistă.

Mai hotărâți pe linia unei aventuri carliste sunt unii dintre averescani. Aceasta este și explicabil: în Partidul Popului gospodăresc și au adesea precumpănire în conducere tocmai grupurile de ofițeri și de politicieni carieristi, elemente de clasate și aventuriste. Sub influența acestor grupuri se manifestă înăuntrul Partidului Popului o puternică tendință carlistă. Arestarea domnului Manoilescu, care tocmai se întorcea dela Paris unde s'a întreținut cu Carol și cu care, se spune, ar fi pus și la cale intrigi și comploturi contra regentii și a dictaturei liberalilor, această arestare este o dovadă, că mișcarea pentru readucerea pe tron a lui Carol împotriva liberalilor este luată în serios de către liberali și că ea are motive să-i înspăimânte.

Decamdată lupta între liberali sub conducerea lui Brătianu și între partizanii lui Carol se mărginește înăuntrul «celor zece mii», înăuntrul păturilor «superioare» ale societății, înăuntrul aparatului civilo-militar al statului, înăuntrul ofițerimii și al studențimii. Dar sunt semne că mișcarea carlistă începe să treacă peste marginile acesteia strămte, străduindu-se să prindă rădăcini în masse pentru a le mobiliza în jurul legendei carliste. Trebuie să recunoaștem că falimentul, că politica capitulară, fricoasă de fapte și de luptă reală, a Partidului Național-Tărănesc a descărușat și demoralizat masele largi, mai ales pe cele țărănești, așa că demagogia carlistă, această formă românească posibilă a fascismului, poate găsi un teren favorabil. După ce masele țărăniștii și ale miciei-burghezii dela orașe au pierdut încrederea în mijloacele pacifice și legale, parlamentare, preconizate de Partidul Național-Tărănesc, și atâta vreme cât muncitorimea dela orașe nu posedă încă instrumentul politic destul de puternic pentru a putea lua sub influență și conducerea sa aceste mase în lupta contra dictaturei marelui burghezii, nu este exclus ca ele să cadă pradă demagogiei carliste. În fond însă carlismul nu este altceva, decât forma nouă, pe care o îmbracă lupta unei părți a burgheziei împotriva celeilalte, luptă în care național-tărăniștii fac, prin pasivitatea lor sau prin ajutorul ascuns pe care îl dau unei părți a marelui burghezii împotriva celeilalte, jocul reacțiunii carliste împotriva celei brătieniste, — amândouă deopotrivă de dușmane înfăpturii revendicărilor vitale ale masselor populare.

Mântuirea masselor populare orașenești și țărănești din toate provinciile României nu este și nu poate fi în instituirea unei monarhii carliste, ca purtătoare a intereselor unei părți a marelui burghezii, a marilor moșieri și a capitalului străin, împotriva unei monarhii brătieniste, purtătoare a intereselor bănelor liberele. Cine cultivă asemenea iluzii în sânul masselor sau cine nu se împotrivesc răspândirii și întăririi unor asemenea iluzii, — și acesta este cazul tocmai cu național-tărăniștii, — acela păgubește intereselor masselor largi populare. Numai luptând împotriva monarhiei de astăzi și împotriva celeia ce vâslește pe apele mișcării carliste, numai luptând pentru Republica Muncitorească-Tărănească în cadrul și ca parte integrantă a Federației Republicelor Balcanice, numai organizând această luptă, și aducând masele muncitorești și țărănești înși-le în luptă, numai astfel se poate grăbi și chezașii mântuirea masselor populare din România de astăzi.

I. Mateescu

In provinciile „eliberate” clocotește

În articolul său din numărul trecut al «Federației Balcanice» colaboratorul nostru d. Mateescu a schițat tendințele și mișcările separatiste, care s'au ivit, și încep să se manifeste din ce în ce mai fățiș, în sânul populației românești

însăși din Transilvania. Chestiunea prezintă o însemnătate deosebită și deaceia credem că facem bine, dacă urmăm manifestările acestor tendințe și mișcări și ținem pe ceterorii «Federației Balcanice» în curent cu ele. Căci cu cât mai puternice sunt aceste tendințe, cu atât mai slăbită este situația regimului dominant reacționar și asupritor din România și cu atât mai mari sunt sortii de mântuire a popoarelor din țara noastră.

Ostilitatea populației s'a manifestat, de curând, cum a arătat-o d. Mateescu, prin sabotarea manevrelor armatei executate nudemult în această provincie. Populația transilvăneană însă nu se mărginește numai la această rezistență demonstrativă. «Lupta» din 11 Octombrie revine asupra acestei manifestări semnificative și arată că ea este pricinuită, între altele, și de regimul de țară dușmană ocupată ce se aplică populației. Astfel sunt comune în Ardeal, serie acest ziar, care, pe lângă impozitele generale ale Statului, din care au și ele partea lor adițională, mai pun pe acelea și materii impozabile dări și mai mari decât acelea ale statului. Se plătește, de pildă, la stat un impozit de 120 lei pe hectarul de pământ. Comuna mai ia în plus o taxă de 140 lei. În fața acestui regim de jaf și de stoarcere prădalnică și ilegală populația reacționează prin greva plății impozitelor. «Populația, mai ales cea din Ardeal și Banat, refuză să mai plătească perceptorului, și administratorii trimit domnului Vintilă Brătianu rapoarte deperate, în care spun că înșiși prefectii, pentru ca să mențină ordinea, îndeamnă la neplata dărilor.»

Până la ce grad a ajuns clocotul în această provincie o ilustrează scrisoarea unui «cărturar din Ardeal», pe care o reproduce ziarul averescan «Înainte» în numărul său din 12 Octombrie, și din care cităm următoarele pasagii:

«Da, este adevărat că în toate provinciile »liberate« clocotește o ură întinecată, dărză și gata să se deslănțue în furtuni catastrofale.

»În Ardeal, unde trăesc, unde am frați, rude și prieteni, cari toți ne-am luptat, am suferit și jertfit totul pentru întruparea României-Mari, nu mai e nici o putere omenească în stare să înfrâneze ura.

»Toți pândesc clipa ca să facă . . . ce? Să dărâme sistemul »țigănesc« fără rușine al celor ce conduc țara.

»Să dărâme totul ori-ce s'ar întâmpla.»

»Răbdarea românului ardelean e vestită.

»A răbdat și a așteptat aproape zece ani.

»Știa că începutul oricărui gospodării noi e greu. Acum însă, de când »țigani«, — cum zic, — și-au alungat din țară pe moștenitorul tronului ca să ajungă ei împărați, nădejdiile viitorului s'au înorat și toată lumea a ajuns la credința că se vor întoace vremile lui Horea și ale lui Iancu, când ardelenii vor lupta iar sub steagurile împăratului pribeag, de astădată, însă, împotriva »țiganilor« din București.

»Acesta e crutul și durerosul adevăr.

»Poți să-l condamni și să-l terorizezi cu jandarmi, cu baionetele armatei, dar de înăbușit nu-l poți, fiindcă peste suflete numai D-zeu e stăpân.»

»Țin, însă, să pun punctul de i. Pricina tuturor, dar a tuturor rețelilor din România Mare, e a se căuta sus, sus de tot. Acolo, minciuna, fățărnicia, preacurvia, ilegalitatea și hoția, sunt cele 5 porunci ale stăpânirii.

»Stăpânirea și numai ea singură, e de vină, că după zece ani dela Unire, Ardelenii și ceilalți se gândesc cu ură la București.»

Scrisoarea aceasta constituie un document de-o neprețuită valoare. Și faptul că este »Indreptarea«, ziarul unui partid »patriotic« și »deordine«, acela care o publică, ridică și mai mult valoarea acestui document. Numai sezizând semnificația lui putem înțelege groaza sub care trăește astăzi guvernul și clică liberală stăpânitoare. Această stăpânire e clădită pe nisipuri mișcătoare, și furtuna care își trimite solii la orizont zguduie siguranța, stăpânirea de sine și încrederea în sine a oligarhiei.

Semnificația stării de suflet a populației ardeleni, pe care am ilustrat-o în rândurile de mai sus, este cu atât mai grea, cu cât pentru răbdarea proverbială a poporului ardelean numai începutul e greu. Așa cum o spune »Indreptarea« din 10 Octombrie:

»Guvernul să ia seama. Pentru oameni de o psihologie lentă, caracterizată de prudență și chibzuire, de capacitatea de răbdare, — cum este populația românească a Ardealului — dificultatea reacțiunii o constituie începutul, primul gest . . .

»Istoria Ardealului ne arată că odată ce începutul reacțiunii împotriva asupririi a fost schițat, urmează precipitări care nu se știe unde pot duce — sau, din nenorocire, se știe bine.»

Delabla

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Реакцията в България беснее

Тя се засилва все повече и повече. Отговорни и «неотговорни» фактори разполагат не само с правата и свободите на гражданите, но и с техния живот. Всеки ден българския печат донася сведения за най-брутално тъпкане, за най-цинично гаврене с правата и свободите на гражданина. Последните дни напомнят времето на най-черната реакция и най-страшния терор на режима Цанков—Русев—Вълков.

Работническият печат се преследва най-брутално. Конфискуват се легалните вестници, които отстояват интересите и правата на трудящите се маси. През последните дни само се извършиха 33 конфискации на трудовите вестници: Новини, Работническо дело, Земледелско възбуждане, Младежка дума, Наковалия, Единство и др.

Над редактори и технически лица в тия вестници се извършват всевъзможни шикани, тормоз, заплашвания. Полицейските органи постоянно ги викат в полицията, детективи постоянно ги следят, жилищата им се «охраняват» от «неотговорни» фактори, арестуват ги, разтакват ги при полицейски и съдебни «следователи», образуват дела — които, или се прекратяват, или се разглеждат, както беше неотдавнашния случай с процеса против целия редакционен и технически персонал на Новини, който се приключи с оправдаването на всички «обвиняеми». Срецу всички тия вестници има заведени дела. Предстоят нови процеси. Срецу Новини само са заведени нови три дела. В София и на много места в провинцията, полицията пречи на настоятелите на трудовия печат да го разпространяват, като ги арестува и ги заплашва с «безследни» изчезвания. Много абонати не получават тия вестници.

Полицейските и административни власти вършат най-големи произволи и насилия над професионалните и работнически организации. Пред нас е изложението на Съюза на независимите работнически синдикати до правителството, в което се излагат безбройни факти на насилия над местните професионални организации и синдикални дейатели: арестуват се синдицирани работници, разтурят се синдикални събрания и такива на техните настоятелства, заплашват се синдикални дейатели, нанасят се побои на последните; нападат се и запечатват клубовете на работниците, заграват се архивите на синдикатите и ред други възмутителни насилия се вършат над работничеството и неговите организации. Същото нещо се върши и по отношение на Работническата партия. Арестуват се членове на тая партия, разтурят се нейни събрания, затварят се нейните клубове.

Този насилнически поход на сговористката власт се върши и против Земледелския съюз. Неотдавна в Плевен е била разтурена окръжната сбирка на младежите земеделци от Плевенско; там е било забранено и свикването на окръжната сбирка на Земледелския съюз.

Насилията се пирият из цялата страна. «Неотговорните» фактори са всевластни. Случая с убиването, при «опит за бегство», на народния учител Георги П. Исаев и с изчезването на архивата по това дело, където се установява, че члена на дружеството Кубрат, който си Николов е убиеца на Исаева, този с нападението на съда в Тржи от една банда, на чело с същия кубратист, дошла с камион от София, за да задигне възстановените документи от бащата на убития, и да унищожи образуваното второ дело по това убийство, барикадирането на съдиите в зданието на окръжния съд — всичко това дава ясна представа за хазаиниченето на разните отговорни и «неотговорни» фактори в България. Тия фактори вършат зодуми и насилия в цялата страна.

Особено в Петричкия и в Плевенския окръжи и специално в Ловечко и Троянско, населението е кански пропичяло от насилията на полицията и разните фашистки команди.

В Петричкия окръж населението живее много по-зле отколкото в всека една завоювана страна. Там «безследните» изчезвания не са престанали нито един ден. До нас долигат сведения, че в последно време, в Горна-Джумая, всеки ден се отвеждат с един автомобил македонски селяни, еснафи и работници и се изкарват вън от града и убиват и труповете им се хвърлят в Струма.

Известни са убийствата, които се извършиха миналата година в Троянско и Ловечко. Повече от 100 души селяни и работници беха убити и целото лето беха държани тия две околии в обсадно положение. Населението прекара цели два месеца при най-страшни ужаси. Сега отново, под предлог, че преследват разбойници — полиция и войска е предприела цела усмирителна акция. Толкова големи са били насилията, толкова възмутителни са били действията на полиция и войска, че даже Българската лига за защита правата на човека се е принудила да излезе от своята пасивност и да протестира пред Ляпчева против безобразията, които неговите органи вършат в тия две околии. В протеста на Българската лига се изнася, че тия две околии са поставени в обсадно положение, че никой не може да излиза на повече от 500 метра вън от населените места, че се заставят селяни и граждани да осветляват нощно време всички здания, под страх, че ще бъде веднага изгорена всека къща, която не е осветлена през нощта. В протеста се посочват случаи на физически и смъртни наказания направо от усмирителните команди, без съд и присъди, като се изброяват само известните на лигата случаи на убийства и арести, — а именно: Вжжаря от с. Слатина, Ловечко, убит, Петко Узунов от гр. Ловеч, убит, 6 души от с. Радювени, на чело с бившия кмет Петко В. Караджов, са били задигнати и до днес не е известно, къде се намират, т. е. те са изчезнали «безследно»; 10 души от с. Слатина и 4 души от гр. Ловеч, са били арестувани; говори се също тъй за много случаи на бегство и «безследни» изчезвания.

При режима на Сговора, насилия и терор се вършат и над политическите затворници. В колоните на тоя вестник често се излагат случаи на садистки измъчвания. Неотдавна беха извършени насилия и инквизиционни мъчения над арестувани младежи в Пловдив, обвинени в участие в конспиративни организации; всички «обвиняеми» — на брой 34 души, заявиха в съда, че те са били бити и изтезавани по най-зверски начин, че всички техни «показания», дадени пред полицейските и съдебни следователи са били изтръгнати с насилне — всичко това, разбира се, не погречи на съда да осъди двама младежи на смърт и около 20 души на най-тежки наказания.

А в същото време хилядици политически затворници лежат в тъмните зандани на сговористка България, подложени на един тежък режим, — режима на обикновените криминални затворници, и семействата им: бащи, майки, жени, деца, — са лишени от техната подкрепа, те прекарват в най-тежка мизерия.

За характеристика на непоносимото положение, в което тия жертви на фашистката диктатура се намират, ние ще посочим на апела, който комисията за пострадалите семейства е отпратила до председателя на Народното събрание, редакциите на всички вестници, до политическите групировки и представителите на разните културни и благотворителни дружества. След като се излага положението на семействата на политическите затворници, емигрантите, тия на «безследно» изчезналите и на всички пострадали от събитията, — а то е черна мизерия, глад, изразждане, безработица, комисията моли всички хуманитарни дейци, в името на дълга към поколенията, в името на човешката и справедливостта, да се застъпят: за една пълна и безусловна амнистия, за премахването на противоконституционния закон за защита на държавата, за даването на държавна помощ на пострадалите от събитията и за закрила на правата и свободите на гражданина, с което ще се допринесе за нормализирането на живота в България.

Ще чуат ли хуманитарните дейци гласа на жертвите на белия терор в България?
Д. Влахов

Пробуждането на комитаджиите и истинския мир на Балканите

Инцидентите, които се разыграха в края на септември на българо—сръбската и гръцко—сръбската граница и за които европейския печат даде известни сведения, заслужават да бъдат по-отблизо разучени. Когато четите, организирани

за сметка на македонските автономисти и на тия които ги поддржат вършат своите набег, мира е застрашен. Никой не е в състояние да предвиди до къде могат да стигнат тия подвизи, на какви влияния те се дължат и какви последици могат да причинят тия атентати.

Европейския империализъм и днес още продължава да играе роля на Балканите, както това беше преди 25 години: империализма на второстепените сили, които нямат достатъчно големи владения и империализма на великите сили, за които малките държави служат само като пиони в шахматната дъска. В миналото, Германия, Австрия и Русия господствуваха над събитията на Балканите чрез България, Сърбия, Гърция, Рومъния и Турция. Сега Англия, Франция и Италия заеха техните места, съгласно тайните конвенции, които те са сключили с Белград, София, Атина или Букурещ. Само Турция не се интересува повече за тия кървави перипетии на Балканите, защото нейните погледи са обрнати към Азия и на нашия континент тя има само един париградски балкон. Обаче, нито Германия, нито Австрия, а още повече Сввѣтска Русия, не могат да останат напълно индиферентни към македонските работи.

Когато комитаджиите беа извършили атентата в района на Гевгели и се опитаха да извършат такъв и в този на Сопун, всички държави на юго-източна Европа беа се раздвижили, и разбира се, знае се защо. По традиция, когато некоя от тия държави иска да атакува друга измежду тях, тя почва с изпращането на некоя чета, която винаги има за цел да провокира известна враждебност. Те са ония спомени, които и днес още тежат върху населениата от тия места и върху дипломатите. На Балканите никой не верва, че комитаджиите могат да действуват по своя собствена инициатива, без да не са получили известни инструкции от некоя дипломатическа канцелария.

Първата грижа на югославянското и гръцко правителство, чиито граници претърпѣха известни удари, беше да държат отговорно българското правителство. Беа ли те събракали? Беа ли техните оплаквания измислени? Обратно, ако комитаджиите беа разрушили некое българско село, правителството на Ляпчев щеше да обвини за това правителството на С. Х. С. и обвинението безспорно не би било несправедливо. Постъпки беа направени в София от представителите на Гърция и Югославия. Постъпки сърдечни, според едни, настоятелни според други. Но това, което е сигурно е, че мира на Балканите е застрашен, а това представлява известна опасност. Но твърде чувствителни съвпадения идат да потвърдят, че тая опасност става още по-заплашителна, отколкото това изглеждаше в началото.

Оставени сами на себе си, Югославия, Гърция и България са не по-малко огнища на пожар. Коя е ролята на Италия? Като чете човек римската, миланската и туринска преса, която изцяло е фашистка, не може да не забележи, че тя отдава една особена важност на събитията, които се

разиграват на Балканите. Тя изпрати специални пратеници не само в столиците, но и в всички почти населени центрове. Тя се показва особено строга по отношение на Югославия, не толкова строга към Гърция и особено любезна към България.

Българското правителство е войник на фашистка Италия, както то беше в миналото на централните сили. Треба да се предположи, че както политически, тъй и финансово то се издържа от Римския кабинет. Тоя последния нема защо да прави пазарлък за неговата подкрепа, защото сътрудничеството на Ляпчев му е много ценно.

Това сътрудничество се явява за него още по-необходимо, особено при днешното положение на Балканите.

Нека разгледаме това по-добре.

Сега имено, през месец октомври, беше определено откриването на преки преговори между Рим и Белград. Касае за един тежък конфликт, който даже и когато спим, не може да се забрави. Югославия упреква Мусолини, че иска да постави Балканите под свое опекуство, посегайки върху независимостта на всички балкански държави. Тя го обвинява, че е превърнал Албания в свой протекторат чрез фамозния Тирански пакт, който, по некакъв начин, е изменил общото положение в юго-източна Европа. Тя го обвинява още, че е увеличил тайните въоръжения по албанския брег и в вътрешността на самата Албания и че е направил от Ахмед Зогу един плащан от него обикновен полицейски началник. Римското правителство, от своя страна, се оплаква от Белград, че той храни империалистически амбиции и че иска да простре своето владичество чак до Адриатическото море. Конфликта е обезпокоителен: възможно е, щото Рим и Белград да имат право в това, което им се приписва. Италия и Югославия беа подписали Нетунското съглашение; сръбския парламент обаче, отказва да го ратифицира. Напротив, Мусолини заплашва пак да повдигне целата проблема на адриатическия брег, където са размесени италианци с южни славяни. Очевидно е какъв интерес той би имал да счечели България и какви интереси той има да осуети едно българо-сръбско сближение, за което напоследък твърде много се говори. Така биха могли да се обяснят акциите на комитаджиите, които са получили заповед от Ляпчев, а той от Мусолини. В момента, когато ще се съберат италианските и югославянските дипломати, Мусолини търси да уражни натиск върху Белград, като си служи с опасността от българския реванш.

Всяко това показва, за лишен път, че настоящия ред на нещата — ако има изобщо ред — е много несигурен на Балканите и едно прегрупиране силите на полуострова, в настоящата стадия, е химера, защото тия сили се съмняват една в друга и се намират под чужди въздействия.

Заклучението е, че Балканската Федерация съставлява база на мира.

Пол Луи

МЕМОАР

представен на Междупарламентарната Конференция в Париж от Парижкия комитет за защита жертвите на белия терор на Балканите

Тиранията, която упражняват сегашните балкански правителства, както върху трудящите се маси от своите собствени народи, тъй и върху националностите, които те са поробили, е толкова възмутителна, щото разни хуманитарни дружества, лиги, комитети и пр. от цела Европа, всекога се обединяват за да подпомогнат борбата, която нещастните балкански народи водят винаги с една нарастваща енергия за своето освобождение.

В колоните на нашия вестник ние винаги сме давали място на апелите, адресите и протестите, които разните европейски и балкански институции и групировки са отправяли в полза на освободителното дело на народите от Балканския полуостров.

Парижкия комитет за защита жертвите на белия терор на Балканите е отправил до Междупарламентарната Конференция, която е заседавала на 25 август т. г. в Париж, един мемоар, съдържащ много ценни документи. Ние съжаляваме, че, по липса на място, не можем да публикуваме изцяло този мемоар, който изразява с таква компетентност и обективност страданията, които балканските народи понасят. Ние възпроизвеждаме само най-главните пасажии от него:

В балканските държави властта се намира фактически в ръцете на организации, стоящи извън парламента, те са изобщо военни, а понекога и граждански. Тези организации

използват постоянно властта, без оглед на това, какво е общественото мнение или какви са решенията на парламента. Изборите се фалшифицират, те са една народия. Парламента, избран при такива условия е само един инструмент в ръцете на тия, които са зад кулисите. Той има за задача само да легализира нелегалните желания на господарите на страната. В всички страни на полуострова се срещат наистина един и същ тип закон за защита на държавата, гласуван почти в едно и също време, който, може да се каже, представлява конституцията на белия терор.

Легалното насилие обаче, ако е позволено да употребим тук това прилагателно, не е достатъчно: организациите, които заграбиха властта, си послужиха в случая с нелегални елементи, с тайни агенти, с »неотговорни фактори« против своите политически противници.

Тая е най-очевидната характеристика на режима на белия терор: тук се касае за организирани политически убийства. Той е коствувал през неколките последни години на балканските народи, с неизбежните бунтове при едно такъво положение, десетки и десетки хиляди убити.

България в ръцете на военни банди.

От всички балкански страни, където фашизма и белия терор избира своите жертви, България е страната на най-много масови убийства, на най-ужасните престъпления, на най-страшната мизерия.

Сегашния режим е роден от един насилствен преврат против законната парламентарна власт, преврат придружен с убийства и масови кланета.

Авторите, които поставиха на власт професор Цанков, требваше да произведат избори.

Едно свободно допитване до народа би ги сжкрушило. Преди да пристъпят към произвеждане на изборите, те тласнаха народа чрез разни насилия (масови арести, изгаряне на народни домове-клубове, побои и убийства) към бунт. Така се роди септемврийското въстание, — »българската комуна«. Загинаха с хиляди. »Клаха българския народ, както турчин не го е клал« (Ант. Страшимиров).

Силата на двете големи български народни партии, Земледелския съюз и Комунистическата партия, които, при последвалите тая касанница избори, беха получили, с обединени сили, 35 % от гласовете: 350.000 гласа, беше много голема.

Тази сила требваше да се сломи. За тази цел фашисткия режим гласува още в края на 1923 г. закона за защита на държавата (»ужасния закон«, проф. Емил Кан), който отне всички гаранции на лична и обществена свобода.

Комунистическите депутати беха лишени от своите мандати. Но »неотговорните фактори«, тайните агенти на военните фашистки лиги ги избиха един по един, както те избиха и многобройни земеделски избранници и министри на Стамболийски (Петко Д. Петков, Тодор Страшимиров, Харалампий Стоянов, Димо Хаджи Димов, Райко Даскалов).

Всички тези престъпления беха извършени не след а преди атентата в черквата св. Неделя (16 април 1925 г.), с който, тия които управляват България, искаха да обяснят и оправдаят своите жървави вакханалии.

Една нова вълна на терор, най-страшния от всички до сега, мина след атентата като стихия по цялата страна. Отново хиляди мъже, жени и деца беха избити. В този имено период от време се извършиха многобройните »изчезвания«, убийствата на разни политически мъже, които беха извършени от »неотговорните фактори«, от разни агенти на тайните организации и от »Македонския комитет« — автономистите.

Режима на Ляпчев.

Пред протестите, които се издигнаха навред в света, Цанков требваше да се оттегли, за да отстъпи местото си на Ляпчев (3 януари 1926 г.). Но фашисткия режим на тайните организации продължи. Убийствата и масовите кланета не престанаха, както това го доказват убийствата на селяните от Троянско и Ловечко (август 1926 г.) и страшната смърт на Д-р Бешев, който изгоре жив заедно с целото си семейство (април 1927).

Повече от всеки друг път закона за защитата на държавата функционира, увеличавайки числото на политическите процеси и изпращайки в затворите нови контингенти арестувани.

Амнистията е най-широкото искане на българския народ. Но правителството на Ляпчев я отказва категорически. През време на изборите, които станаха през м. май 1927 г., правителството прибегна до най-насилническите мерки на терор, за да попречи проявяването на народната воля.

Както винаги, тѝй и сега, хората на »Македонския комитет« — автономистите надминаха всички останали. Те заставиха насила нещастните македонци от Петричкия край да гласуват масово и единодушно за »единствената гражданска листа«, която те беха съставили.

Въпреки този терор, правителството получи само 48.2 % от гласовете, а опозицията — 51.8 %. Но по силата на фашисткия избирателен закон, правителството макар и бито, разполага с 2/3 от гласовете в парламента.

От тогава насетне, тиранията продължава. Независимите вестници се конфискуват. Политическите процеси се увеличават. В последно време беха произнесени нови 17 смъртни присъди: 11 в Ловеч и 6 в Татар-Пазарджик (тия последните са изключитално младежи). Работническата партия, която има 4 души депутати, е застрашена да бъде обявена всеки ден извън законите.

В Ромъния . . . парламенти, които никога не са избирани.

»Ваше Величество, Дайте ми власт — и аз ще ви дам болшинство«.

П. П. Карп Бивш председател на министерския съвет в Ромъния.

В цялата история на политическия живот в Ромъния нема да намерим нито едно правителство, което да е конституирано в резултат на изборите. Впрочем, правителствата никога не са следвали изборите; напротив, те са ги предшествували. Декларацията на покойния П. П. Карп, която

ние даваме в началото на това изложение, представлява синтезата на ромънския парламентарен режим.

Либералната партия, която понастоящем е на власт, беше получила през време на изборите, които станаха веднага след войната, и тя беше в опозиция, 6 мандата в камарата, която броеше изцело 500 души депутати. През 1922 г. Либералната партия беше на власт; тя извърши »своите« избори и получи едно болшинство от около 400 депутати.

В същото време, генерал Авереску, намирайки се в опозиция, получава само 7 мандати.

През 1926 г. дойде ред и на генерал Авереску да произведе избори, бидейки на власт. Той »получава« на свой ред едно болшинство от 284 мандати, повече от 2/3. Либералната партия немаше повече от 15.

В 1927 г. се повтаря същата комедия; Либералната партия е отново на власт; генерал Авереску се намира в опозиция. От 186.278 гласа, които Либералната партия беше получила през време на изборите в 1926 г., тя стига до 1.707.528 гласа. Партията на генерал Авереску спада от 1.319.218 — на 50.752 гласа. Това значи, че тя нема даже и 2 %, необходимия минимум за да може да бъде представена в парламента. Въпреки големото число индустриални работници в Ромъния, въпреки дейността на работническите политически и синдикални организации, работническата класа в Ромъния е лишена от всекакъв представител в камарата. Нито генерал Авереску в 1926 г., нито Братиану в 1927 г., не благоволиха да допуснат в камарата нито един работнически представител.

В-к »Лупта« от 27 ноември 1926 г. възпроизведе някои извадки от досието на комисията за утвърждение изборите в ромънския сенат. Казаното досие съдържа документи върху последните избори за сената, станали в Добруджа.

Ето един от тия документи:

В Балчишката секция, околийския началник свика избирателите, за да им държи реч:

»Г-н генерал Патраску, кандидат, е такъв на Негово Величество краля и който избирател би гласувал против кралякия кандидат, върши престъпление, а престъпление против краля се наказва с смърт, защото Добруджа се намира в военно положение.«

В същото дело, малко по-нататък четем:

»В избирателната стая вкараха 15—20 души войници, които се вмъкнаха в тайните стайчки и гласуваха вместо избирателите, от които насила отнеха бюлетините, върху които поставиха печата с името на генерал Патраску. Една от тайните стайчки имаше едно отверстие, през което войника вмъкваше ръката си и поставяше печата върху бюлетината, когато избирателя се намираще там.«

Подобни факти се срещат и при законодателните избори станали на 7 юли 1927 г. Кандидата на Национал-паралистката партия, Стефан Граур, бе убит в Марашети през време изборната кампания. В Олтенския окръг, кандидата на същата партия, Капатцинеу, бивш депутат, телеграфира:

»Нашите кандидати са арестувани. Невъзможно е да представят кандидатните листи: гражданите, които са подписали тия листи, са изгонени с тояги и заплашени с смърт«.

Професор Минореску, доайен на Правния факултет в Букурещ, и той даже е бил арестуван.

Положението в Ромъния специално се характеризира с огромното присъединение на територии и населения, дадени й вследствие световната война. Присъединението на Бесарабия се извърши при най-възмутителни условия, когато страната беше окупирана от ромънски войски.

След тоя атентат против правото на един народ да разполага сам с своята съдба, бунтовете (Татар-Бунар, Хотин), големите политически процеси, осъжданията, екзекуциите без съд, глада, който взе безброй жертви, емигрането на населението в Америка — са бичовете, които разориха това население, което живееше до сега в благоденствие в една особено богата земя.

Бесарабци желаят произвеждането на един плебисцит, за да могат свободно да проявят своята воля и да ржководят своята съдба.

Югославия управлявана от »Белата ржка«.

В Югославия не съществува никакъв парламентаризъм, защото действителното упражнение на властта става чрез една тайна военна организация: »Белата ржка«, която в съгласие с краля, дирижира всичко в тая страна. Тя назначава и тя уволнява министрите. Тѝй, югославянската държава, състояща се от различни населения, еволюира все повече и повече, под диктатурата на »Белата ржка«, към сръбския ексклюзивизъм и централизъм. През 1921 г., 59 депутатски мандати, принадлежащи на Комунистическата партия, с един удар беха анулирани. В същото време, бе гласуван, един закон подобен на българския за защита на държавата.

Въз основа на този закон, най-страшна реакция се разрази против работническата класа и националните малцинства отначало, а впоследствие и против опозиционните партии, като например, Републиканската партия.

Скандалите на политическите процеси и инквизицията в затворите (които неотдавнашната афера с Вуйович и Д. Кусовац разкри пред европейското обществено мнение) печално илюстрират този режим.

Белградския затвор, където измъчват политическите затворници, Главняча, се ползува с едно зловещо реноме.

Анексираните вследствие войната земи си изпатиха най-много. В Македония и Черна-Гора с огън и меч се върши делото на денационализацията и асимилацията. В Македония имено отидоха министрите, начело с Вукичевич, за да наставят своите избирателни палатки. Малко уверени, че ще имат успех другаде, те са сигурни, че ще бъдат избрани в тази страна, защото никой македонец не може свободно да гласува, тъй като страната се намира под постоянно военно положение.

Прогресивен застои в производството, увеличена безработица, разорение на земледелието, чиито продукти некога широко се изнасяха зад граница, обезлюдяване на цели страни като Македония и Черна-Гора, анексирани въпреки волята на местното население, ето главните последици на белия терор.

Гърция: страна на военните държавни преврати.

Гърция, която прекара 15 месеци под диктатурата на Пангалос, става и тя като другите балкански държави, страна на белия терор.

Заточаването из разните острови на Белото море, не само на работнически деятели, но и на разни демократи, като Папанастасиу и на офицери, противници на неговия

режим, като генерал Кондилис, беше любимото средство за борба на Пангалос.

Държавния преврат на генерал Кондилис обаче събори диктатурата и изборите докараха в парламента разнородни елементи, които се събраха и образуваха едно царско-републиканско коалиционно правителство.

Понастоящем, почти всички работнически представители са в затворите или заточени по островите.

Албания на беговете, италиански протекторат.

От всички потиснати балкански народи, Албания е една от най-нещастните. Белградското правителство екипира в 1924 г., с съдействието на албанския авантюрист Ахмед Зогу, една армия съставена от врангелисти и редовни сръбски войници, която нахлу в Албания и събори демократическото правителство на епископ фан Ноли, за да възстанови царството на беговете.

Чрез тех, Белградското правителство мислеше бърже да разшири своето економическо и политическо господство над цела Албания.

Но италианския империализъм се указа много по-силен и днес Ахмед Зогу и беговете са в пълна услуга на италианската фашистка държава.

Борбата за економическото и политическото завладяване на Албания (с нейните петролни извори) съставлява целия секрет на итало-югославянския конфликт.

Ахмед Зогу се крепи на власт с най-опростотворените методи на белия терор: убийства и кланета. Сената и Народното събрание са само оръдия. Никога не е имало при диктатурата на Ахмед Зогу нещо, което да напомня за некакви избори.

Албания на беговете феодали — убийци на албанските селяни, не е нищо друго освен италиански протекторат — колония.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

II.

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Ukrajini*)

Pod pritiskom carizma.

Ukrajinska narodnost nije bila u carskoj Rusiji priznata; i samo ukrajinsko ime bilo je zabranjeno. Carizam je nametao Ukrajinacima ime „Malorusi“ i proglasio ih ruskim plemenom. Carski ministar unutarnjih posala Valujev pisao je još 1863 g. ministru prosvjete Golovinu: „Nikakav poseban maloruski jezik nije postojao, ne postoji i ne može postojati, a taj dijalekat, kojim govori prosti narod — to je ruski jezik, samo pokvaren utjecajem na njega Poljske.“ Godine 1876 izdano je „Najviše Naredjenje“, kojim se je zabranjivalo izdavanje literature na ukrajinskom jeziku. Prema toj direktivi bilo je 1877 zabranjeno štampanje ukrajinske gramatike i to sa ovom cyničkom motivacijom: „Ne može se dozvoliti štampanje gramatike jezika, koji je osuđen na propast“. Kroz 40 godina, od 1863—1905, nijesu mogle izaći u Rusiji na ukrajinskom jeziku nikakve novine i nijedna knjiga. Bilo je zabranjeno i pjevanje ukrajinskih pjesama. Ukrajinci pomagali su si tako, da su na koncertima svoje pjesme pjevali u — francuskom prevodu!

Naravno da pri takovim uslovima nije moglo biti ni govora o ukrajinskim školama. Carske vlada zatvorila je i

— svećenički ukrajinski seminar u Kijevu, jedinu ukrajinsku školu, koja je neko vrijeme pri carizmu postojala.

Tek u revoluciji 1905 izvjestili su Ukrajinci pravo da upotrebljuju svoj jezik u javnom životu. Sa porazom revolucije, došli su ponovno crni dani ukrajinskom narodu. Ministar Stolipin svojim cirkularnim pismom od 20 novembra 1910 dao je direktivu nasilne rusifikacije Ukrajine. Ukrajinske škole bile su na to zatvorene, društva raspuštena, štampa progonjena i onemogućena.

Pri ovakovim prilikama ukrajinska kultura nije mogla da napreduje. Nepismenost na Ukrajini iznosila je 83—90%, dok je ona prosječno u carskoj Rusiji iznosila 76,7%, a u nekim velikoruskim gubernijama 64,9%. Tako je bilo g. 1897. Prema statistici g. 1920 imali su Ukrajinci 75,4% nepismenih, a Rusi 66,6%. Predstavnik Ukrajine kod centralne vlade u Moskvi, Petrovski, veli da od 1000 Ukrajinaca imade 717 nepismenih, a kod Rusa 549.

Carizam eksploatiše ekonomski Ukrajinu.

Bogatstvo Ukrajine primamilo je najprije poljske i ruske veleposjednike, a kasnije ruske i evropske industrijalce i kapitaliste. Trgovinu preuzeli su Jevreji; kao kolonisti došli su mnogi poljski i još više ruskih seljaka; a naročito je mnogo Rusa dolazilo za radnike na industrijska poduzeća, koja su naglo rasla u posljednje 40—50 godina. Tako su nastale na Ukrajini jake kolonije drugih naroda, a sami su Ukrajinci ostajali potlačena i prezirana seljačka masa. U gradovima, naročito u većim, predstavljaju Ukrajinci neznatnu manjinu.

*) Literatura: A. Hvyła: „Nacionalno pitanje na Ukrajini“, 1926; A. Bucenko: „Izgradnja sovjetskog sistema i nacionalne manjine na Ukrajini“, 1926; „Ukrajina“, statistički zbornik, 1926 (na ukrajinskom jeziku); Izvještaj ukrajinske vlade (stenografske bilješke sa 2. sesije Centr. Izvršnog Odboraj, 1926; N. A. Cerljunčakevič: Nacionalni sastav Ukrajine (na ukrajinskom jeziku), 1925.

Kakvo je značenje imala Ukrajina kao kolonija za ruski carizam, rusku birokraciju, veleposjednike i industrijalce, može se zaključiti iz ovih cifara: Ukrajina je davala 90% od sveukupnog ruskog izvoza žita; Ukrajina je davala 1/4 sveukupnog ruskog ugljena, više od 2/3 željezne rude, 1/2 manganove rude, 1/2 soli, 2/3 metalurgijske produkcije. Uredi veleposjedi i industrija Ukrajine, vrelo prihoda i pljačke za vladajuće klase velikoruskog naroda.

Ukrajinci u Galiciji (pod Austrijom).

Bolji je bio položaj Ukrajinaca u Galiciji. Tamo je bio u drugoj polovici XIX. stoljeća centar ukrajinskog nacionalno-kulturnog života. Ali su galicijski Ukrajinci predstavljali i suviše maleni dio ukrajinskog naroda, da bi mogli oni bitno poboljšati sudbinu čitavog naroda. Povrh toga, i sami galicijski Ukrajinci bili su tlačeni u političkom, kulturnom i ekonomskom životu od Poljaka, protežiranih od Austrije.

Februarska i oktobarska revolucije g. 1917.

Došla je februarska revolucija. U Petrogradu Miljukov i Kerenski, u Kijevu Ukrajinska Rada. Rada je tražila političku autonomiju Ukrajine, Miljukov-Kerenski dozvoljavali su samo kulturnu autonomiju (školstvo itd.). Lenjin je podržavao potpuno ukrajinske zahtjeve, naglašavajući da Ukrajina imade pravo ne samo na političku

autonomiju, nego i na političku nezavisnost. Nakon oktobarske revolucije, Ukrajinci su se pocepjeli: jedan dio — većinom radnici i seljaci — bio je za sovjetski sistem i u decembru 1917 bila je formirana u Harkovu Ukrajinska Sovjetska Republika; drugi dio — većinom inteligencija, trgovci i bogatiji dio seljaka — bili su za buržoaski sistem. Nastupio je građanski rat, kao i u Centralnoj Rusiji. Najzad su pristaše sovjeta pobjedili, premda su njihovi protivnici uživali pomoć Njemačke, Poljske, Francuske i Engleske. Od g. 1921 počeo je normalni ekonomski, politički i kulturni život na Ukrajini; nastupio je momenat, da se riješava i nacionalno pitanje.

Nacionalni sastav Ukrajine.

Stanovništvo Ukrajine iznosi 28 miliona (28,044.342), od toga gradsko 3,9 mil. (3,931.545) a seosko 24,1 mil. (24,112.797). Od ukupnog stanovništva dolazi na Ukrajince 82,4%, na Velikoruse 7,5%, na Jevreje 5,4%, na ostale 4,7%. Od seoskog stanovništva dolazi na Ukrajince 89,6%, na Ruse 3,8%, na ostale 6,6%. Od gradskog stanovništva dolazi na Ukrajince 27,7%, na Ruse 35,3%, na Jevreje 31,2%, na ostale 5,8%. Samo u manjim gradovima (do 10.000 stanovnika) sačinjavaju Ukrajinci 50—60% stanovnika. Čim su gradovi veći, tim su procenti Ukrajinaca niži. U četiri najveća grada Ukrajine imademo slijedeće odnose: **)

Odnos naroda u %

	Broj stanovnika	Ukraj.	Rusi	Jevreji	Ostali	Ukupno
Harkov	380.000	21,3 (37,88)	50,5 (35,7)	20,6 (20,21)	7,6 (6,14)	100 (100)
Kijev	430.000	13 (25,43)	49 (36,25)	32 (32,06)	6 (6,26)	100 (100)
Odesa	340.000	2,9 (6,64)	44,8 (45,38)	44,4 (41,05)	7,9 (6,93)	100 (100)
Jekaterinoslav	140.000	4,7 (15,96)	44,4 (40,17)	44,7 (38,82)	6,2 (5,05)	100 (100)

Ukrajinizacija državnog aparata (Sovjeti činovništvo).

Velika razlika ismedju nacionalnog sastava sela i grada otežala je vanredno rješavanje nacionalnog pitanja. Osnovna direktiva jeste: ukrajinizacija čitavog državnog sistema i javnog života uz očuvanje prava nacionalnih manjina na slobodan nacionalni razvitak.

Od 240.947 članova seoskih sovjeta Ukrajine dolazilo je, g. 1924/25, na Ukrajince 87,79%. U kotarskim Izvršnim Odborima sovjeta bilo je 79,12% Ukrajinaca, na okružnim kongresima sovjeta bilo je prosječno 76,77% delegata Ukrajinaca, a na sveukrajinskom kongresu sovjeta 56,49%. Na ovom poslednjem izabrat je Sveukrajinski Izvršni Odbor sovjeta, u kojem ima 55,9% Ukrajinaca.

Činovnički aparat bio je za carizma potpuno ruski ili rusificirani. Sade se i tu provodi ukrajinizacija. Rusi se ne otpuštaju iz službe, ali moraju izučiti ukrajinski jesik. (Nacionalne manjine mogu se služiti i u kontaktu sa vlastima, naravno, svojim jezikom.)

Ukrajinizirano je bilo:

	na 14. XI. 1924	na 1. XI. 1925
državni činovnici	32 %	u centru 52 % u okružjima 60 %
odgovorni (viši) činovnici	33 %	u centru 33 % u okružjima 44 % u kotarevima 66 %

Uredovanje vršeno je na ukrajinskom jesiku:

a) u centru	10—15 %	49 %
b) lokalno	45 %	80 %
Prosječni stepen opće ukrajinizacije	30 %	65 %

Posljedice stoljetne rusifikatorske politike ne mogu se likvidirati za 3—4 godine. To otežava, naravno, vezu između grada i sela i kulturno podizanje sela. Nu i to, što je do sada postignuto, znači ogromni napredak prema onome šta je bilo prije revolucije.

Ukrajinizacija školstva.

Na Ukrajini bilo je g. 1925 — 15.209 osnovnih škola. Iz njih je bilo 11.839 t. j. 77,8% potpuno ukrajinizirano; 667 škola t. j. 4,4% bilo je ukrajinizirano na polovicu. Godine 1922 bilo je ukrajinizirano tek 6.105 škole t. j. oko 50%. Za pobijanje nepismenosti osnivaju se masovno analfabetski tečajevi i škole za odrasle.

God.	analfab. teč.	Učenika
1922	556	16.176
1923	643	19.328
1924	5.016	175.841
1925	10.686	430.034

Škola za odrasle bilo je g. 1911 — 99 (i to ruskih) a g. 1925 — 5.000 (nećinom ukrajinskih).

Srednjih škole bilo je:

Ukrajinskih			Ruskih		
1923	1924	1925	1923	1924	1925
2—17 %	22—35 %	20—39 %	57—95 %	40—54 %	39—50 %

Na 40 visokih škola Ukrajine prodiše takodjer ne više ukrajinski jezik. U Kijevu postoji Ukrajinska Akademija nauka, koje imade velike zasluge za podizanje ruske kulture. Na čelu Akademije nalazi se čuveni ukrajinski naučenjak prof. Gruševski, 1917—20 predsjednik Ukrajinske Rade, koji je zatim prešao na sovjetsku platformu.

Ukrajinsko novinarstvo i književnost.

Ukrajinsko novinarstvo razvijalo se je ovim tempom:

	Svih novina na Ukrajini	Od toga na ukraj. jez.	U %
1. aprila 1924	64	24	37,5 %
1. nov. 1925	74	37	50 %
1. marta 1926	82	50	61 %

Sliku razvitka ukrajinske literature mogu nam dati ove brojke:

Od 1798—1916 (za 118 godina) štampano je 3.214 knjiga (naziva).

Od 1917—1925 (za 8 godina) štampano je 6.250 knjiga (naziva).

Za vrijeme 1907—1917 izišlo je na ukrajinskom jeziku (u Ukrajini, Galiciji i Americi) 5.728.032 egzemplara knjiga; za vrijeme 1917—1925 izišlo je u samoj Ukrajini 45.786.176 egzemplara. „Državna Naklada Ukrajine“ izdala je u svojim izdanjima g. 1923 — 57% ukrajinske literature, a g. 1925 — 74,4%. Ista Naklada izdala je g. 1921 — 2.231.529 egzemplara ukrajinskih knjiga, g. 1924 — 8.718.346 egzemplara, a za prvih 9 mjeseci g. 1925 — 12.400.000 egzemplara.

Paralelno razvijaju se i ukrajinski književni listovi i književna društva. Naročiti uspjeh pokazuje razvoj ukrajinskog kazališta (opere ne manje od drame).

(IV Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

** Cifre su dane u dvije varijacije, jedna komesara unutarnjih posala Sovjetske Ukrajine N A Čerlunčakeviča (njegova izračunavanja u knjizi „Nacionalni sastav Sov. Ukrajine, izašloj 1925 g.“, druga varijacija, koja pokazuje znatno veći procenat Ukrajinaca u poveljenim gradovima (mi te cifre donosimo u zagradama), uzeta je iz statističkog zbornika „Ukrajina“, izdanog ukrajinskim C. S U 1926 g. Pošto nije bilo popisa stanovništva u posljednjim godinama, mi donosimo obje varijacije izračunavanja. Posljednje predstavlja izvjesnu korekturu prve, ali mislimo da — usprkos nagle ukrajinizacije gradova — ona ipak procenat Ukrajinaca stavlje nešto previsoko. Nu proces ukrajinizacije ne treba nihi potcjenjivati. Masa gradskog stanovništva, porjeklom ukrajinska, ali decenijama podvrgnuta rusifikaciji u gradovima, i dobrim dijelom rusificirana, sad se ponovno izjavljuje ukrajinskom i uči zaboravljeni materinski jezik, da bi se tako približila masi nacije-seljacija. Sindakalne organizacije Ukrajine sastoje se ra 4% od članova rođenih Ukrajinaca, ali polovica od tih Ukrajinaca zaboravila je decenijama života u gradovima ukrajinski jezik. O perspektivi Ukrajinizacije gradova kazao je Stalin (u diskusiji o nacionalnom pitanju na X. Kongresu Komunističke Partije Rusije g. 1921): „Jasno je, da će gradovi Ukrajine, u kojima do dana današnjeg prevladaju ruski elementi, biti tijekom vremena neizbježno ukrajinizirani. Prije 40 godina Riga je bila njemački grad, ali kako gradovi rastu na račun sela, a selo je hranitelj nacionalnosti to je Riga sada čisto lotiški grad.“ Ali to ne znači, da se u gradovima Ukrajine misli provoditi nasilna denacionalizacija bilo koje nacionalne grupe gradskog stanovništva.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Коста Новаковић

Рођен 3 јуна 1886 г. у Чачку, син малог занатлије. Свршио филозофију у Београду, али није ступао на професорску катедру, већ стално радио у радничком покрету као новинар и агитатор, почев од 1903 г. као гимназист. Комунистички посланик за Македонију 1919—1921 г. Затваран више пута. Осуђен на 6 месеци затвора 1924 г. због брошуре »Македонија Македонцима«, 5 година робије 1926 г. због комунистичке пропаганде. 1927 г. побегао из затвора.

Данас не може нико више постављати питање да ли стање на Балкану и поглавито у Македонији задовољава основне принципе правде и слободе. Зар у највећем делу Македоније коју је запосео српски империјализам има правде и слободе када је хиљадама њених синова прошло и данас пролази кроз српске тамнице, када хиљаде падају под кундацима режимских полицајаца и жандарма, када је најситнијем представнику власти слободно попут дивље звери скинути главу једног Македонца у кога посумња да мисли на слободу и не сматра светим и благословеним данашњи режим у Македонији! У Македонији у којој се насилно чак и имена мењају и у којој се према становништву понаша као према робљу. Шта да се говори о стању у Македонији под српским режимом којој »мајка ослободитељка« Србија није хтела »подарити« ни устав после 1913 г. коју је ставила ван закона све до краја 1915 г., када је притешњена ратним противницима учинила то само за то да крв македонских синова могне што боље ставити на расположење великим империјалистичким силама, а на првом месту Енглеској и Француској!

Нема правде ни слободе у српској Македонији.

Нема правде ни слободе у грчкој Македонији, у којој се македонском становништву баца под ноге језик, вера, породица....

Нема правде ни слободе у бугарској Македонији од које бугарски власници праве слепо оруђе и целата слободе и права целог бугарског народа.

»Интереси мира«, које су империјалисти после черечења Македоније хтели да осигурају, јесу интереси неузне мираваног варења плена која су уграбили.

Интереси мира на Балкану могу бити васпостављени само онда када се потпуно покlope са интересима балкански народа.

А, пре свега мир на Балкану зависи од обезбеђења мира у Македонији, т. ј. од обебеђења потпуне слободе и независности Македоније, потпуног права да ова узме судбину у своје руке и определи се слободно за своју будућност.

Ми комунисти постављамо тако балкански проблем: као првенствено македонски проблем, зато што је Македонија централно питање у томе проблему и што од решења овога зависи највећим делом решење целог балканског питања. Но, тако морају поставити питање и сви балкански национални револуционари, како ви око Балканске Федерације тако и сви остали који су ван ње.

Македонија је централно питање и због велике важности географског положаја и по своме економском и политичком значају — како за балканске владајуће кругове, тако, и можда још више, за велике империјалистичке силе. Ривалства балканских буржоаских држава око Македоније била су у прошлости а и сада су ривалства око хегемоније на Балкану која је у практичној политици значила завојевање Македоније. Али оно што треба добро да упамтимо ми балкански синови, које су наши власници толико пута

изводили на кланицу због Македоније, јесте факат да су иза тих ривалстава балканских власника увек стајали интереси великих сила. Балканске буржоазије, династије и ојачале милитаристичке клике биле су у ствари агенти на трећу пару Великих Сила.

Држим да није потребно у вашој »Балканској Федерацији« понављати све жртве које су пале у међусобним борбама балканских народа. Мислим да је добро позната историја западних империјалиста, њиховог надирања на Исток преко Балкана и спровођења утицаја у појединим балканским државама — историја пактова и заштитништва над појединим балканским режимима после којих су увек наступали сукоби и ратови, у којима је гинуо цвет Балкана.

Балкански народи, ма како вештачки опијани повинистичким духом, питали су се увек после међусобних ратова: зар није могуће престати са овим ратовима, кад они очито упропашћују обе зараћене стране и прете да онемогуће живот на Балкану! После европског рата народне масе почеле су најпре у Бугарској да постављају питање својим власницима, а затим незадовољство маса са досадашњом политиком својих власника ширило се даље на све земље Балкана. Данас то питање постављају широке народне масе власницима Југославије, када понова једна од великих сила, Италија, хоће да закорачи на Балкан.

На захтев: Савез и братство балканских народа као једина одбрана против страних империјалиста, власници су морали одговорити, морали су признати пуну вредност принципу Балкан балканским народима. Али како мисле да остваре савез балканских народа!

Југословенски владајући кругови траже хегемонију Југославије на Балкану, неповредност граница и не дирање у »српску« Македонију. То је став Југославије који јој диктира Француска, која хоће да има што јачег слугу за одбрану својих интереса у Малој Азији. Иза сличног држања Бугарске стоји Енглеска и Италија, иза Грчке опет Енглеска која такође хоће да што више ојача агенте своје империјалистичке политике.

Па, може ли бити речи да се на таквој основи може створити једна Балканска Федерација и решити балкански проблем? Никако. И тим су на ваше питање најбоље одговорили данашњи балкански власници, да они нису у стању створити братство балканских народа и једну Балканску Федерацију. Федерација претпоставља неокрњену слободу свих народа на Балкану и пре свега интегритет и слободу Македоније. А данашњи балкански власници су у пуној финансијској и политичкој зависности од великих империјалистичких сила и морају да раде онако како ови заповедају.

Према томе, питање братства Балкана мора се поставити као питање ослобођења балканских народа од оних који онемогућавају братство балканских народа, а то су империјалистичке Велике Силе и њихови агенти у балканским државама: крупни капиталисти, дворови и официрске клике. Ослободити се од других могуће је једино живом револуционарном борбом свих револуционарних снага на Балкану, уједињењем у тој борби у једној заједничкој тежњи: федерација балканских слободних република са Македонијом као равноправним чланом. Тако уједњен слободан Балкан могао би успешно извојевати своје ослобођење од великих империјалиста, јер би на својој страни имао пуну помоћ целокупног међународног радничког револуционарног покрета, као и братску помоћ свих угњетених колонијалних и полуколонијалних народа.

Ми југословенски комунисти братски пружамо руку свима балканским револуционарима који се боре за слободу својих народа, јер се они тиме боре и за слободу Балкана. Ми

констатујемо са особитом радошћу да је национални револуционарни покрет у Македонији нашао прави пут у свом манифесту од 1924 г., позивајући на уједињење све националне револуционаре у једну В.М.Р.О. — обједињену. Ми смо са болом дочекали поновно отварање братобубилачке борбе између македонских револуционара и морамо рећи да те борбе слуте на корист само власницима.

Један је пут слободи балканских народа: преко свргавања са власти данашњих балканских властодржаца. Једна идеја само има будућности: идеја федерације слободних балканских република под вођством народа, под вођством оних који највише пате од данашњих угњетачких режима, под вођством радника и сељака.

Ми тим путем идемо и пружајемо руку свима револуционарима који њиме такође иду. **Коста Новковић**

После суше добра је и поплава!

Кад год је Александровим владама у Београду долазило до густог, оне су се обраћале најзависнијим покрајинама да их оне извлаче из глиба. Такав се случај најчешће догађао са **Војводином**. Бирани представници у овој области — нарочито они немачких и мађарских националних мањина — имали су стално, као у своје време «Цемијет», да чекају у предсобљу министарског савета. Али не зато да би можда били позвани унутра, већ просто да им се издају наређења у коју тикву да дувају.

Тако је из тих маневарских разлога због војвођанских давидовићеваца на седници Мин. Савета узета и Војводина у претрес. Како њој прети опасност а делимично већ и настрада од поплаве, то је ово питање разматрано. Министар пољопривреде је реферисао о стању водних задруга у Војводини којима **држава дугује више од 16 и по милиона динара**. Усвојена је «житна» ликвидација овога дуга и закључено да се у будуће «отклоне» задуживања у толикој мери. — Ово је по прилици решење владе.

А вода плави . . . Како и неби кад сте ви, војвођани, толико кукали на сушу да је мин. Суботић просто из бојазни да тиме не наљутите Дунав и Саву — морао да демантује њено постојање. И његова предосећања, ето, вашом кривицом, остварују се. Сава носи мостове, насипе и житом пуне амбаре. Пољопривредни алати и кућни намештај се тренирају у пливању. На сремској страни изложено је опасности 123. хиљаде кат. југара земље. А држава — дугује водним задругама! И да не беше једна већа опасност него је та ваша, опасност да падне влада, неби сте имали ни ту утеху о «житној ликвидацији дуга државе водним задругама». Тек утеху велитим — јер за паре можеге и попричекати.

Какав је тек ваш општи положај у склопу данашње «заједничке монархије» када се у питањима суше и поплаве овако са вама поступа?

Војводина није «комитациска Македонија» па да јој се батином и кундаком, **стварно** батином и кундаком лупа по леђима. Није ни «одметничка Црна Гора» па да јој се политиком «изглађивања» салени троух уз кичму. Она је питома, равна, плодна и богата и у име троименог јединства њој се — истресају депови. Све због изједначања!

За Војводину је аграрно питање најглавније и оно се, за данашње друштвене прилике, могло да реши једино деобом великих поседа. Прва «незгода» за војвођане била је: неубрајање поседа од 300. ха. у посед који долази под «удар» аграрне реформе; затим долази изузимање поседа од деобе и изнад максимума уз разлог да служи као «узорно имање». Тако оване «максимуму» од 300. ха. није било тешко да «уз добру вољу» људи из Мин. за аграрну реформу нарасте на 1.000, 2.000 па и 3.000 југара. Још се поседницима оставило право да сами проберу где им је «мекше» а ако што дође под «удар» даје им се накнада и одштета у готовом! . . . На тај су начин «ликвидирани» аграрни односи у Војводини те у њој сусрећемо: сиротињске поседе од 3 југра, и 3.000 које држе велепоседници који су своједобно отимали па им је та отимачина од «социјалне» и «сељачке» монархије **призната**, и правилницима о аграрној реформи **загарантована**.

То су добили и мештани и колонисти. Још ови последњи како су дошли, добрим бројем су тако и отишли.

» . . . Сматрало се — вели Сл. Шећеров — да насељеници у северним крајевима треба да сами дижу куће о свом сопственом трошку . . . Да би се задовољиле потребе ових 17.000 породица потребна су велика новчана средства са којима краљевина С.Х.С. не располаже . . . Насељеници у северним крајевима сматрају се **закупцима** земљишта без рока. И ако они већ сада **плаћају** и порез и општинске прирезе, јер насељеници

у северним крајевима **нису ослобођени** плаћања порезе и приреза и самоуправних дајбина . . .»

»Генијалном« формулом П. Радића («у духу сељачке демократије!») о факултативном откупу земље, **тражи се од сеоске сиротиње** да за 900.000 југара колико би — како се «нашло» — дошло под удар аграрне реформа, спреми и положи **готове паре** или у најмању руку сигурне гаранције. А то је ситница од, око четири милијарде динара!

Куће да подигнете нисте могли ниси имали чиме. А без крова над главом, без нужног инвентара за обрађивање земље и уз цене пољопривредним продукцијама које не покривају нити производне трошкове — земља се не ради и не може да обрађује. Зато сте делом својевољно, а најчешће шибом закона — најурени са поседа, поново без земље, са јединим богатством: голом радном снагом. Па и за њу нисте сигурни да нађете купца!

Тако је питома и богата Војводина за широке сељачке масе домородаца и колониста — обична пустиња глади и беде. И што је најглавније, тешкоће те у постојећем државном поретку наћиће пут који одводи бољем социјалном положају. Монархија гломазан државни бирократски апарат војска, полиција — то је тај паразит, трутов, који црпе храну за свој проширени стомак из ваших жуљева и зноја. И Војводина има да понесе на својој грбачи највише. Тај случај и јесте. Плаћате: земљарину, 500 % ванредног приреза, 700 % општинског и жупаниског намета, порез на имовину, доходарину, инвалидску порезу и војно-коморски прирез и триста других нула. **То износи тачно 60% вашег чистог дохорка**. Ви радите и привређујете а трутови сами себе прогласили вашим ортаком и узимају већи део прихода.

Ето, то је реална слика вашег материјалног богатства и једновремено беде која вас — крај свега — притиска и дави.

Подвојили вас у разне преварантске странке и све се редом мењају на управи државној — само се не мења ваша ситуација. Међитим, када се појаве представници **радничко-сељачког блока** да вам предоче ову несрећу која из овакве управне системе произилази — полицији «пуне руке посла». Прогони и халшења! Не толерирају се просветно-културна друштва, забрањује се рад синикалним радничким организацијама, а на хумане акције каква је била у **подели помоћи поплавленим**, послатој од исељеника у Америци, одговорено је затвором.

То вам је најчистији пример: шта за народ у Војводина значи «уједињење» у држави и монархији СХС, и шта би значило за њега, без разлике националности, **уједињење у један чврст, моћан, борбени савез радника и сељака**, номску целину. То је главни услов за самостални живот.

Војводина (Банат, Бачка, Барања) сачињава једну економску целину. То је главни услов за самостални живот. Она је такође и једна географска целина па и политичка и културна. Данас, вукући највећи део терета садање државне заједнице, мора себи да постави питање: сме ли и даље то да чини и — ако не жели своју сопствену пропаст — шта има да постави за циљ?

За балканске народе природније и правичније организације нема нити може бити до у Балканској Федерацији: па како Војводина има све услове и за један самосталан живот — тим пре их има: да буде један равноправан члан велике заједнице слободних балканских народа, која, велика и силна, у стању је да гарантује економски, политички и културни развитак за сваког члана понаособ и за саму заједницу у целости.

Најзад, изузимајући оне **националне мањине** које због повољних географских услова могу да се прикључе својој матици — другим, које су у незгоднијем положају, мора Бал. Федерација да загарантује слободан развитак у сваком погледу. До сада се на рачун мањина у Војводини или водила трговина, или су бивале искористићаване за мрачне планове београдских властодржаца. Радници и сељаци националних мањина у Војводини не могу међутим ни при «најповољнијем курсу» Београда очекивати друго, до то: да их се он путем аналационализације и асимилације ослободи. А у томе се правци политиком колонизације и другим средствима озбиљно и интензивно ради. Потреда за владајуће странке у монархији С.Х.С. за немачке, мађарске или друге мањине из Војводине једнога дана ће престати. Онда ће оне, уз провраћање концесија које су им сада делимично дане, пропитати и мајчино млеко. Зато морају да се оријентишу у правцу ка остварењу Балканске Федерације која **искључује сваки ириденитизам или колаборацију са актуелним режимом**. Тај пут је: савез радника, сељака, угњетених нација и националних мањина за борбу противу хегемонистичке и војне монархије — борбу непомирљиву и до краја. **Јастребац**

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Ο ΦΟΒΟΣ ΤΟΥ „juste milieu“

Ἡ ἑλληνικὴ κυβέρνησις τρέμει μπρὸς τὸ ἐνδεχόμενον ἑνὸς παγκαλικοῦ πραξικοπήματος. Παγκαλικοὶ στέλλονται σὲ ἀπομακρυσμένα νησιά ἀπὸ ὅπου στέλλουν τηλεγραφήματα πρὸς τὸν «νόμιμον» πρόεδρόν τους. Ἡ κυρία Παγκάλου ἀπολύεται ἀπὸ τὴν φυλακὴ καὶ ἐπαναφυλακίζεται ἐκ νέου. Ἐνας δικαστὴς ἀρχίζει τὴν ἀνάκριση. Σὲ λίγο ἀνακαλεῖται: δὲν εἶναι ἀρκετὰ ἔμπιστος. Ἐνας ἄλλος δικαστὴς ἀρχίζει νὰ καταπιάνεται μὲ τὴ δουλειά, ἕως ὅτου νὰ συμβεῖ ἴσως πάλι κανένα ἀπροσδόκητο γεγονός. Οἱ σηματοφόροι τῆς Δημοκρατίας καὶ ἄλλοι μὴ ὀπαδοὶ τῆς, φανερόν τὴν πραγματικὴ τους ὑπόστασι, παραμερίζοντας τὶς στιγμιαῖες διαφορὰς τους καὶ δουλεύοντας γιὰ τὴ στερέωση τῆς κοινῆς τους ἐξουσίας, τῆς κυβερνήσεως τῆς τάξεως, τῆς κυβερνήσεως τοῦ «juste milieu».

Πῶς συμβαίνει ὥστε νὰ φοβοῦνται καὶ νὰ τρέμουν ὅλοι ὅταν ὁ μικρὸς Ναπολέων, ὁ ἑλληνο-Λουδοβίκος Ναπολέων, ὁ Λουδοβίκος τοῦ ἀγγλικοῦ χρηματιστικοῦ κεφαλαίου ὑφαίνει συναμοτικὰ σχέδια μέσα στὴ φυλακὴ τοῦ Ἰτζεντίν; ποῖος στέκει πίσω του; ποιοὶ εἶναι οἱ φορεῖς τοῦ κινήματός του.

Ἄς συγκρίνωμε τοὺς ἀριθμοὺς τῶν ἐκλογῶν τοῦ τελευταίου ἔτους καὶ ἄς κρίνωμε ἐπὶ τῇ βάσει αὐτῶν τῶν ἀριθμῶν τὶς πιθανότητες μιᾶς βοναπαρτιστικῆς συναρμωσίας. Στὶς 7 Νοεμβρίου 1926 ἐπῆραν ἐπὶ συνολικοῦ ἀριθμοῦ 961.000 ψήφων, οἱ δυὸ βενιζελικὲς μεριδὲς ἐνωμένεσ στήν «Ἐνωσὴ φιλελευθέρων» 300.941 ψήφους, ἡ ἀστικὴ ριζοσπαστικὴ «Δημοκρατικὴ ἔνωσις» 62.503. ἔκτος αὐτῶν ὑπῆρχαν καὶ διάφορες ἄλλες ἰδιαιτέρως βενιζελικὲς ὑποψηφιότητες, ὅπως π. χ. δυὸ προσφυγικὰ ψηφοδέλτια μὲ 10.000 καὶ 14.000 ψήφους. Ἀπὸ τὰ Ἐργατικὰ κόμματα ἐπῆραν οἱ μὲν κομμουνιστὲς 40.988 ψήφους, οἱ μεταρρυθμιστικοὶ σοσιαλιστὲς 1064; οἱ μοναρχικοὶ συνεκεντρώθησαν ἐν μέρει περὶ τὸν Μεταξῶν τοῦ ὁποίου τὸ κόμμα ἐπῆρε 151.002 ψήφους, ἐν μέρει δὲ περὶ τὸ ἀδιάλλακτον «λαϊκὸν κόμμα» πὺν συνεκέντρωσε 194.244 ψήφους. Πόσες ψήφους συνεκέντρωσαν οἱ παγκαλικοὶ, πὺν εὑρίσκονταν σὲ ὄξεια ἀντίθεσι πρὸς ὅλους τοὺς ἀνωτέρω; ὁ ὑπουργὸς τῆς ἐξυγιάνσεως Εὐταξίας ἐπῆρε 3981 ἐν ὅλω. Νὰ ἡ πραγματικὴ βᾶσις τοῦ Βοναπαρτισμοῦ μέσα στὸν ἑλληνικὸ λαὸ! Γιατὶ τρέμει λοιπὸν τὸ «juste milieu» μπροστὰ στὸν Πάγκαλο;

Ὅταν ἀκόμα ἐκυβερνοῦσε ὁ βοναπαρτίζων Δικτατωρ, μπόρεσαν οἱ δυνάμεις τῆς ἀντιπολιτεύσεως νὰ συναντηθοῦν καὶ νὰ συνασπισθοῦν στὸν ἀγῶνα ἐναντίον τῆς ἀντεθνικῆς του πολιτικῆς, ἡ ὁποία εἶχε ἀρχίσει μὲ ὑποσχέσεις μιᾶς ἀγροτικῆς μεταρρυθμίσεως καὶ μιᾶς πράγματι ἐθνικῆς πολιτικῆς, γιὰ νὰ τελειώσῃ σὲ ἱμπεριαλιστικὲς περιπέτειες. Οἱ κληρονόμοι, τοῦ Δικτάτορος, ἡ οἰκουμένη κυβερνήσις, καὶ τώρα ἡ κυβέρνησις τοῦ «juste milieu» συνεφώνησαν ἀναμεταξύ τους καὶ ἐκράτησαν μιὰ τέτοια πολιτικὴ, πὺν μοιάζει μὲ τὴν πολιτικὴ τοῦ μικροῦ Ναπολέοντος, σάν πὺν μοιάζουν δυὸ σᾶπια αὐγά. Σήμερα εἶναι ὁ Παπαναστασίου ὁ ἴδιος πὺν ἐμποδίζει τὴν ἀγροτικὴν μεταρρύθμιση, τὸ δὲ «juste milieu» ἐκράτησε μιὰν πολιτικὴ ἀγγλική, ἡ ὁποία ἔχει βαρύτερες συνέπειες γιὰ τὸν ἑλληνικὸ λαὸ.

Ἐδέησε νὰ πλερώσωμε ἀκριβὰ τὸν προσανατολισμὸν πρὸς τὴν Ἀγγλίαν. Τὸ δάνειο ἐπραγματοποιήθηκε, εἶναι ἀλήθεια, μὰ ποιὲς εἶνε οἱ συνέπειες πὺν συνεπάγεται γιὰ τὴν Ἑλλάδα; Ἡ κρίσις ἐξακολουθεῖ νὰ ὑφίσταται μόνιμος. Τὰ ζωτικὰ ζητήματα τῶν πλατειῶν μαζῶν παραμένουν ἄλυτα. Οὔτε κᾶν τὰ μακεδονικὰ τῆς μανδρόσκυλα, τὶς συμμορίες τοῦ Προτογέρωφ, δὲν ἠθέλησε νὰ δέσει ἡ Ἀγγλία. Τὸ Σερβοβουλγαρικὸ ἐπεισόδιο διεδραματίσθη ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους. Οἱ ἀπόπειρες στήν Θεσσαλονίκη, πὺν τὶς ἔκαμαν οἱ προστατευόμενοι τῆς ἀγγλικῆς πολιτικῆς, δὲν ἔφεραν μὴπως σὲ κίνδυνον τὰ πῶ νόμιμα συμφέροντα τῆς Ἑλλάδος; καὶ τώρα ἔξαφνα, ἀνάμεσα ἀπὸ τοὺς κρότους πὺν κᾶνουν οἱ μπόμπες τῆς Ο. Ρ. Ι. Μ. καὶ τὰ δελτία τοῦ τρίτου σώματος στρατοῦ μᾶς ἔρχονται οἱ εἰδήσεις περὶ παγκαλικῶν συνομοσιῶν. Ὅλα τὰ σώματα στρατοῦ ἐκδίδουν δελτία, ὅλοι οἱ στρατηγοὶ κᾶνουν δηλώσεις νομιμοφροσύνης — πρὸς τί ὁ θόρυβος; Γιὰ νὰ γίνῃ «πιστευτὸ» ἕνα παγκαλικὸ κίνημα ἀρχισαν νὰ φλυαροῦν περὶ συνεργασίας τῶν παγκαλικῶν μὲ τοὺς κομμουνιστάς! Μιὰν ἡμέραν ἀργότερα ἔχρησθη ὁ ἴδιος ὁ Παπαναστασίου νὰ διαφεύσῃ ἐπισήμως λέγοντας πῶς «δὲν τοῦ εἶναι γνωστὸ τίποτε περὶ παρομοιῶν προσπαθειῶν συνεργασίας δύο κομμάτων». Οὔτε αὐτοὶ οἱ «Ἀρχαιομαρξιστὲς» πὺν κατάντησαν περιήρημοι ἐξαιτίας τῶν κοινῶν τῶν δράσεων μὲ ἀμφίβολουσ συντρόφους, δὲν θὰ ἐδέχονταν μιὰ τέτοια συνεργασία. Οἱ παγκαλικοὶ δὲν μπόρεσαν νὰ πιάσωμε ρίζα σὲ κανένα ἀπὸ τὰ ἐργατικὰ κόμματα ἢ δὲ ἀπόπειρα νὰ ἀποσπᾶσιν ἀπελπισμένους καπνεργάτες ἀπὸ τὸ ἀγῶνα γιὰ τὰ ζωτικὰ τους συμφέροντα γιὰ νὰ τοὺς χρησιμοποιήσωμε γιὰ βοναπαρτιστικὰ συμφέροντα, ἀπέτυχαν καὶ θὰ ἀποτύχουν πάντοτε. Οἱ ἐργάτες δὲν ἐζέχασαν πῶς ὁ Πάγκαλος ἦταν ἐκεῖνος πὺν ἔστειλε τοὺς ἀρχηγούς τους στήν ἐξορία καὶ τοὺς ἔρριξε στήν ἀθλιότητα.

Ἄλλὰ οἱ Παγκαλικοὶ δὲν ἀποθαρύνθησαν. Ἐψαξαν στὰ σοβαρὰ γύρωτους γιὰ νὰ εὑρουν συμμάχους, καὶ σὲ λίγο ἀκούσθηκε ἡ φήμη γιὰ μιὰ μοναρχικο-παγκαλικὴ συνεργασία. Ὁ πρῶν βασιλεὺς Γεώργιος πῆγε στὴ Βιέννη καὶ στὸ ξενοδοχεῖο του συναντήθηκαν τὰ διάφορα νήματα τῶν συνομοσιῶν. Φαίνεται ὅμως πῶς δὲν ἐπετεύχθηκε πλήρης συμφωνία, διότι οἱ ἐπαναφερόμενοι βασιλικοὶ ἀξίωματικοὶ δὲν ἔχουν τὶς ἴδιες ἀπόψεις μὲ τοὺς παγκαλικούς στρατοκράτες. Ἄς μὴ ξεχνᾶμε πῶς οἱ παγκαλικὲς ἀπόπειρες κινήματων μπόρεσαν νὰ βροῦν κάποια ἀπήχησι μέσα στὸ στρατὸ, μόνον καὶ μόνον ἐπειδὴ ἐπανήλθαν οἱ κωνσταντινικοὶ ἀξίωματικοί, οἱ ὁμοῖοι ἐμπόδισαν ἀφ' ἑνὸς μὲν τοὺς ὑπαξίωματικούς στὸν προβιβασμὸ τους καὶ ἀφ' ἑτέρου ἔγιναν αἰτία νὰ περικοποῦν οἱ μισθοὶ τῶν ἀξίωματικῶν. Ἄν οἱ παγκαλικοὶ παρεδίδοντο πράγματι στοὺς μοναρχικούς τότε ὀλόκληρη ἡ μάζα τῶν δυσαρεστημένων θὰ ἐξαναγύριζε πίσω στὴ βενιζελικὴ παράταξι. Ὁ Πάγκαλος ἔχει ἐπομένως συμφέρον νὰ ἐρωτοτροπῇ πάντως μὲ τοὺς μοναρχικούς, ἀλλὰ μιὰ σοβαρὰ ὀργανωτικὴ σύνδεσι θὰ ἦταν ταυτόσημη μὲ τὴν διάλυσι καὶ τῶν τελευταίων ἐλπίδων του. Ὁ Πάγκαλος δὲν ἔχει καμμιά ἀξίολογο ὀργάνωσι — ὅπως ἄλλωστε καὶ γενικὰ ἡ κίνησι τῶν κομμάτων στήν Ἑλλάδα στηρίζεται μᾶλλον

σε ρεύματα ψυχολογικά παρά σε οργανωμένους συλλόγους — θα ήμπορούσε όμως τεχνηέντως προσαρμόζων την δράση του προς τις ανάγκες των δυσαρεστημένων βενιζελικών «παραγόντων» να εύρει μια κάπως σοβαρή βάση. Δεν το έκαμε. Έπαιξε το ά του του βασιλιά και η κυβέρνηση που έτρεμε μπροστά του, μπόρεσε να βασισθεί για λίγον καιρό πάνω στην πιστότητα του στρατού, μια πιστότητα πολύ αμφίβολον άλλωστε.

Κατά την διάρκειαν των τελευταίων παγκαλικών κινήσεων έστήριξε το «juste milieu» όλες του τις έλπίδες πάνω σε έναν άνδρα, ο οποίος πολύ γλήγορα μπορεί να γίνει πολύ πιο επικίνδυνος για τους κεφαλαιούχους του συντηρητικού βενιζελικού κόμματος παρά όσον ο Πάγκαλος θα μπορέσει ποτέ να γίνει. Ο άνδρας αυτός είναι ο Κονδύλης, ο πρώην πρωθυπουργός. Μπορεί πολλά από τα «πολιτικολογούντα ζίφη» να άποσύρθηκαν φαινομενικά από την πολιτική κονίστρα. Ο Κονδύλης ξαναρχίζει όμως πάλιν να ξαναφαινεται στην πρώτη γραμμή. Άπειλητικά άντηχούν τα λόγια του πρόστον Μιχαλακόπουλο: «Άν δεν εύρουμε στο έξωτερικό δάνειο, τότε θα το εύρουμε στο έσωτερικό, χρησιμοποιούντες τις μεγάλες παρακαταθήκες πλούτου. Τη στιγμή που με καθαρά συνείδηση έβρισαν στη ράχη του πτωχού λαού το βάρος τριών δισεκατομμυρίων, δεν θα ήταν δυνατό να επιβάλλει κανείς στην Πλουτοκρατία ένα αναγκαστικό δάνειο, για να χρησιμεύσει για την αναδιοργάνωση της χώρας;»

Οι έλληνες διανούμενοι του πανελληνιστικού κινήματος έχουν μεγάλες επιφυλάξεις άπέναντι του Κονδύλη. Ξεύρουν ότι κάποτε έχει δρέψει άδόξους δάφνες στην νότιο Ρωσία ως πράκτωρ της Άντάντ. Άλλά δεν έχουν έπίσης λησμονήσει, ότι ο ίδιος, έξίς του βοναπαρτιστής της πιο καθαρής μάρκας, κατέρριψε την παγκαλική δικτατορία, που δεν ήταν τίποτε άλλο παρά ο άγγλικός ζυγός, και έβοήθησε στην άναστύλωση της Δημοκρατίας. Και πράγματι δεν έφταιζε ο Κονδύλης καθόλου αν ο βενιζελισμός έπρόδωσε την ίδια του την παράδοση και έδημιούργησε στην αρχίμεν την οικουμενική κυβέρνηση με διαλλακτικούς και άδιάλλακτους Μοναρχικούς, τελευταία δέ την κυβέρνηση του «juste milieu» με τον στρατηγό Μεταξά.

Ο Πάγκαλος, ο οποίος ήμύδισε ως δικτάτωρ την άγροτική μεταρρύθμιση που ύποσχέθηκε ο ίδιος, δεν άποτελεί κίνδυνον για την «Κυβέρνηση του Κέντρου». Ο Κονδύλης, ως υπεραμύντωρ των συμφερό-

των των προσφύγων, μπορεί να άποτελέσει έναν σοβαρό κίνδυνον, κίνδυνον όμως συγχρόνως και για τις εργαζόμενες μάζες, οι όποιες πολυ καλά γνωρίζουν ότι όλες οι άποχρώσεις της Στρατοκρατίας, μόλις άναβουν στην αρχή, όμιλούν άλλοιότικα παρά όπως μιλούσαν πριν να καταλάβουν την αρχή. Πάντως γεγονός είναι ότι: με άυστηρά μέτρα ύποτάσσονται οι άξιωματικοί κάτω από μια άυστηρότατη πειθαρχία. Η νίκη της κυβερνήσεως κατά του Παγκαλου της έδωσε το θάρρος να ξεκαθαρίσει με τους άντιπάλους της. Ένώ όμως οι μικροπουλητάδες της «κυβερνήσεως του κέντρου» εγκαινιάζουν την «έξυγιάνσιν» της χώρας και επισφραγίζουν την έξάρτησιν της από την άγγλική πολιτική διορίζοντας έναν ιρλανδο-άγγλον άξιωματικόν ως άνώτατο διωργανωτή της χωροφυλακής, η δυσαρέσκεια έξογκούται όλοένα. Η μισθολογική μεταρρύθμιση εφαρμόζεται, και οι πιο πιστοί στην κυβέρνηση άξιωματικοί στέλλουν άντιπροσωπειες, η δέ πιθανότης ενός στρατιωτικού πραξικοπήματος μεγαλώνει διαρκώς.

Το προσφυγικό ζήτημα βρίσκεται στην ήμερησία διάταξη. Το νομοσχέδιο περι έγκαταστάσεως περιμένει την πραγματοποίησή του. Τα τελευταία γεγονότα στην έλληνική Μακεδονία πρέπει να μας κάμουν να σκεφθούμε. Έξκαλούθησιν των καταδιώξεων κατά του βούλαροφώνου άυτοχθόνου πληθυσμού συνεπάγεται το δυνάμωσα της βουλγαρικής Irredenta. Η έλληνική Βουλή δεν είναι σωστό να εργάζεται για τον «βασιλέα της Βουλγαρίας». Πρέπει να λύσει το προσφυγικό ζήτημα με μια άποφασιστική άγροτική μεταρρύθμιση. Χωρίς δάνειο έξωτερικό χωρίς προτεκτοράτο των μεγάλων δυνάμεων, η «κυβέρνηση του κέντρου» που περιλαμβάνει άντιπροσώπους των μεγαλογαιοκτημόνων και του τραπεζιτικού κεφαλαίου, δεν είναι σε θέση να εκπληρώσει τα καθήκοντά της αυτά. Για το αυτό πρέπει οι ίδιες οι εργαζόμενες μάζες να θέσουν την κυβερνήση προ του διλήμματος: «Έκπλήρωση των κοινωνικοπολιτικών αίτημάτων, λύσις του προσφυγικού ζητήματος με μια ριζική άγροτική μεταρρύθμιση — ή παραίτησις της κυβερνήσεως». Οι μάζες συνασπίζονται για να υπερασπίσουν τα δίκαιά τους, η σύγχυσις που επικρατεί μέσα στην κυβέρνηση του κέντρου, έπαυξάνει την πιθανότητα ενός ένόπλου πραξικοπήματος. Άκόμη πολυ μακριά από τις μάζες, άλλα πάντοτε ο ήρωας των άξιωματικών του, ο Κονδύλης άκονίζει το ξίφος του. Η κυβέρνηση του «juste milieu» είναι εν κινδύνω.

Μελιγκος

دی یه میورلر. بولرک بیوک رؤیاری، بیوک خیلاری وار هر برلری قومشو سنک، برادر زاده سنک نه ونده بیومک استر، حالبوکه بو حکومتلرک هیچ بری بیوک بر حکومت اولاماز، بالقانده یکانه بیوک حکومت بتون بالقان ملتلرک اتفاقیه تشکل ایدمک اولان بر بیوک بالقان ملتلری حکومتیدر. انجق بو حکومت بالقانک منافع مشترک سنی مدافعه ایدم بیور، حقوقی تکفل ایدم بیلیر. بالقان دکاسی، بالقان روتی پک بیوکدر، پک قیمتلی در. بویله بر ملتلر حکومتی تشکل ایدنجه بالقان مسعود اولور. بونک ایچون بالقان فده راسیونی غرنه سنک ارکانیه دوستلری حقیق سعادت بولنی بولدقلوندن طولانی تبریک ایدم. بالقانی میدانه جیقاره جق یکانه بولک بو اولدیغینی آرتق بتون جهاز اکلا مشدر.

ایشته کور یلیورکه بیوک محترم پروفسور. بزم مشترک دعوا من حقنده نصریح نه قطعی فکرلر نشر ایدیور، نه حالتجنابانه برقلیه بزم ایچون نفس توکتیور... وار واسون، یشاسون.

پروفسور کامل بالا

آیر مق غیر قابلدر دیور. صریه حدودی زه به قدر واریر. یونان حدودی زردن باشلار. ارناووداق نه قدر کیسیمی در؟ بتون بولر غیر طبیعی وحق شکانه و صرف قوت سایه سنده یایلیمش جنایتلردر.

محترم پروفسور، بالقان اقلیتلری حقنده بویله فریاد ایدیور: «القانده کی اقلیتلرک حقوقی بو شوهن حکو متلر طرفندن هیچ حساب قابلم مشدر. بولرک و سطی آوروپاده دخی اقلیت حقوق مسئله سی وارد، فقط اورالده بو حقوق او قدر ده وولوپه ایدلمش، او قدر انکشاف ایتشدرکه دکل نظریانجه مسئله بتون فعلیاتیه تطبیقاتیه حل اولنمشدر. مثلا Germano-Danois منطقه سی حدودنده اقلیتلرک حقوقی اقلیتلرک ممنونیت وحشونو دلتلری استجاب درجه سنده تطبیق ایدلمشدر. بالقان حکومتلریده هیچ دکلمه مملکتلر نده پک کثرتلی مقدارده بولنان اقلیتلرک حقوقی تطبیق ایتسه لرده کندیلری آوروپا حکومتلری قراطنده عد ایتسولر. بالقان حکومتلری اسکي ذهینلری Nationalisme étatique forcé حکومت جبر و تشیق آلتنده ملتجیلک ذهینتی ترک ایدم میورلر. بو حکو متیلر آرتق قان دو کلک یتیشیر، ته رور باعق یتیشیر، تحریب مال و جان یتیشیر

بالتان فده راسیونی

هر اون بش کونده انتشار ایدر
بالتان اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر
بالعموم بالتان اسانلرنده باز یلمقده در

بالتان مسئله سی اطرافنده اروپا افکار عمومی ه سی.

واهنیم که بو سیاحتیم صوک سیاحتیم اولیه جقدر چونکه بن، بالتانک منمتلف ملتلرینک رنکارنک و پک حار اولان روح ملیسنی سومکی اوکرندم» دیور کوریور سیکریا بوقیمتلی ذات بالتانده یادن وولتائیک لاولرینی یقیندن کوره بیلیمک ایچوب بالتان سیاحتنه چیقیور. یانیق، ییقیق یوردلریمزک باشنده دوریور بیتلمر یزری اوخشا مقدن والده لری تسلی ایتمکدن حظ دیویور. «بن بو ملتلرک پک حار اولان روح ملیلرینی سومکی اوکرندم» دیویور. نه بیوک فهر، نه بیوک رتیه انسانیت...

یولغارستانده چاقولر کندی ملخ افراددن ایکی سنهده یکریمی بیگ کشی قتل ایدیور، خانه لری دیری دیری چولوق چوقله پترول چولو مبه لرله یاقیور، اوتنظر فدن فرانتفورده طوغان برفرانسز روحی بو فریادلری یقیندن ایشتیمک ایچون فداکارلری ایدیور، بالتانده کلیور، و بو بدیخت ملتلرک حار روحلریله سومکی اوکرند یکندن اقتخار ایتد یکنی اعلان ایدیور.

پروفیسور دوکتور والانتین «صلمپور دنیا سیا سیونی بالتانده المسز و کدرمسز ناقاماز بالتان بتون حر بلرک و بالخاصه حرب عمومیک آتش اوخایدرد». دیویور. و بزم مانعمره بتون عالم انسانیتی اشتراک دعوت ایدیور، محتره پروفیسور دعوامزی مدافعه ده بو سطرلری یازیور. «حرب عمومی بی متعاقب باییلان صلح معاهده لری نه بالتانک و نه ده وسطی اوروپانک حضور و اسایشی تأمیننه کافیدر. ایشته بسارایا، ماکدونیا، آرنآود لئق قره طاع، قروواتیا، دامالاجیا... یورلره حاد مسالک نه دیمک اولدیغی یورلری بیلنلر تقدیر ایدرلر. بالتانده حال حاضر حکومتلری اک نهغو بست واک شوهن حکومتلردر. آنلر «حکومتزده، ملکمزده یاشایانلر کاملاً بزددنلر. هر کیم که آرزوسیه بونی قبول ایتزسه قوتله صرب، روم، رومن، بلغار اوله جقدر. حکومتزک منافعی بونی اقتضا ایتدیر یور. هر درلو جبر و شدت و ته رور بو منفعت اوغورنده ژوستیفی یه ابدیله جکدر» دی یه باغر یورلر. محترم پروفیسور بویله ذهنت طاشیان حکومتلرک طاقیتی نه اولور دی یه فریاد ایدیور. بالتان حکومتلری حدودلری بر برینه اوقدر کیرمش و اوقدر قارشمش درک لسانجه، مندهجه، ملیتجه بونلری بر بردن

شمدی یه قدر ماکدونیا خاطرانی نامی التنده کندی فکرلریمی، بالتانده یانان وولتائیک آبی صفاتی بر سه ری مکتوبلرمله نشر ایدمک بالتانی قارداشلمه درد داشمشدم. شمدیده فکرلریمی دنیا عالم سیاستنک اک ناموسلی اک یوکسک سیما لرله ده تأیید ایتک چایشه خف. بالتان فده راسیونی غزته سنک هر نسخه سنده بزم. بز بالتانلرک مشترک دعوامزی مدافعه ایدن اوروپا رجال سیاسیوننک اک یوکسک سیما لری فوطوغرافلریله برابر افکارلری ده نشر ایدمکده در. بتم وظیفهم بزم دعوامزی بزم قدر و بلکه بزددن دهاجسورانه، دهاعا لیجنابانه مدافعه ایدن بویوک سیما لری بالتان قارداشلریمزه طانتدیرمق و آنلرک افکارینی دیکله تمکدر.

بوصور تله بزم دعواده یا کز اولدیغیمزی اکتلتق در. بزم فلاکتیمز ایچون اوزاقدن عالم انسانیتک اک قیمتلی سیما لری اوغراشیر، کوزیاشی دوکرسه بز. اورته ده سیرجی قلامنرک چرکیز دوشره، اوقدر چرکین که کندیمزی انسان مرتبه سندن تنزیل ایتش اولور. ایشته سزه بون بزم دعوامزی مدافعه ایدنلر پروفیسور دوکتور «Veit Valentin» نی بوقیمتلی دوستمزی طانتدیریمور. پروفیسور دوکتور والانتین ۱۸۸۰ مایسنده فرانغفورته ده طوغمشدر. بر فرنسن مهاجری فاملیا سنندره تاریخ، اقتصاد ملل و سیاسی بولتیک یاپشدر. ۱۹۱۰ ده فریبورغ اونیورسیتیه سنه آلتمش و آرزمانده پروفیسور اولمش ۱۹۱۶ غالیسیا وفلاندر ده حربه اشتراک ایتش ۱۹۱۲ ده بوتسدام آرشوینده مسائل سیاسییه خارجیه ره فره ندی و حربی متعاقب باسفیس اولمش و دهه قرات پارسیسنده اعضا انتخاب ایدمش و دهه موقرات غزته لرنده قولابوراتور اولمشدر. بوذاتک برچوق قیمتلی آثار منتشره سی ده واردر. ۱۸۴۸ آلمان اختلالی، بیسبارق و آلمان خارجی بولتیقه سی اثرلری شایان ذکردر. پروفیسور دوکتور والانتین بالتان فده راسیوننک ۸ نجی نسخه سنده بزم دعوامز حقتده بوفکرلری نشر ایدیور. «کچن سنه برنجی سیاحتیمی بالتانده یایدم

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (pages 1557—1569)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique.

Charles Peyer — Marcel Leonin — Nicolas Kertes
Paul Louis: Les troubles permanents des Balkans
D. Vlahoff: Liapcheff demande un emprunt pour prolonger l'existence de la dictature militaire en Bulgarie
I. Mateescu: Les bratranistes en panique. Les carlistes au travail
Delabaj: La révolte gronde dans les provinces libérées en Roumanie
Dimitri Jovanovitch: Les attentats en Macédoine
D. H.: Les véritables auteurs du meurtre de Prague
Kresimir Ivachitch: Les réserves formelles du Bloc Croate
Une nouvelle infamie du gouvernement de Belgrade
Dobroudjansky: Le mouvement dobroudjanais
Une défaite de la Sigourantsa — une victoire du droit d'asile
Pour l'annistie en Bulgarie
La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (1569—1572): Costa Novakovitch: Die mazedonische Frage — Melingos: Von Navarin bis Kavalla — Louis Mesnard: Das tiefendste Argument Protogueroffs — Texte albanais (1572-1573): O. Leti: Vrasja e Ceno Begut — Rashed: Çashtja shqiptare e sotshme — Texte roumain (1573—1574): I. Mateescu: Liberalii în panică — Delabaj: În provinciile „eliberate” clocotește — Texte bulgare (1575-1578): Д. Влахов: Реакцията в България беснее — Пол Луи: Пробуждането на комитаджиите и истинският мир на Балканите — Мемоар на Парижкия к-т — Texte croate (1578—1579): Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji-IV — Texte serbe (1580—1581): Наша анкета о Балканској Федерацији: Коста Новаковић — Јастребац: После сунце добра је и поплава! — Texte grec (1582-1583): Μελέυιος: Ο φόβος του „juste milieu” — Texte turc: پروفیسور کامل بالا بالتان مسئله سی اطرافنده اروپا افکار عمومی ه سی